

Étude sur le Prix d'auteurs pour l'édition savante et sur la situation du livre savant au Canada

Delphine Lobet
delphine.lobet@usaintlouis.be

Vincent Larivière
vincent.lariviere@umontreal.ca

Mise à jour du rapport établi en 2018

Version remise à la Fédération des sciences humaines en avril 2022

TABLE DES MATIÈRES

Introduction	7
I. Quelques données sur le PAES (2005-2020)	9
Histoire et mission du PAES	9
Admissibilité et procédure	10
Production soutenue	11
Disciplines	12
Canadianité des sujets	14
Éditeurs bénéficiaires	15
Un trio productif	15
Trois types d'éditeurs	19
Candidatures et délais de traitement	23
Responsabilité et taux de réussite des soumissions	23
Temps de traitement	24
Représentation linguistique	25
II. Le livre en SHS : offre, demande, usages	31
L'offre : une production à la hausse	31
Dépôts légaux au Canada : stabilité relative des SHS et augmentation de la production des presses universitaires	31
À l'international : des tendances similaires	34
Les ventes commerciales : stabilité ou baisse des SHS	35
Au Canada : la stabilité (mais des données difficiles à interpréter)	36
À l'international : une diminution des ventes par titre et des ventes en général	41
La demande des et dans les bibliothèques universitaires	43
Les acquisitions : une baisse récente des budgets	43
Des usages en baisse (pour l'imprimé)	47
Des acquisitions tirées par la demande et privilégiant le numérique	49
Le livre dans les activités académiques	52
Le livre dans la communication savante	53
Le livre savant dans la carrière académique	61
Le livre comme outil de recherche et comme « technologie de la connaissance »	65
Une crise de la citation, de la découvrabilité et de l'accessibilité?	66
L'avantage avec le numérique : découvrabilité, accessibilité, métrique	67

Le problème avec le numérique	70
III. Coûts et financement de l'édition savante au Canada	75
Le coût du livre savant	75
Coûts directs et indirects	75
Des coûts incompressibles	77
Les revenus	78
Les ventes	78
Le soutien institutionnel	79
La contribution des auteurs	81
Les droits de reproduction	82
Les subventions	83
Le livre savant, parent pauvre de l'édition et de la recherche	94
IV. La contribution du PAES à l'édition savante canadienne et l'évaluation du PAES par les éditeurs	97
Les livres soutenus par le PAES sont-ils cités par les chercheurs?	97
Les livres soutenus par le PAES rejoignent-ils le grand public?	98
Le PAES influence-t-il qualitativement le paysage de l'édition savante?	100
Comment les éditeurs choisissent-ils de recourir ou non au PAES?	100
Les projets non financés par le PAES sont-ils abandonnés?	104
Le PAES rend-il les livres meilleurs, et l'Édition canadienne?	105
V. Reconnaître et soutenir le livre comme composante de l'infrastructure de recherche en SHS	107
À court terme : revaloriser les montants et ouvrir les genres	108
Une augmentation de la subvention de base, mais surtout pas moins de livres financés	109
Augmenter le financement des traductions	109
Soutenir les livres savants alternatifs	110
À moyen terme : désambiguïser la mission du PAES	112
Une subvention globale pour une meilleure édition savante	113
Critères d'admissibilité et calcul des montants	115
À plus long terme : accompagner un écosystème en reconfiguration	116
Une consultation pour réfléchir et dialoguer	117
Accompagner le libre accès	118
Bibliographie	122

LISTE DES FIGURES

Figure 1 - Nombre de titres publiés avec le soutien du PAES (1942-2020)	11
Fig. 2 - Nombre de titres soumis et publiés selon l'année de la soumission (2005-2020)	12
Fig. 3 - Distribution des titres publiés avec le soutien du PAES selon l'éditeur (2005-2020)	15
Fig. 4 - Proportion de titres publiés par les éditeurs du Big Three et les autres (1971-2020)	18
Fig. 5 - Nombre de titres publiés par le Big Three et par les autres éditeurs (1971-2020)	18
Fig. 6 – Nombre de dossiers traités, de dossiers non aboutis et durée moyenne du traitement selon l'année de la soumission (2005-2020)	24
Fig. 7 - Répartition des titres soutenus selon la langue (1942-2020)	26
Fig. 8 - Répartition des titres soutenus selon la langue (2005-2020)	27
Fig. 9 - Soumissionnaires des titres français (2005-2020, n=677)	28
Fig. 10 - Soumissionnaires des titres anglais (2005-2020, n=3345)	28
Fig. 11 - Dépôts légaux à Bibliothèque et Archives nationales du Québec (2003-2019)	32
Fig. 12 – Estimation de la production annuelle des presses universitaires canadiennes (2005-2019)	34
Fig. 13 - Nouveaux livres savants en SHS distribués aux États-Unis (2009-2014)	34
Fig. 14 - Répartition des nouveautés par catégories de livres savants et par types d'éditeurs, États-Unis (2009-2014)	35
Fig. 15 - Ventes de livres en unités et en \$ au Canada anglais (2006-2017)	37
Fig. 16 - Unités de livres de SHS vendus au Canada anglais (2006-2017)	37
Fig. 17 - Fluctuation des unités de livres vendus au Canada anglais (2006-2017)	38
Fig. 18 - Livres savants en circulation au Royaume-Uni (2005 et 2014)	42
Fig. 19 - Ventes de livres savants au Royaume-Uni (2005 et 2014)	42
Fig. 20 - Nombre moyen d'exemplaires vendus par livre savant au Royaume-Uni (2005 et 2014)	42
Fig. 21 - Dépenses des bibliothèques membres de l'Association of Research Libraries (1986-2018)	45
Fig. 22 - Budget des bibliothèques universitaires canadiennes consacrés aux livres et aux périodiques (2004-2019)	46
Fig. 23 - Fluctuation des budgets d'acquisition de livres et de périodiques des bibliothèques universitaires canadiennes (2004-2019)	46
Fig. 24 - Moyenne des emprunts physiques par étudiant dans les bibliothèques des universités canadiennes (2009-2019)	48
Fig. 25 - Ventilation des budgets d'acquisition de livres et de périodiques des bibliothèques universitaires canadiennes selon le format (2004-2019)	50
Fig. 26 - Répartition des dépenses d'acquisition de la bibliothèque de UBC selon le format (années fiscales 2008-2016) et évolution des ajouts de livres imprimés (années de publication 2007-2017)	51

Fig. 27 - Proportion de références faites à des livres dans les bibliographies par domaine des SHS, ensemble du monde et Canada (1980-2020).....	55
Fig. 28 - Proportion de références faites à des livres dans les bibliographies par discipline des SHS, ensemble du monde et Canada (1980-2020).....	56
Fig. 29 - Nombre moyen de références par article faites à des livres et à des revues par domaine des SHS, ensemble du monde (1980-2020)	57
Fig. 30 - Âge moyen des documents cités, par domaine des SHS, Canada (1980-2020)	58
Fig. 31 - Proportion des comptes rendus par domaine des SHS, ensemble du monde (1980-2020)	60
Fig. 32 - Proportion des comptes rendus par discipline des SHS, ensemble du monde (1980-2020)	61
Fig. 33 - Nouveaux livres savants distribués aux États-Unis par discipline et par type d'éditeur (2009-2014).....	65

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 - Disciplines des titres soumis et des titres publiés avec le soutien du PAES (2005-2020) _____	13
Tableau 2 - Canadianité des sujets (1942-2004 et 2005-2020) _____	14
Tableau 3 - Éditeurs bénéficiaires du PAES, ouvrages publiés entre 2005 et 2020 _____	15
Tableau 4 - Éditeurs bénéficiaires du PAES, ouvrages publiés entre 1942 et 2020 _____	16
Tableau 5 - Dossiers évalués et résultats par soumissionnaires (2005-2020) _____	19
Tableau 6 - Répartition des titres publiés et des éditeurs par type d'éditeur et par langue des ouvrages (2005-2020) _____	22
Tableau 7 - Dossiers traités et taux de réussite selon la langue de l'ouvrage et le responsable de la soumission (2005-2020) _____	24
Tableau 8 - Distribution des titres soumis et des titres publiés selon la langue (2005-2020) ____	27
Tableau 9 – Évolution récente de la répartition des ouvrages soutenus selon la langue _____	29
Tableau 10 Soutien à l'édition du Fonds du livre du Canada (exercice 2014-2015), ventilation selon la langue principale du catalogue _____	30
Tableau 11 Pourcentage des unités de livres de SHS vendus au Canada anglais par catégorie (2006-2017) _____	40
Tableau 12 Importance du type de publications selon les disciplines, Royaume-Uni (2014) ____	63
Tableau 13 Organismes de subvention d'éditeurs ayant été soutenus par le PAES entre 2005 et 2017 _____	84
Tableau 14 - Principales subventions d'éditeurs soutenus par le PAES (année 2014-2015) ____	87
Tableau 15 - Part de la production estimée soutenue par le PAES (2008-2019) _____	90
Tableau 16 - Les 20 livres financés par le PAES (1942-2016) les plus cités en 2018 _____	98

INTRODUCTION

Chaque année, jusqu'à 180 livres et 5 traductions bénéficient du Prix d'auteurs pour l'édition savante (PAES) sous la forme d'une aide à la publication d'un montant de 8 000 et 12 000 \$ respectivement, directement versée à l'éditeur après la parution du livre. Depuis sa création en 1941, le PAES a contribué à la publication de plus de 8000 ouvrages¹.

Le PAES est une initiative conjointe de la Fédération des sciences humaines et du Conseil de recherches en sciences humaines du Canada (CRSH), qui appuient ainsi directement la diffusion de la recherche canadienne en sciences humaines et sociales (SHS) et les éditeurs de livres. Le CRSH finance le programme à hauteur de 1 808 550 \$ par an, sous la forme d'une « subvention à l'édition et à l'administration » versée à la Fédération². De cette subvention, 1,5 million revient directement aux éditeurs pour la publication de livres savants.

Ce rapport vise à :

- Faire part des réalisations du programme depuis 2005 et sa dernière évaluation³ ;
- Évaluer l'importance que conserve le livre en tant qu'élément structurant de la recherche en SHS, au Canada particulièrement ;
- Saisir le rôle que joue le PAES dans cet écosystème.

Il proposera également une série de recommandations visant à soutenir le PAES, la Fédération et le CRSH dans leurs missions d'appui au livre en tant que véhicule de construction et de diffusion des savoirs.

Il se compose de cinq parties :

- I - Une présentation du programme : mission et fonctionnement, livres soutenus, éditeurs financés...
- II – Un état des lieux de la situation du livre en SHS : production, demande, usages
- III – Un relevé des sources de financement du livre de SHS au Canada
- IV – Une évaluation de la contribution du PAES à l'édition savante canadienne
- V – Quelques pistes de réflexion pour améliorer le soutien au livre savant

Ce rapport rédigé en 2018, et non publié à l'époque, a fait l'objet d'une mise à jour en 2021, mise à jour partielle car tributaire des données encore disponibles et actualisées.

¹ Nov. 2021, données fournies par la Fédération.

² L'intitulé qui apparaît dans le moteur de recherche des attributions du CRSH est « Aid to Scholarly Publications Programme - Publications and Administration Grant ». La subvention est rattachée au volet Connexion - Subventions de mobilisation des connaissances pour les chercheurs, les équipes et les partenariats. http://www.sshrc-crsh.gc.ca/results-resultats/award_search-recherche_attributions/index-fra.aspx

³ La dernière évaluation de ce qui s'appelait alors encore Programme d'aide à l'édition savante, renommé Prix d'auteurs pour l'édition savante en 2012, date de 2004. Rapport de Goss Gilroy Inc., fourni par la Fédération.

L'analyse concerne la période 2005-2017 et 2005-2020 toutes les fois où cela était possible. Elle s'appuie sur les ressources suivantes :

- Des analyses bibliométriques établies depuis les données du corpus Web of Science,
- L'analyse des données administratives du PAES,
- L'analyse de divers jeux de données externes,
- Une revue de la littérature et de rapports écrits sur des questions connexes,
- La consultation de dix éditeurs, 3 par entretien et 7 par écrit au moyen d'un questionnaire en ligne :
 - 6 presses universitaires membres de ACUP/APUC (1 francophone, 5 anglophones),
 - 4 éditeurs non universitaires, spécialisés dans les essais (2 francophones, 2 anglophones).

Cette consultation a eu lieu en 2018. Conformément à l'entente prise avec les éditeurs, les extraits des consultations et les données chiffrées qu'ils nous ont fournies été anonymisés. Le terme éditeur est employé pour désigner les répondantes aussi bien que les répondants, il renvoie à la maison d'édition autant qu'à la personne qui s'exprime. Les citations sont signalées en rouge dans le texte et de la façon suivante :

|| Citation

Nous avons dû, avec d'autres auteurs, le constater : les données sur l'industrie du livre en général et *a fortiori* du livre savant sont compliquées à trouver, incomplètes, inaccessibles, payantes ou difficilement comparables. Quand elles existent. Heureusement, la place et le futur du livre au sein de l'écosystème de la recherche et de la communication savante sont un sujet de préoccupation largement partagé. Beaucoup de rapports et d'articles récents se rejoignent dans leurs conclusions et nous permettent d'obtenir, malgré les limites dans les données disponibles, une bonne compréhension des tendances et des défis que l'édition du livre savant connaît aujourd'hui.

I. QUELQUES DONNÉES SUR LE PAES (2005-2020)

Cette section a pour objectif de présenter brièvement le PAES et de donner un aperçu de ce que représente le programme en termes de titres financés, de livres publiés, de disciplines couvertes, d'éditeurs bénéficiaires et de langue de publication.

HISTOIRE ET MISSION DU PAES

Émanant de sources d'abord privées, les premières aides à la publication sont octroyées en 1941-1942 grâce à une bourse de 5 000 \$ offerte par la Fondation Rockefeller au Conseil canadien de recherche en sciences sociales - l'un des ancêtres de la Fédération - né un an plus tôt¹. Ford et Carnegie apporteront également leur soutien (Goss Gilroy Inc., 2004, p. 5). Il faut attendre 1958 pour que le programme soit financé par des fonds publics, en l'occurrence ceux du Conseil des arts du Canada (Stebbins, 2001, p. 454). Créé en 1957 pour la « promotion des arts, des lettres, des sciences humaines et des sciences sociales », le Conseil des arts sera scindé en 1978 en deux entités distinctes : le Conseil des arts du Canada et le CRSH (Harvey, 2011), qui conservent toutes deux au sein de leur vaste mandat un rôle de soutien à l'édition.

Le soutien public à ce qui s'appelait alors le Programme d'aide à l'édition savante était à l'époque « *comme maintenant [en 2001], [...] justifié en partie, par le petit marché au Canada pour les livres savants et la nature spécialisée de plusieurs des sujets qu'ils abordent.* » (2001, p. 455)². Un objectif affiché était de permettre aux savoirs de circuler et de contribuer à l'avancement des sociétés, en compensant pour leur manque de viabilité commerciale³. Les considérations de marché et de spécialisation ne constituent plus aujourd'hui des justifications déclarées du PAES, sa mission est plus générale :

Les subventions sont accordées selon la mission du PAES, qui consiste à appuyer la publication de livres d'une grande érudition en sciences humaines qui apportent une contribution importante au savoir⁴.

La dimension nationale reste toutefois présente puisque les auteurs - ou à défaut le sujet des ouvrages - et les éditeurs doivent être canadiens⁵.

¹ Voir également la page du 75^e anniversaire de la Fédération des sciences humaines : <https://www.idees-ideas.ca/profil/histoire>, consulté le 23 mai 2018 [page inexistante; disponible au <https://www.federationhss.ca/fr/paes>].

² Note des traducteurs : fournie à l'origine en anglais

³ Documents de 2003, cités dans le rapport d'évaluation du programme de Goss Gilroy (2004, p. 5) : « *The ASPP is designed to assist in the publication of works of advanced scholarship which make an important contribution to knowledge, but which are unlikely to be selfsupporting.* »

⁴ Foire aux questions du PAES, <https://www.federationhss.ca/fr/paes#foire-aux-questions>, consulté le 9 janv. 2022.

⁵ « *Peuvent parfois être admissibles à une subvention les auteur.e.s qui ne sont ni citoyen.ne.s canadien.ne.s ni résident.e.s permanent.e.s du Canada, mais dont l'ouvrage traite d'un sujet canadien et est fondé sur des sources canadiennes. Autrement, les livres subventionnés par le PAES doivent être rédigés ou dirigés par des citoyen.e.s canadien.ne.s ou des résident.e.s permanent.e.s du Canada. S'il s'agit d'un ouvrage collectif – recueil d'articles signés individuellement –, au moins la moitié des collaborateurices et la moitié de l'équipe de direction doivent être citoyen.ne.s canadien.ne.s ou résident.e.s permanent.e.s du Canada. [...] Les livres qui reçoivent une subvention du PAES doivent être publiés au Canada, puisque les subventions du PAES sont seulement versées aux éditeur.trices canadien.ne.s admissibles* » (*Id.*). La nature canadienne de l'éditeur est définie selon les lignes

En 2012, le concours a été rebaptisé. L'acronyme est resté, mais le Programme d'aide à l'édition savante est devenu le Prix d'auteurs pour l'édition savante. En anglais, l'acronyme ASPP pour *Aid to Scholarly Publications* signifie à présent *Awards to Scholarly Publications Program*. Ce changement devait rappeler et souligner que les subventions du PAES sont une reconnaissance et une consécration de l'excellence des livres et de leurs auteurs, que c'est aux livres qu'elles sont accordées et non pas aux maisons d'édition qui les publient. Un auteur peut d'ailleurs parfaitement changer d'éditeur et le livre conserver sa subvention.

ADMISSIBILITÉ ET PROCÉDURE

Sont admissibles au concours : les monographies, les ouvrages collectifs, les éditions critiques, les bibliographies critiques, les ouvrages de référence et les recueils documentaires. Ils doivent compter au moins 40 000 mots, références incluses, et être écrits en français ou en anglais. Les livres faisant l'objet d'une publication strictement numérique sont également admis. La publication en accès libre est encouragée, mais sur le principe uniquement puisqu'aucun incitant n'est prévu en réalité.

En plus de satisfaire aux critères de canadianté, les ouvrages doivent avoir reçu l'approbation d'au moins deux évaluateurs. L'éditeur transmet à la Fédération au moins une des deux évaluations en même temps qu'il soumet le manuscrit au concours. La Fédération se chargera de recueillir le deuxième rapport si l'éditeur ne le fait pas. Dans le cas, plus rare, où c'est l'auteur lui-même qui dépose son manuscrit, elle se charge de recruter les deux évaluateurs, afin que soit respecté le principe de l'évaluation à simple insu. Chaque mois, le Comité des publications classe les demandes selon les rapports des évaluateurs et les réponses des auteurs à leurs commentaires. Le financement de l'ouvrage dépendra de sa position relative dans le classement et des fonds encore disponibles¹. Le Conseil scientifique est appelé à intervenir, en amont du processus, dans les cas où l'admissibilité des ouvrages est incertaine.

Depuis 2006, le PAES subventionne la traduction vers l'anglais, le français ou une langue autochtone canadienne de monographies ou d'ouvrages collectifs déjà publiés (au format électronique ou imprimé) et rédigés dans l'une de ces langues. Les traductions d'une langue autochtone à une autre ne sont toutefois pas admises. Les conditions d'admissibilité et les procédures sont similaires, à la différence que les évaluateurs doivent se prononcer sur la nécessité de rendre l'ouvrage disponible dans une autre langue et que c'est le Conseil scientifique qui, deux fois l'an, délibère pour décider de l'octroi des subventions de traduction.

directrice de Patrimoine Canada (<https://www.federationhss.ca/sites/default/files/2021-08/aspp-eligibility-criteria-publishers-fr-2021.pdf>, consulté le 9 janv. 2022).

¹ Toutes les informations concernant l'admissibilité et les procédures du concours sont accessibles depuis la page web consacrée au programme : <https://www.federationhss.ca/sites/default/files/2021-08/aspp-publication-guidelines-authors-fr.pdf>.

L'éditeur reçoit le montant du prix - 8000 \$ dans le cas d'un livre et 12 000 dans le cas d'un livre qu'il fait traduire - après publication de l'ouvrage, laquelle doit avoir lieu dans les trois ans qui suivent l'approbation de la demande.

Comme dans le cas des articles de revues, c'est l'évaluation par les pairs qui va participer à qualifier les livres de « savants » (*academic book, scholarly books*) :

Les livres académiques [...] [sont] des ouvrages savants, généralement mais pas toujours écrits par des membres du personnel académique des universités, qui sont rédigés en tant que contributions à la connaissance et à la compréhension d'une question ou d'un sujet, et qui font l'objet d'une évaluation par des pairs avant leur publication¹ (Jubb, 2017, paragr. 28).

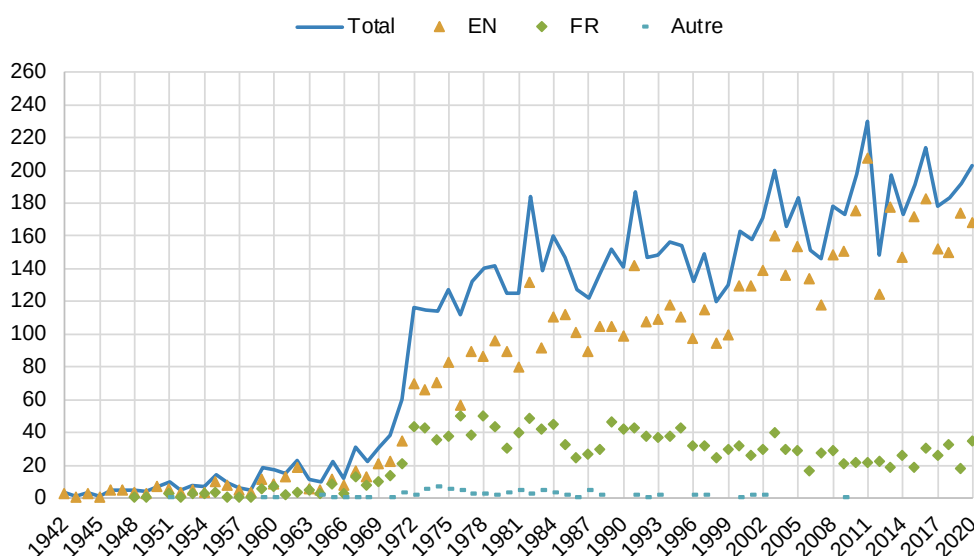
Cette subdivision de la catégorie générique des « essais » (*non-fiction books*) en « révisés par les pairs » et « non révisés par les pairs » passe sans doute inaperçu en dehors des milieux académiques.

PRODUCTION SOUTENUE

Depuis sa création, le programme a contribué à la publication de plus de 8 000 livres (Fig. 1), dont 2 592 pour la période qui nous occupe (Fig. 2). Parmi ces 7 479 ouvrages, on compte :

- 8 085 titres anglais,
- 1 753 titres français,
- 94 titres bilingues anglais-français ou dans une autre langue, ainsi que le concours l'autorisait autrefois (allemand, latin, espagnol...).

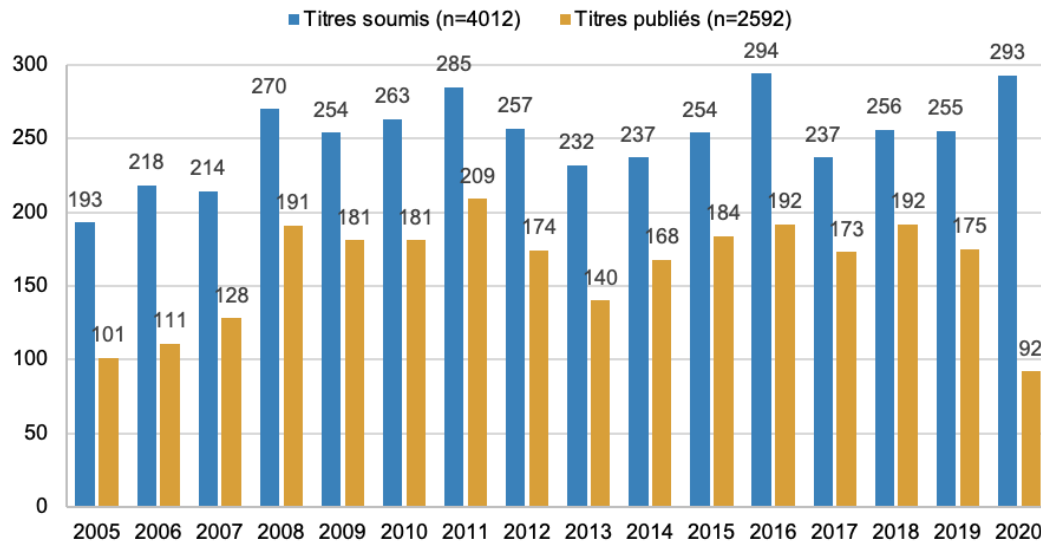
Figure 1 - Nombre de titres publiés avec le soutien du PAES (1942-2020)



¹ Ndt : fournie à l'origine en anglais

Le budget alloué par le CRSH à la Fédération doit permettre de soutenir annuellement la publication de 180 ouvrages inédits et, depuis 2006, de 5 traductions, mais également de financer l'administration du programme. La Fédération doit, entre autres tâches liées au programme, assurer le traitement des soumissions dont le nombre frôle certaines années les 300 (Fig. 2). On parvient bien à une moyenne annuelle proche des 180 titres, traductions comprises (167 titres pour être précis, si on enlève l'année 2020 sans doute incomplète).

Fig. 1 - Nombre de titres soumis et publiés selon l'année de la soumission (2005-2020)



Se lit comme suit : sur les 193 titres soumis en 2005, 101 ont été publiés. Les années 2019 et 2020 sont probablement incomplètes, les éditeurs ayant jusqu'à trois ans pour publier le livre après l'annonce de l'octroi de la subvention.

Entre 2006, année de création du volet traduction, et 2020 :

- 75 subventions auraient pu être octroyées (5 par an) ;
- 75 demandes de traduction ont été introduites, dont 57 de l'anglais vers le français, soit une moyenne de 5 par an avec un maximum de 11 demandes en 2015 et 2016 ;
- 56 ont été approuvées et 46 traductions sont déjà publiées.

Autrement dit, les fonds destinés à encourager les échanges intellectuels entre les communautés linguistiques ne sont pas épuisés.

DISCIPLINES

Si toutes les disciplines des SHS sont admissibles au PAES, certaines sont mieux représentées (Tableau 1, plusieurs disciplines par livre). Ainsi dominent les travaux relevant de l'histoire (19 % des disciplines des titres soumis et des titres publiés) et de la littérature (8,7 et 9,3 %). Le rapport d'évaluation de Goss Gillroy (2004, p. 13-14) notait déjà cette tendance. La cartographie disciplinaire du PAES rejoint par ailleurs celle que

mettent en évidence les analyses bibliométriques sur les usages du livre dans l'écosystème de la recherche – voir partie II du rapport.

La correspondance entre pourcentage de titres soumis et pourcentage de titres publiés à l'intérieur des disciplines est très constante, de même que les taux de succès de chaque discipline. Ceci témoigne du fait que le programme ne privilégie pas certaines disciplines au détriment d'autres. Les taux de publication les plus faibles concernent les disciplines également les plus faiblement représentées pour lesquelles les statistiques sont moins robustes.

Tableau 1 - Disciplines des titres soumis et des titres publiés avec le soutien du PAES (2005-2020)

Disciplines*	Disciplines des titres soumis		Disciplines des titres publiés		Taux de publication**
	nombre	%	nombre	%	
History - Canadian Post-Confederation	1023	10,7%	693	11,3%	68%
Political Science	840	8,8%	538	8,8%	64%
Sociology	741	7,8%	463	7,5%	62%
Cultural Studies	732	7,7%	473	7,7%	65%
Women's Studies	524	5,5%	371	6,0%	71%
History - Non-Canadian	432	4,5%	273	4,4%	63%
Native Studies	387	4,1%	264	4,3%	68%
History - Canadian Pre-Confederation	351	3,7%	230	3,7%	66%
Anthropology	339	3,6%	205	3,3%	60%
Law	339	3,6%	243	4,0%	72%
Philosophy	315	3,3%	183	3,0%	58%
English Literature	312	3,3%	219	3,6%	70%
Religious Studies	293	3,1%	195	3,2%	67%
Education	244	2,6%	128	2,1%	52%
Geography	237	2,5%	161	2,6%	68%
Political Economy	234	2,5%	151	2,5%	65%
English Literature - Canadian and Post-Colonial	219	2,3%	159	2,6%	73%
Communication	212	2,2%	132	2,1%	62%
Public Administration	183	1,9%	103	1,7%	56%
Art History	183	1,9%	108	1,8%	59%
Film & Theatre Studies	154	1,6%	106	1,7%	69%
French-Canadian Literature	149	1,6%	99	1,6%	66%
French Literature	142	1,5%	85	1,4%	60%
Psychology	100	1,0%	47	0,8%	47%
Social Work	97	1,0%	60	1,0%	62%
Asia-Pacific Studies	88	0,9%	63	1,0%	72%
Criminology	83	0,9%	52	0,8%	63%
Gay & Lesbian Studies	78	0,8%	60	1,0%	77%
Slavic Studies	72	0,8%	46	0,7%	64%
Economics	67	0,7%	32	0,5%	48%
Linguistics	54	0,6%	25	0,4%	46%
Classical Studies	47	0,5%	33	0,5%	70%
Music	46	0,5%	26	0,4%	57%
Canadian and Post-Colonial English Literature	43	0,5%	22	0,4%	51%
Germanic Studies	39	0,4%	26	0,4%	67%

Hispanic Studies	34	0,4%	22	0,4%	65%
Italian Studies	30	0,3%	15	0,2%	50%
Archaeology	23	0,2%	12	0,2%	52%
Business Management	15	0,2%	8	0,1%	53%
French Can / Québec Literature	13	0,1%	11	0,2%	85%
History - General	12	0,1%	3	0,0%	25%
Total général	9526	100%	6145	100%	65%

CANADIANITÉ DES SUJETS

Comme on l'a dit plus haut, le concours a été conçu et longtemps justifié par la volonté de compenser le faible potentiel commercial de livres très spécialisés et destinés à un marché restreint (le Canada). On peut donc s'attendre à ce que les sujets canadiens soient bien représentés. Un rapide examen des occurrences de certains mots-clés ramenées au nombre de titres publiés¹ nous montre que, en effet, une part importante des livres financés par le PAES traite de sujets clairement identifiables comme canadiens et que cette part augmente dans la période 2005-2020. Il s'agit toutefois d'une approximation car un même titre peut comporter plusieurs mots-clés.

Ce resserrement des sujets canadiens s'explique peut-être en partie par la condition de nationalité canadienne pour l'admissibilité des éditeurs, qui ne semble pas toujours avoir existé puisqu'on trouve jusqu'à la fin des années 1980 des éditeurs étrangers, surtout américains et européens. À souligner, les titres publiés traitent davantage d'autochtonie. Le sujet passe de la 4^e à la 2^e place, derrière le mot-clé Canada qui reste largement en tête.

Tableau 2 - Canadianité des sujets (1942-2004 et 2005-2020)

Mots-clés	1942-2004		2005-2020	
	Occurrences	% des titres publiés	Occurrences	% des titres publiés
canad*	892	17,33%	759	28,79%
québ* - queb*	267	5,19%	108	4,10%
ontari*	128	2,49%	41	1,56%
nativ* - amérind* - autocht* - aborig*	59	1,15%	146	5,54%
columb*	49	0,95%	23	0,87%
montr*	45	0,87%	32	1,21%
toront*	40	0,78%	26	0,99%
prairi*	22	0,43%	20	0,76%
alberta	21	0,41%	9	0,34%

¹ Il se peut qu'un même titre comporte plusieurs mots-clés.

scot* - écoss*	18	0,35%	12	0,46%
edw*	14	0,27%	5	0,19%
manitob*	11	0,21%	4	0,15%
hudson	7	0,14%	3	0,11%
brunsw*	7	0,14%	4	0,15%
Total	1580	30,79%	1192	45,22%

ÉDITEURS BÉNÉFICIAIRES

Un trio productif

Sur le plan des éditeurs, on observe que trois presses sont particulièrement actives dans le PAES : University of Toronto Press, UBC Press et McGill-Queen's University Press (Fig. 2 et Tableau 3). À elles trois, elles ont publié plus de 73 % des livres soutenus par le PAES entre 2005 et 2020. Le 4^e éditeur le plus prolifique (Wilfrid Laurier University Press) n'en a publié que 4,5 %, soit un écart de 18 % avec le 3^e, UBC Press.

Fig. 2 - Distribution des titres publiés avec le soutien du PAES selon l'éditeur (2005-2020)

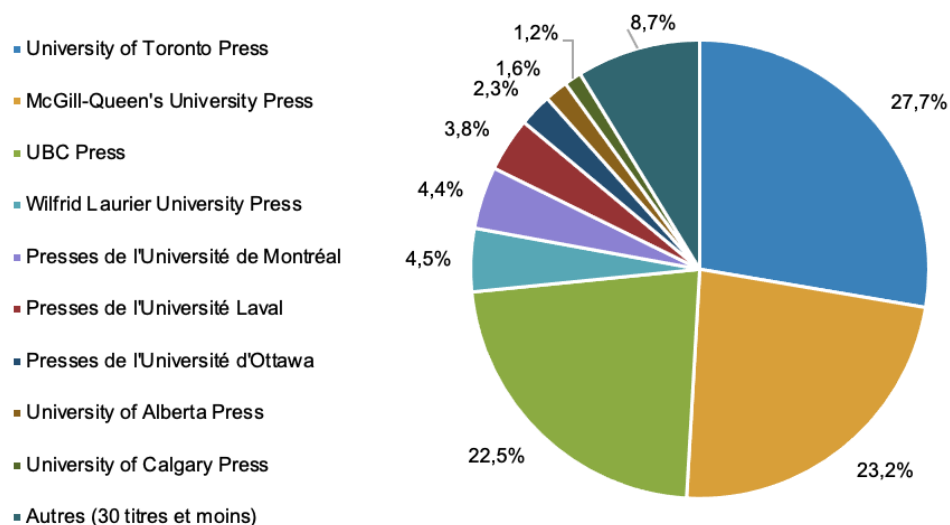


Tableau 3 - Éditeurs bénéficiaires du PAES, ouvrages publiés entre 2005 et 2020

Éditeur	Titres publiés		
	Nombre	%	% cumulés
University of Toronto Press	813	27,7%	27,7%
McGill-Queen's University Press	683	23,2%	50,9%
UBC Press	661	22,5%	73,4%

Wilfrid Laurier University Press	131	4,5%	77,9%
Presses de l'Université de Montréal	129	4,4%	82,3%
Presses de l'Université Laval	112	3,8%	86,1%
Presses de l'Université d'Ottawa	68	2,3%	88,4%
University of Alberta Press	48	1,6%	90,0%
University of Calgary Press	36	1,2%	91,3%
Boréal	30	1,0%	92,3%
Pontifical Institute of Mediaeval Studies	28	1,0%	93,2%
University of Manitoba Press	24	0,8%	94,0%
Septentrion	17	0,6%	94,6%
Athabasca University Press	15	0,5%	95,1%
University of Regina Press	14	0,5%	95,6%
Nota bene	13	0,4%	96,1%
Fernwood Publishing	13	0,4%	96,5%
Autres (11 titres et moins)	103	3,5%	100,0%
Total	2938	100%	

Cette concentration est-elle spécifique au PAES ou reflète-t-elle la structuration du marché du livre savant? Nous n'avons malheureusement aucun moyen de répondre à cette question (voir les considérations méthodologiques dans l'introduction). On peut seulement constater qu'elle n'est pas récente au sein du concours. La production totale du PAES depuis ses origines en 1942 montre cette même domination du « Big Three », plus diluée toutefois (Tableau 4), avec une remarquable constance des presses de l'Université de Toronto, qui sont aussi les plus anciennes (1901).

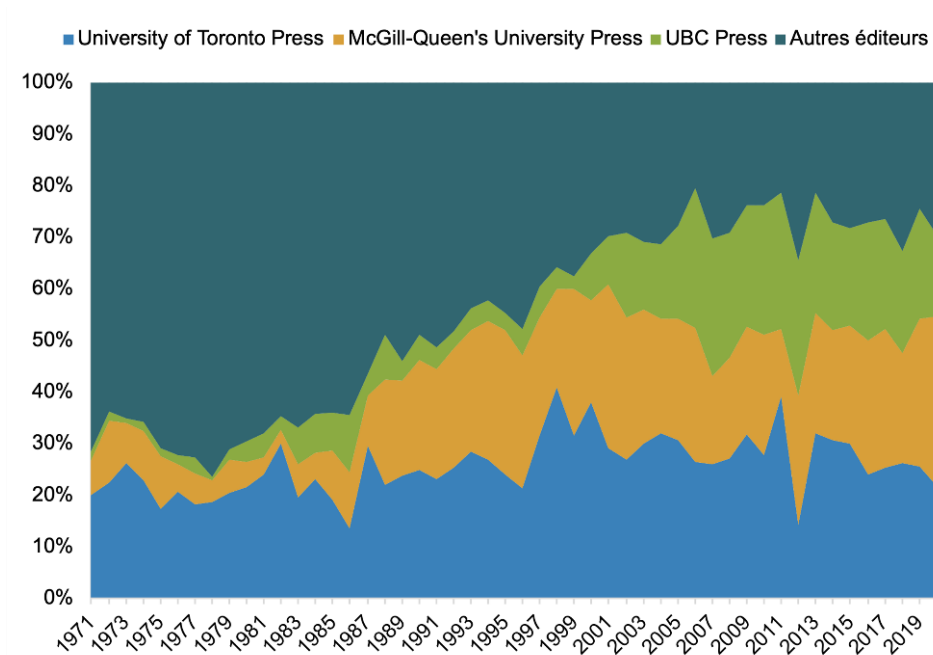
Tableau 4 - Éditeurs bénéficiaires du PAES, ouvrages publiés entre 1942 et 2020

Éditeur	Titres publiés		
	Nombre	%	% cumulés
University of Toronto Press	2188	27,1%	27,1%
McGill-Queen's University Press	1470	18,2%	45,2%
UBC Press	934	11,6%	56,8%
Presses de l'Université Laval	357	4,4%	61,2%
Wilfrid Laurier University Press	354	4,4%	65,6%
Presses de l'Université de Montréal	351	4,3%	69,9%
University of Ottawa Press / Presses de l'Université d'Ottawa	197	2,4%	72,4%
Pontifical Institute of Mediaeval Studies	139	1,7%	74,1%

Boréal	104	1,3%	75,4%
Bellarmin	88	1,1%	76,5%
University of Alberta Press	86	1,1%	77,5%
Hurtubise HMH	82	1,0%	78,5%
University of Calgary Press	67	0,8%	79,4%
Fides	58	0,7%	80,1%
ECW Press	57	0,7%	80,8%
Septentrion	53	0,7%	81,4%
Presses de l'Université du Québec	48	0,6%	82,0%
Autres (41 titres et moins)	1452	18,0%	100,0%
Total	8085	100%	

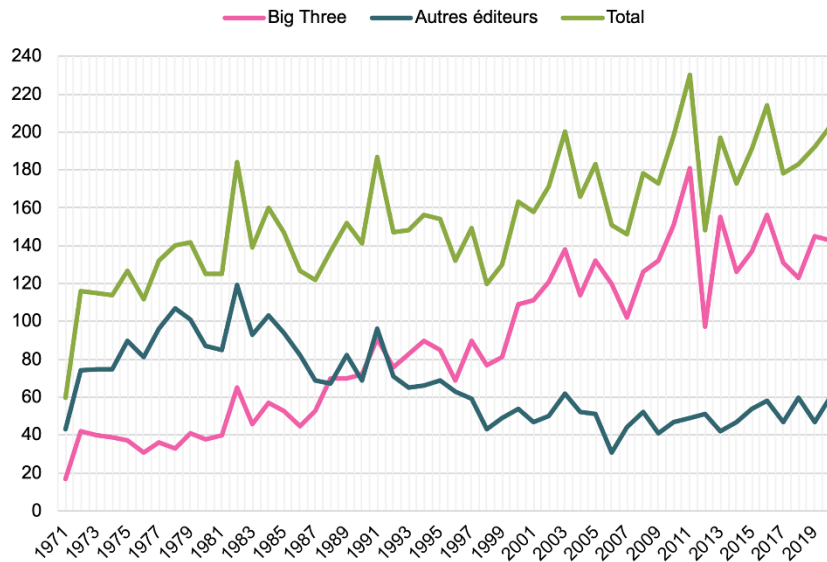
La distribution des subventions pour la période où les trois presses ont été actives, c'est-à-dire depuis 1971¹, confirme que cette position dominante s'est intensifiée dans le temps (Fig. 3). C'est en 1988 qu'a lieu le point de bascule (Fig. 4). Cette année-là, le regroupement des trois presses publie 71 d'ouvrages alors que tous les autres éditeurs réunis n'en publient que 67.

Fig. 3 - Proportion de titres publiés par les éditeurs du Big Three et les autres (1971-2020)



¹ Les presses de McGill ont été fondées en 1963 et fusionnées avec celles de Queen's en 1969 ; celles de l'Université de Colombie-Britannique en 1971 (<https://www.thecanadianencyclopedia.com/fr/article/presses-universitaires/>). Le premier titre de UBC Press financé par le PAES paraît en 1971.

Fig. 4 - Nombre de titres publiés par le Big Three et par les autres éditeurs (1971-2020)



Avec, pour la période 2005-2020, en moyenne 51, 43 et 41 titres primés publiés chaque année, soit un apport moyen annuel de 408 000, 344 000 et 320 000 \$ pour UTP, McGill et UBC, le PAES s'assimile pour ces éditeurs à une subvention à l'édition, même si là n'est pas la vocation première du programme, celle-ci étant de soutenir les auteurs et leurs œuvres, non leurs éditeurs. Comme le dit son nom de « Prix d'auteurs pour l'édition savante », « *Awards to Scholarly Publications* ».

Bien que le taux de succès des membres du Big Three - celui de UBC Press particulièrement - soit plus élevé que le taux de succès moyen des autres éditeurs, la domination des trois presses s'explique d'abord par le nombre de titres soumis au concours : près de 72 % des dossiers traités entre 2005 et 2020 étaient de leur responsabilité (Tableau 5).

Tableau 5 - Dossiers évalués et résultats par soumissionnaires (2005-2020)

Éditeur	Dossiers traités*		Dossiers approuvés		Taux de succès
	Nombre	%	Nombre	%	
University of Toronto Press	1039	28,3%	735	27,4%	70,7%
McGill-Queen's University Press	904	24,6%	650	24,3%	71,9%
UBC Press	696	19,0%	599	22,4%	86,1%
Big Three	2639	71,9%	1984	74,1%	75,2%
Presses de l'Université de Montréal	173	4,7%	129	4,8%	74,6%
Wilfrid Laurier University Press	165	4,5%	119	4,4%	72,1%
Presses de l'Université Laval	134	3,6%	86	3,2%	64,2%

Presses de l'Université d'Ottawa	112	3,1%	66	2,5%	58,9%
University of Alberta Press	91	2,5%	55	2,1%	60,4%
University of Calgary Press	64	1,7%	36	1,3%	56,3%
University of Manitoba Press	36	1,0%	30	1,1%	83,3%
Pontifical Institute of Mediaeval Studies	30	0,8%	24	0,9%	80,0%
Boréal	28	0,8%	25	0,9%	89,3%
Athabasca University Press	25	0,7%	18	0,7%	72,0%
University of Regina Press	23	0,6%	14	0,5%	60,9%
Nota bene	19	0,5%	14	0,5%	73,7%
Fernwood Publishing	17	0,5%	12	0,4%	70,6%
Autres (16 titres et moins)	116	3,2%	67	2,5%	57,8%
Éditeurs hors Big Three	1033	28,1%	695	25,9%	67,3%
Total	3672	100%	2679	100%	73,0%

* Dossiers soumis moins les dossiers encore actifs, ceux fermés avant la fin du processus et ceux soumis par les auteurs directement.

Trois types d'éditeurs

Les éditeurs qui bénéficient du PAES peuvent être classés en trois grandes catégories :

- Les presses universitaires, dans lesquelles on inclut les associations savantes ;
- Les éditeurs spécialisés, dont le catalogue se compose principalement d'essais, universitaires ou autres (ex. : Septentrion, Fernwood, Nota Bene) ;
- Les éditeurs généralistes où les essais côtoient d'autres genres et ne sont pas prédominants (ex. : Boréal, XYZ, Fides).

Les presses universitaires sont, comme attendu, les premières bénéficiaires du PAES. Entre 2005 et 2020, plus de 98 % des livres soutenus par PAES sont publiés par des presses. Si on examine la langue des ouvrages, on constate que cette concentration est surtout du fait des titres anglais : plus de 28 % des titres francophones sont publiés hors presses, contre 1,5 % côté anglophone (Tableau 6). Même en évacuant l'effet des trois presses du Big Three (2145 titres publiés sur 2539), les presses restent majoritaires avec plus de 90 % de la production des titres anglais (356 titres sur 394).

Tableau 6 - Répartition des titres publiés et des éditeurs par type d'éditeur et par langue des ouvrages (2005-2020)

Types d'éditeurs	Titres publiés			Nombre d'éditeurs		
	Tous	EN	FR	Toutes	EN	FR
	n=2937	n=2539	n=397	langues		
Presses universitaires	94,8%	98,5%	71,5%	28	20	8
Généralistes	3,1%	0,5%	19,6%	19	4	15
Spécialisés	2,1%	1,0%	8,8%	15	8	7
Total	100%	100%	100%	62	32	30

Si on s'intéresse maintenant au nombre d'éditeurs financés par le PAES (seconde partie du Tableau 6), on voit que les presses publient davantage, mais qu'elles sont également plus nombreuses côté anglophone : 20 presses publient en anglais contre 8 en français. Ceci reflète bien le paysage de l'édition universitaire canadienne. Trois presses universitaires francophones sont actives dans le PAES, les presses de l'Université Laval, de l'Université de Montréal et de l'Université du Québec (239 titres dans la période) ; ce sont aussi les seules presses francophones membres de l'Association des presses universitaires canadienne (APUC). Les 5 autres presses qui ont publié en français dans la période sont des presses anglophones publiant occasionnellement en français (16 titres) et les presses bilingues de l'Université d'Ottawa (29 titres).

CANDIDATURES ET DÉLAIS DE TRAITEMENT

Responsabilité et taux de réussite des soumissions

Ainsi qu'on l'a déjà souligné, le PAES se présente comme un programme de soutien aux livres et aux auteurs à la publication de livres, non comme un organe de subventionnement du milieu de l'édition. À cet effet, les auteurs ont le loisir de déposer eux-mêmes une demande de subvention. La Fédération encourage toutefois fortement les auteurs à trouver d'abord un éditeur admissible et à laisser à celui-ci le soin de soumettre le manuscrit au concours, ceci afin d'augmenter leur chance de réussite (des manuscrits mieux préparés) et d'accélérer le temps de traitement du dossier puisque la Fédération ne devra pas obtenir elle-même toutes les évaluations, qui sont transmises - au moins l'une des deux - par l'éditeur en même temps que le manuscrit¹.

¹ <http://www.idees-ideas.ca/paes/auteurs> [page inexistante; disponible au <https://www.federationhss.ca/fr/paes>]

De fait, rares sont les auteurs à introduire eux-mêmes une demande de PAES. Sur les 3849 dossiers évalués entre 2005 et 2020 (Tableau 7), 5,3 % ont été soumis par les auteurs directement, avec succès dans moins de la moitié des cas (93 dossiers approuvés sur 205). Quand ils sont soumis par un éditeur, ce taux de succès approche les 71 %, un pourcentage attribuable pour l'essentiel aux presses universitaires qui ont déposé 94,3 % des titres traités. Avec seulement 84 et 68 dossiers soumis sur la période, il est difficile d'émettre des conclusions bien étayées sur la performance des éditeurs spécialisés et généralistes.

Tableau 7 - Dossiers traités et taux de réussite selon la langue de l'ouvrage et le responsable de la soumission (2005-2020)

Soumis par	Tous les dossiers				EN				FR			
	Traités*		Appr ouvés	Taux de succès	Traités		Appr ouvés	Taux de succès	Traités		Appr ouvés	Taux de succès
	Nombre	%			Nombre	%			Nombre	%		
Auteur	205	5,3	93	45,4%	72	2,2%	41	1,7%	132	19,8%	51	13,2%
Éditeur	3783	98,3%	2679	70,8%	3251	97,8%	2344	98,3%	533	80,2%	336	86,8%
<i>Presse</i>	3631	94,3%	2581	71,1%	3211	96,6%	2318	97,2%	421	63,3%	264	68,2%
<i>Spécialisé</i>	84	2,2%	49	58,3%	34	1,0%	22	0,9%	50	7,5%	27	7,0%
<i>Généraliste</i>	68	1,8%	49	72,1%	6	0,2%	4	0,2%	62	9,3%	45	11,6%
Total	3849	100%	2772	72%	3323	100%	2385	71,77%	665	100%	387	58,2%

*Les dossiers traités sont les dossiers soumis moins les dossiers encore actifs.

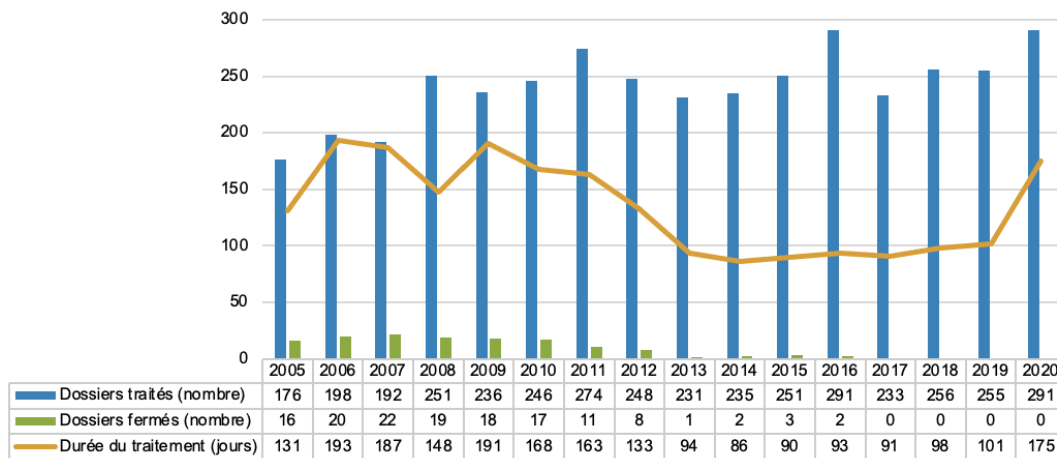
Temps de traitement

Depuis 2013, les évaluations - au moins l'une des deux - sont jointes par l'éditeur au manuscrit lors de la soumission du dossier. Bien que, en vertu d'une entente passée avec la Fédération, les membres de l'Association des presses universitaires canadiennes (APUC) aient déjà la possibilité de procéder de cette façon depuis 2003 (Goss Gilroy Inc., 2004, p. 10-11), la généralisation du processus a permis de considérablement raccourcir le temps de traitement des dossiers :

- 2005-2012 : 164 jours
- 2013-2017 : 104 jours

Les dossiers soumis en 2013, année d'implantation des nouvelles modalités d'évaluation, ont été en moyenne évalués en 94 jours, contre 133 l'année précédente (Fig. 6). On note une remontée du temps de traitement en 2020 (175 jours) - un effet de la pandémie.

Fig. 5 – Nombre de dossiers traités, de dossiers non aboutis et durée moyenne du traitement selon l'année de la soumission (2005-2020)



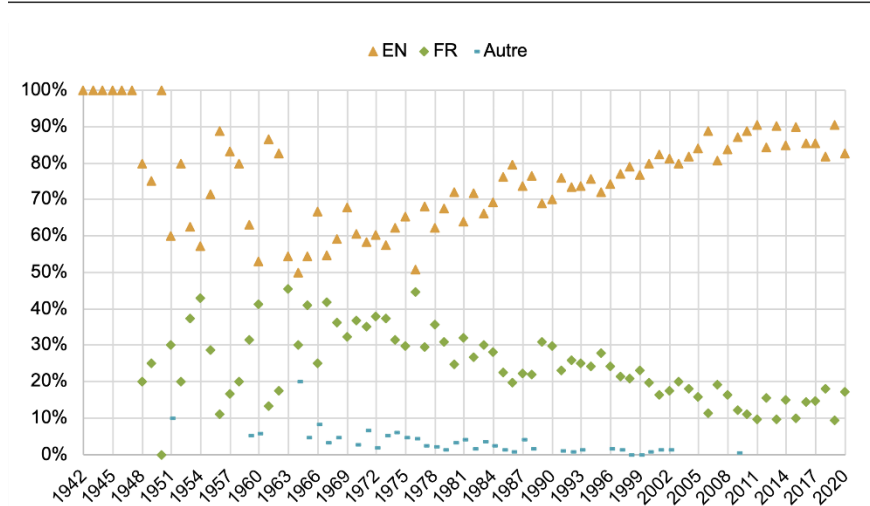
Les dossiers traités sont les dossiers soumis, desquels on a soustrait les dossiers actifs et les dossiers qui n'ont pas abouti.

Le processus a permis également de réduire à néant le nombre de dossiers n'aboutissant pas, c'est-à-dire ceux fermés avant la fin du processus, dans certains cas à la demande de l'éditeur ou de l'auteur en mal du verdict et ne souhaitant pas repousser plus longtemps la publication de l'ouvrage.

REPRÉSENTATION LINGUISTIQUE

Ainsi qu'on l'a souligné, le PAES subventionne largement plus de titres anglais que français (Fig. 6 et Fig. 7) ce qui est parfaitement normal compte tenu de la situation linguistique du pays. Sur les 8 085 livres publiés depuis la naissance du programme, 5 727 l'ont été en anglais (77,2 %) et 1 753 en français (21,7 %). On compte aussi 94 livres (1,2 %) publiés dans une langue tierce ou bilingues français-anglais. Après s'être approché de la parité, le français a continuellement diminué à partir de la moitié des années 1970.

Fig. 6 - Répartition des titres soutenus selon la langue (1942-2020)

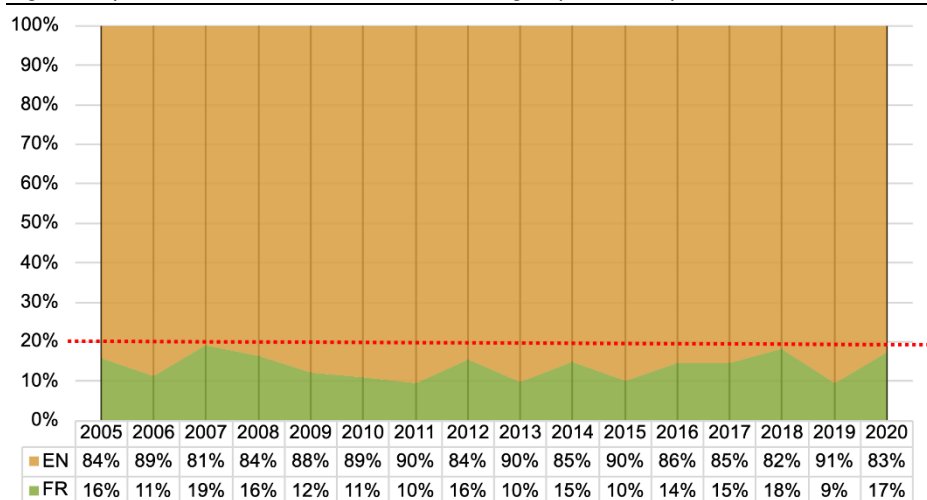


Pour s'accorder avec l'actuelle répartition linguistique canadienne et universitaire, la part de titres français devrait dépasser les 20 %. On est en deçà (Fig. 8). Le recensement de 2016, le dernier en date, permet en effet d'estimer que le français est la langue maternelle de 21,4 % de la population canadienne et que 23,4 % de la population parle le français à la maison (20 % exclusivement ou surtout)¹. Quant aux universités francophones, on peut estimer, sur base de leur population étudiante de 2021, qu'elles constituent 25 % de la communauté universitaire canadienne². En 2018, les mêmes calculs réalisés avec les chiffres de 2017 donnaient un pourcentage de 18,70.

¹ Statistique Canada, « Le français, l'anglais et les minorités de langue officielle au Canada », analyse du recensement de la population de 2016, 2 août 2017, <http://www12.statcan.gc.ca/census-recensement/2016/as-sa/98-200-x/2016011/98-200-x2016011-fra.cfm>.

² Estimation depuis les données d'Universités Canada, *Effectifs d'automne 2021 à temps plein et à temps partiel aux universités canadiennes*, <https://www.univcan.ca/fr/universites/statistiques/effectifs-par-universite>, consulté le 10 janv. 2022. On a considéré que sont francophones les institutions suivantes : École de technologie supérieure, École des hautes Études commerciales, École nationale d'administration publique, Institut national de la recherche scientifique, Polytechnique Montréal, Université de Moncton, Université de Montréal, Université de Sherbrooke, Université du Québec à Chicoutimi, Université du Québec à Montréal, Université du Québec à Rimouski, Université du Québec à Trois-Rivières, Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue, Université du Québec en Outaouais, Université Laval, Université Sainte-Anne, Université TÉLUQ. On a également inclus dans le calcul 30 % des effectifs de l'Université d'Ottawa, selon le pourcentage indiqué par l'université en 2019 (*Une responsabilité collective. Plan d'action pour la francophonie à l'Université d'Ottawa*, rédigé par Linda Cardinal, 2019, https://www.uottawa.ca/president/sites/www.uottawa.ca/president/files/plan_daction_pour_la_francophonie_-_30_janvier_2019.pdf, p. 22).

Fig. 7 - Répartition des titres soutenus selon la langue (2005-2020)



Sur la période 2005-2020, les livres français ont représenté 13,5 % des titres publiés avec le soutien du PAES (Tableau 8).

Tableau 8 - Distribution des titres soumis et des titres publiés selon la langue (2005-2020)

Titres soumis							Titres publiés		
Année de soumission	Dossiers soumis			Taux de succès*			n=2938		
	Tous	% EN	% FR	Tous	EN	FR	Année de parution	% EN	% FR
2005	176	89,2%	10,8%	59,7%	61,8%	42,1%	2005	84,2%	15,8%
2006	198	78,3%	21,7%	57,6%	58,7%	53,5%	2006	88,7%	11,3%
2007	192	77,1%	22,4%	72,4%	73,0%	69,8%	2007	80,8%	19,2%
2008	251	83,3%	16,7%	79,7%	78,5%	85,7%	2008	83,7%	16,3%
2009	236	83,1%	16,9%	78,0%	83,2%	52,5%	2009	87,3%	12,1%
2010	246	86,2%	13,8%	76,0%	76,9%	70,6%	2010	88,9%	11,1%
2011	274	86,5%	13,5%	78,1%	78,9%	73,0%	2011	90,4%	9,6%
2012	248	91,9%	8,1%	73,0%	74,1%	60,0%	2012	84,5%	15,5%
2013	231	91,3%	8,7%	62,8%	62,1%	70,0%	2013	90,4%	9,6%
2014	235	87,2%	12,8%	74,5%	73,7%	80,0%	2014	85,0%	15,0%
2015	251	87,6%	12,4%	74,5%	75,9%	64,5%	2015	90,1%	9,9%
2016	291	81,8%	18,6%	69,4%	69,3%	70,4%	2016	85,5%	14,5%
2017	233	85,0%	15,0%	75,5%	75,8%	74,3%	2017	85,4%	14,6%
2018	256	82,8%	17,2%	80,9%	80,7%	81,8%	2018	82,0%	18,0%
2019	255	85,1%	14,9%	77,6%	77,0%	81,6%	2019	90,6%	9,4%

2020	291	81,4%	18,6%	78,4%	77,6%	81,5%	2020	82,8%	17,2%
Total	3864	84,9%	15,1%	73,6%	74,0%	70,9%	86,4%	86,4%	13,5%

*Calculé sur base des dossiers évalués (3268 titres anglais et 584 français), c'est-à-dire en excluant les dossiers encore actifs et ceux clos avant la fin du processus.

Cette sous-représentation du français s'explique-t-elle par la quantité ou par la qualité des titres français soumis au concours? Est-elle le reflet de la distribution linguistique du marché du livre et du livre savant en particulier?

Sur la quantité et la qualité, on soumet moins en français (15 % des dossiers) et on réussit également moins bien (Tableau 8), peu importe qui soumet le dossier (Tableau 7). De plus, on se rappellera que, côté français, davantage de dossiers sont soumis par les auteurs, lesquels accusent des taux de non-admissibilité et de refus plus importants (Fig 9 et 10).

Fig. 8 - Soumissionnaires des titres français (2005-2020, n=677)

■ Auteur
■ Éditeur

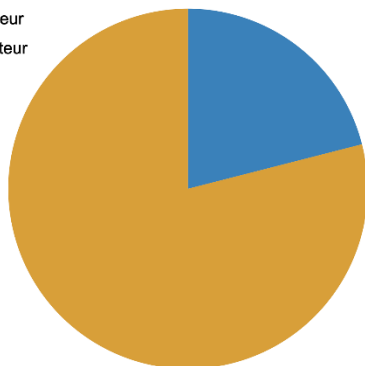
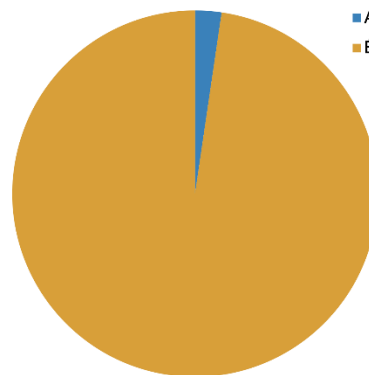


Fig. 9 - Soumissionnaires des titres anglais (2005-2020, n=3345)

■ Auteur
■ Éditeur



Le faible pourcentage de titres français soumis au concours pourrait-il tenir à la forme du concours qui, calquant la pratique de l'évaluation par les pairs, familière aux presses universitaires, semble d'abord s'adresser à celles-ci? Il n'existe que trois presses universitaires francophones et une bilingue (Université d'Ottawa), il est possible que les auteurs seront nombreux à préférer adresser leurs essais à d'autres éditeurs - spécialisés ou généralistes -, des éditeurs moins enclins à se tourner vers le PAES et dont les pratiques et les critères d'évaluation sont différents (décision par un comité de lecture et sur base de perspectives commerciales). Ceux-ci, les généralistes surtout, ont par ailleurs la possibilité de faire financer leurs essais par des collections plus lucratives et sont par conséquent moins dépendants du PAES.

Enfin, il convient aussi de replacer la volonté de publier en français dans le contexte plus général du champ académique, où le souci de donner à ses travaux plus de visibilité, plus d'impact ou de reconnaissance par les pairs pourrait encourager les chercheurs francophones à privilégier l'anglais. C'est déjà le cas pour les articles (Acfas, 2021), ça

l'est peut-être aussi pour les livres, bien que les sciences humaines et sociales soient, selon le même rapport, moins touchées par l'anglicisation. Le sondage commandité par l'ACFAS révèle en effet que, même en dehors du Québec¹, le français reste dominant dans ces disciplines. Parmi les chercheurs qui avaient publié un livre, 56 % l'avaient fait en français. En SHS, ce taux était de 63 %, contre 37 seulement sciences naturelles (*id.*, p. 60).

Il faut saluer les efforts fournis par la Fédération des sciences humaines pour rapprocher la répartition linguistique des soutiens offerts par le PAES de la répartition linguistiques canadienne et universitaire (voir estimation Fig. 8). Cette attention au français est une conséquence directe du constat d'un certain déséquilibre en faveur de l'anglais, dressé lors des analyses faites en 2018 (première version du présent rapport, non publié).

Les chiffres portant sur l'année 2020-2021 fournis par la Fédération montrent en effet une nette augmentation des ouvrages francophones soutenus (voir tableau ci-dessous).

Tableau 9 – Évolution récente de la répartition des ouvrages soutenus selon la langue

	2017-2018		2018-2019		2019-2020		2020-2021		2021-2022	
Livres en anglais	153	83,15%	156	84,32%	167	91,26%	137	74,86%	148	82,22%
Livres en français	31	16,85%	29	15,68%	16	8,74%	46	25,14%	32	17,78%
Total	184		185		183		183		180	

Source : Fédération pour les sciences humaines et sociales, Rapport sur le Le Prix d'auteurs pour l'édition savante, année de programme 2021-2022, juin 2022.

On voit aussi que le taux de succès des ouvrages francophones s'est substantiellement amélioré en 2018, 2019 et 2020 (voir Tableau I 8), grâce à des changements internes opérés par la Fédération.

Quant à savoir si la répartition linguistique de la production du PAES est en rapport avec celle de l'industrie du livre canadien et particulièrement du livre savant, comme on l'a déjà dit, on manque cruellement de données qui nous permettrait de le vérifier. Il est toutefois permis de croire que les éditeurs francophones (tout type d'ouvrages confondus) ne sont pas en reste en ce qui concerne les ventes de livres, si l'on en juge par les montants versés par le Fonds du livre (Tableau 9), montant que Patrimoine canadien calcule sur base des ventes domestiques et à l'exportation. Il faut cependant souligner que le seuil de ventes minimal pour pouvoir prétendre à la subvention est plus faible pour les francophones, ce qui peut induire une surreprésentation².

¹ L'échantillon était constitué de 515 chercheurs d'expression française rattachés à des établissements d'enseignement universitaires situés à l'extérieur du Québec.

² « Durant l'exercice de référence, vous devez avoir atteint un seuil minimal de ventes net de vos propres ouvrages admissibles de 50 000 \$ ou 30 000 \$ pour les éditeurs de langue officielle minoritaire et les éditeurs autochtones » (Fonds du livre, « Lignes directrices sur la présentation des demandes – Soutien aux éditeurs : Soutien à l'édition », modifié le 23/02/2021, <https://www.canada.ca/fr/patrimoine-canadien/services/financement/fonds-livre/soutien-edition/lignes-directrices.html#a2>, consulté le 10 janv. 2022).

Lors de l'exercice 2014-2015, année des dernières données publiées par le Fonds du livre, les éditeurs identifiés comme francophones ont reçu 54 % de la subvention (contre 15 et 10 % du PAES, sur base de l'année de publication des titres soutenus, voir Fig. 8). Dans la sous-catégorie des éditeurs qui ont bénéficié du Fonds du livre *et* du PAES dans la période 2005-2017, les francophones sont également un peu mieux nantis.

Tableau 10 Soutien à l'édition du Fonds du livre du Canada (exercice 2014-2015), ventilation selon la langue principale du catalogue

	Éditeurs bénéficiaires du Fonds du livre			et ayant bénéficié du PAES entre 2005 et 2017		
	Nombre	Montant reçu	%	Nombre	Montant reçu	%
Anglais	126	13 723 127	45,72	15	1 917 145	47,87
Français	120	16 239 218	54,11	15	2 037 419	50,87
EN/FR	1	50 560	0,17	1	50 560	1,26
Total	247	30 012 905 \$	100%	31	4 005 124 \$	100%

Source : Fonds du livre du Canada, liste des bénéficiaires 2014-2015 du soutien à l'édition, <http://canada.pch.gc.ca/fra/1450356457855>, et données administratives du PAES. L'url du Fonds du livre de 2018 est obsolète en janv. 2022 ; nous n'avons pas pu retrouver de données, ni anciennes, ni actualisées, et Patrimoine Canada n'a pas répondu à nos sollicitations.

II. LE LIVRE EN SHS : OFFRE, DEMANDE, USAGES

Comment le livre savant en SHS se porte-t-il? Est-il en crise, voire près de succomber, comme on l'entend parfois? S'en écrit-il et s'en publie-t-il autant que par le passé? En lit-on et en achète-t-on encore? Quelle place occupe-t-il dans la communication savante?

La demande en livres sera interrogée à partir de trois points de vue :

1. Le marché en général, mesuré en particulier par les ventes ;
2. La bibliothèque universitaire, où s'exprime une double demande, la sienne propre à travers les acquisitions et celle de la communauté universitaire à travers les emprunts ;
3. Le corps des chercheurs-enseignants, dont la demande est celle de l'utilisateur et celle de l'auteur.

Soulignons d'abord que cet exercice d'évaluation est difficile. Toutes les études qui s'y sont prêtées, aux États-Unis comme en Europe, ont fait le même constat : « *Il existe un manque de données complètes et fiables sur l'offre et la demande de livres universitaires*¹. » (Jubb, 2017, paragr. 11). Les données de l'industrie ne sont pas systématiquement colligées, ne sont pas standardisées, sont incomplètes et souvent d'accès payant. Les acteurs eux-mêmes (éditeurs, distributeurs, détaillants) sont réticents à livrer leurs chiffres quand on les sollicite. Il faut par conséquent recourir à des moyens détournés pour rassembler des données exploitables, ou encore considérer les recherches et les analyses effectuées ailleurs - aux méthodologies tout aussi créatives (Jones et Courant, 2014) - et dont on peut seulement faire l'hypothèse qu'elles sont éclairantes pour la situation canadienne. On restera donc extrêmement prudent dans l'interprétation des quelques statistiques compilées.

L'OFFRE : UNE PRODUCTION À LA HAUSSE

Dépôts légaux au Canada : stabilité relative des SHS et augmentation de la production des presses universitaires

Une façon de contourner l'absence de données directes sur la production du secteur de l'édition est de s'intéresser aux dépôts légaux. Tous les éditeurs canadiens sont tenus de transmettre un ou deux exemplaires de leurs nouvelles publications à Bibliothèque et Archives Canada (BAC) et également, pour les éditeurs québécois, à Bibliothèques et Archives nationales du Québec (BANQ). Ces organes sont donc en principe en mesure de fournir un portrait assez précis du secteur, puisqu'ils reçoivent et cataloguent tout ce qui se produit. Dans les faits, c'est moins simple. Comme nous l'a expliqué un agent de BAC, les données de catalogage ne permettent pas d'isoler des autres livres les essais ou livres savants (par exemple, la notice de chaque titre n'indique pas si l'auteur est

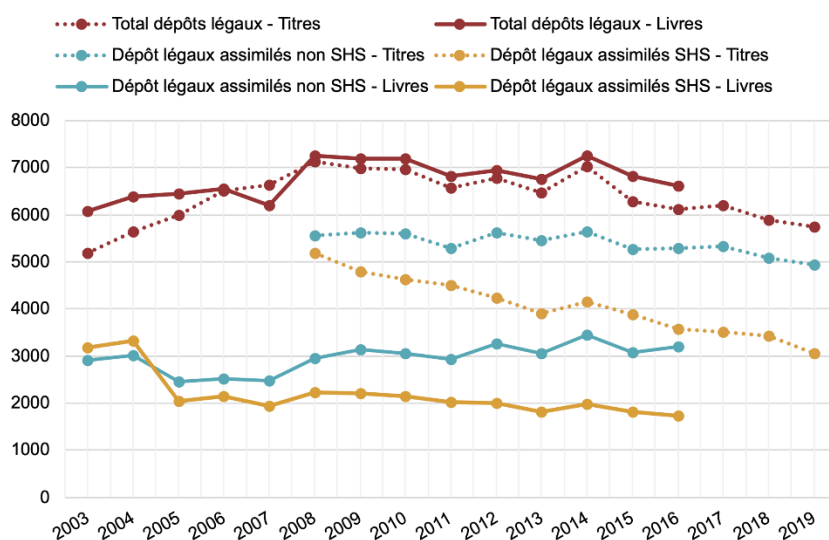
¹ Ndt : fournie à l'origine en anglais

universitaire) et les vedettes-matières ne correspondent pas aux disciplines du PAES (liste dans le

Tableau 1). BANQ toutefois produit depuis 2003 des statistiques annuelles sur base des publications qu'elle reçoit en dépôt légal ce que BAC ne fait malheureusement pas. Les données compilées ci-dessous ne concernent donc que le Québec. Elles sont par ailleurs difficiles à comparer dans la durée en raison d'une modification dans la manière dont BANQ publie ses statistiques¹.

De l'ensemble des publications déposées chaque année auprès de BANQ, on a exclu les « non-SHS », c'est-à-dire livres dont les « catégories de sujets », en toute certitude, ne correspondent pas aux disciplines du PAES (ex. : la BD, le roman, les sciences naturelles...). On peut ainsi observer comment se comporte la production assimilée aux SHS par rapport à la production non SHS. Attention, il s'agit bien là d'une approximation, les catégories de BANQ ne permettant pas de faire rigoureusement le départ entre les essais, les guides pratiques ou les ouvrages populaires. On a parfois éliminé une catégorie des SHS - par exemple, la catégorie « Psychologie, sciences occultes » - en raison d'un nombre de titres et d'un tirage moyen manifestement trop élevés pour laisser penser que s'y trouvent majoritairement des essais ou des livres savants.

Fig. 10 - Dépôts légaux à Bibliothèque et Archives nationales du Québec (2003-2019)



Note : Les « titres » confondent les livres et les revues reçus en dépôt légal.

Source : Calculs d'après les rapports annuels *Statistiques de l'édition au Québec* de BANQ, particulièrement l'annexe 3 « Publications des maisons d'édition commerciales - livres » pour les

¹ BANQ, *Statistiques de l'édition au Québec*,

http://www.banq.qc.ca/a_propos_banq/publications/publications_electroniques/statistiques_edition/index.html.

Pour les années 2003 à 2016, les rapports annuels offrent des statistiques très détaillées, ensuite moins. BANQ nous a fourni directement les données pour les années suivantes (2017 à 2019, et les dix ans qui précèdent), mais structurées de manière différente, ce qui rend les comparaisons difficiles et explique les différentes courbes à la Fig. 11. Les rapports annuels 2003-2007 ventilaient les dépôts légaux par catégories de sujet en distinguant les livres et les brochures. Dans les données fournies par BANQ, livres et brochures sont confondus.

années 2003 à 2016, et d'après les données « Statistiques de l'édition - Évolution du nombre de titres sur 10 ans (livres et brochures) » fournies par BAnQ pour les années 2008 à 2019. Depuis 2017, BAnQ a modifié la présentation de ses statistiques annuelles, elle ne fournit plus la ventilation par sujet des titres déposés ni ne distingue les livres des brochures. Pour évaluer la production annuelle totale de livres, on a présumé que la production annuelle des titres imprimés (les titres englobant à la fois livres et les brochures) des éditeurs commerciaux devait être surtout constituée de livres (Rapports annuels, 2003 à 2019).

On constate que la production des titres assimilés aux SHS décline plus rapidement et plus sévèrement que celle des non-SHS, en déclin également, voire que les SHS tirent la production globale à la baisse. Ceci énoncé avec toutes les précautions qui s'imposent dans l'analyse.

Tentons maintenant d'isoler les catégories de sujet qui semblent imprimer leurs tendances aux courbes. Le chute de 2005 dans les *livres* assimilés SHS est imputable aux livres catégorisés « Sociologie » : il s'en est publié un peu plus de 400 en 2003 et 2004, contre seulement 178 en 2005. L'économie, l'éducation et le droit sont également touchés, passant entre 2004 et 2005 respectivement de 319 à 93, de 266 à 106 et de 252 à 119. Sans jamais remonter. La baisse plus relative de la production non-SHS en 2005 est due à la chute en « Médecine » (514 titres en 2004, 256 en 2005). La production est ensuite tirée par la publication de romans, en constante augmentation (464 en 2003, 1 181 en 2016) et de littérature jeunesse (de 273 à 467).

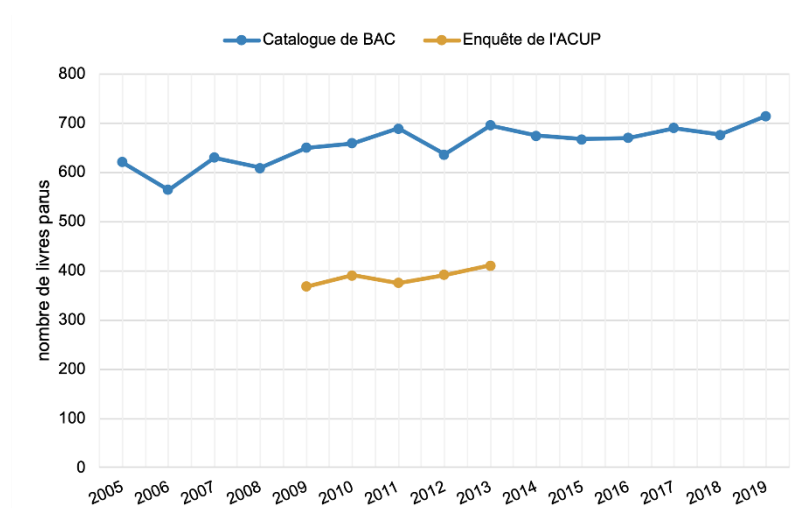
Les courbes des *titres* montrent une baisse particulièrement marquée des publications sur des sujets assimilés aux SHS, la courbe des non-SHS restant très stable. La courbe des SHS est entraînée par la chute des publications catégorisées « Langues, linguistique » (851 en 2008, 355 en 2019), peut-être parce que c'est dans cette catégorie que se trouvent les dictionnaires et que la généralisation des outils en ligne les a rendus plus dispensables? La catégorie « Sociologie » poursuit également sa baisse pour se stabiliser en 2013.

Au niveau canadien (Fig. 11), on peut tenter d'estimer la production des livres savants en estimant la production des membres de l'Association des presses universitaires canadiennes (APUC)¹. Pour ce faire, on peut compter le nombre de leurs livres détenus par BAC - dont on suppose qu'ils ont été acquis par leur dépôt légal - qui apparaissent dans le catalogue collectif national *Voilà*². Une presse nous avait fourni ses chiffres de production précis pour une partie de la période, on a les a intégrés dans l'estimation. Aux fins de validation, on a ajouté au graphe les chiffres de production fournis par l'APUC/ACUP pour les années 2009 à 2013 (2014, p. 21). Le nombre de titres publiés varie considérablement d'une source à l'autre - encore une fois, les données de comptage sont indirectes et sujettes à erreurs, doublons, etc. -, mais la tendance reste la même : la production augmente.

¹ À l'exclusion de Nunavut Arctic College Media dont deux titres seulement figurent dans *Voilà*, ce qui n'est absolument pas représentatif du catalogue présent sur le site de l'éditeur. Notons aussi que les presse de l'Université de Regina ont été lancées en 2013, depuis 2014 leur production approche les 20 titres par an.

² https://help-fr.oclc.org/Discovery_and_Reference/LAC/OCLC_information_and_resources?sl=fr

Fig. 11 – Estimation de la production annuelle des presses universitaires canadiennes (2005-2019)

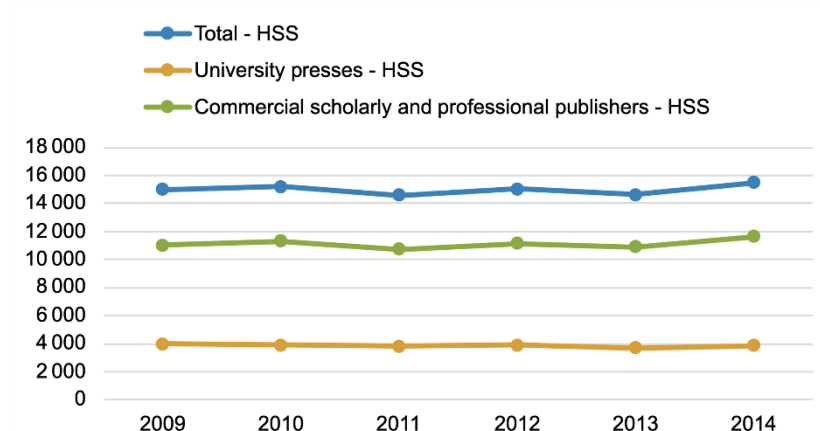


Source : ACUP (2014) et estimation d'après les notices des livres détenus par BAC, répertoriés dans le catalogue Voilà. L'année 2020 n'a pas été intégrée afin de prendre en considération un éventuel arriéré de catalogage.

À l'international : des tendances similaires

Les analyses de Greco *et al.* sur le livre savant aux États-Unis (2012; 2016) laissent également voir une production stable mais qui tend à augmenter plus qu'à diminuer (Fig. 12), bien qu'une période aussi brève que 2009-2014 ne permette pas d'affirmer qu'il s'agit là d'une tendance de fond. Les auteurs se sont ici basés sur les nouveautés distribuées sur le marché américain - incluant la production d'éditeurs canadiens - pour évaluer la production et le prix des livres savants. Pour les besoins de l'analyse, on a compilé les données en isolant les livres « SHS » et « non-SHS », c'est-à-dire appartenant ou non aux catégories couvertes par le PAES.

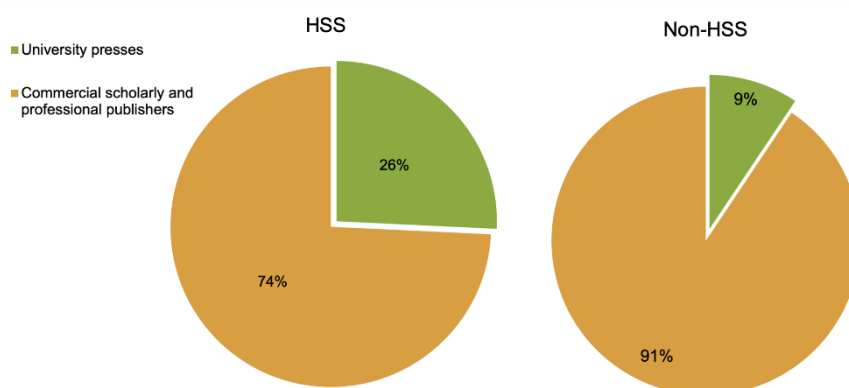
Fig. 12 - Nouveaux livres savants en SHS distribués aux États-Unis (2009-2014)



Source : Calculs d'après Greco *et al.*, 2012 et 2016.

Greco et ses collègues ont distingué la production des presses universitaires et des autres éditeurs. Si l'on s'amuse à regarder quels éditeurs produisent quoi, on constate que les éditeurs commerciaux publient une plus grande part des livres non-SHS (mathématiques, sciences naturelles...), qui sont aussi les plus chers. Et les plus lucratifs en termes de marge de profit et d'unités vendues? Les auteurs notent par ailleurs que les prix de vente suggérés par les éditeurs commerciaux, toutes disciplines confondues, sont en moyenne supérieurs à ceux des presses, « *Peut-être 'laisser de l'argent sur la table'* » (Greco et al., 2012, p. 365).

Fig. 13 - Répartition des nouveautés par catégories de livres savants et par types d'éditeurs, États-Unis (2009-2014)



Source : Calculs d'après Greco et al., 2012 et 2016.

D'autres analyses des situations britanniques et américaines confirment que la production de livres savants a depuis toujours - certaines analyses remontent aux années 1970 - eu tendance à croître, au contraire de la demande (Anderson, 2014a; Crossick, 2015; Gatti et Mierowsky, 2016a; Jones et Courant, 2014; Jubb, 2017). Les éditeurs s'adaptent, le tirage moyen diminue avec les espoirs de ventes, mais pas le nombre de titres publiés. Les quatre grands éditeurs britanniques² ont ainsi publié 2 523 monographies en 2004 et 5 023 en 2013, soit près du double (Crossick, 2015, paragr. 32). Ces auteurs parlent d'un dangereux état de surproduction.

LES VENTES COMMERCIALES : STABILITÉ OU BAISSÉ DES SHS

Les ventes de livres constituent un premier indicateur pour évaluer la demande – ou à tout le moins une partie de la demande. Car la consommation des livres savants passe aussi par les consultations en bibliothèque (physique et numérique) et la lecture en ligne, sur Google Books par exemple. Malheureusement, ici comme ailleurs, « Les

¹ Ndt : fournie à l'origine en anglais

² Cambridge University Press, Oxford University Press, Routledge, Palgrave Macmillan.

données statistiques complètes et fiables sur les ventes des livres universitaires se distinguent principalement par leur absence¹. » (Jubb, 2017, paragr. 283). Ce sont des données sensibles pour la compétition que nombre d'éditeurs sont réticents à partager, y compris plusieurs des presses canadiennes que nous avons approchées pour les besoins de ce rapport. Quoi qu'il en soit, on aurait tort de les juger sur les ventes que leurs livrent génèrent, les presses ayant historiquement été créées « *précisément parce qu'il était évident qu'il n'y avait pas de marché pour ce travail dans les canaux d'édition conventionnels².* » (Fitzpatrick, 2018). Quant aux rapports de ventes de l'industrie au niveau des détaillants, il faut payer pour avoir accès aux données qui sont compilées à la demande. La non-accessibilité aux données brutes limite les possibilités d'exploitation et d'analyse.

Au Canada : la stabilité (mais des données difficiles à interpréter)

Au Canada, deux systèmes d'information sur les ventes de livres coexistent : BookNet Canada (BNC) pour le marché anglais et Gaspard pour le français. À l'exception des palmarès hebdomadaires publiés dans les journaux, leurs rapports de ventes et leurs analyses sont payants. Nos tentatives de contact avec Gaspard sont restées lettre morte, on a seulement pu faire préparer par BNC, pour la première itération de ce rapport en 2018 (sans succès en 2021), un jeu de données sur le *Non-fiction Market* pour les catégories s'apparentant aux disciplines du PAES, à savoir : *Business & Economics, History, Language Arts & Disciplines, Law, Literary Criticism, Philosophy, Political Science, Psychology, Social Science*. L'objectif était de :

1. Obtenir une radiographie de l'évolution des ventes des livres en général et des livres de SHS en particulier ;
2. Évaluer l'intérêt du grand public pour les livres savants et en particulier ceux soutenus par le PAES en vérifiant s'il s'en trouve dans les meilleurs vendeurs (tops 20 annuels de chaque catégorie).

Les données couvrent, selon BNC, 85 % du marché canadien-anglais, avec les limites suivantes :

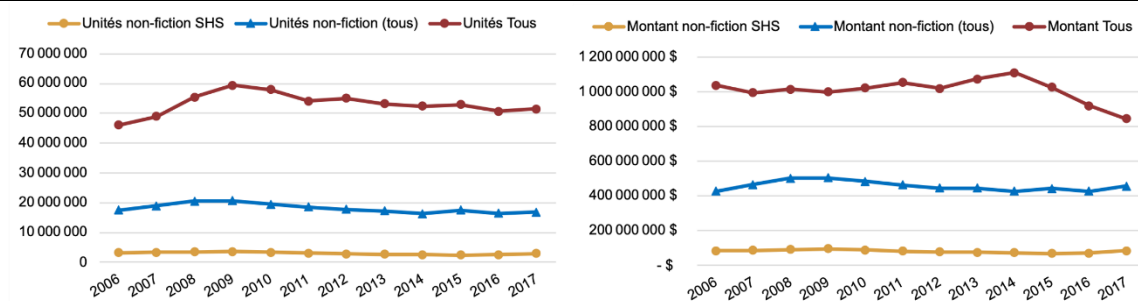
- Seules les ventes du commerce de détail sont collectées : les ventes hors circuit, aux institutions et bibliothèques ou dans les librairies universitaires, ne sont pas comptabilisées ;
- Les ventes ne concernent que le livre imprimé ;
- Comme pour les notices de dépôts légaux, les descripteurs ne permettent pas d'isoler les essais et les livres savants des titres plus commerciaux ;
- La première année complète est 2006.

¹ Ndt : fournie à l'origine en anglais

² Ndt : fournie à l'origine en anglais

Si l'on observe le comportement des livres de SHS, on voit que la demande est assez stable, que celle-ci s'exprime en unités ou en dollars, plus stable que pour le marché global ou le marché du *non-fiction* en général (Fig. 14). La chute du chiffre d'affaires du marché global s'explique par une forte baisse du prix de vente moyen : il passe de 23 \$ en 2006 à 16 en 2017. Le prix de vente augmente par contre en SHS et dans le *non-fiction*, mais de 3 \$ seulement (respectivement de 26 à 29 \$ et de 24 à 27 \$).

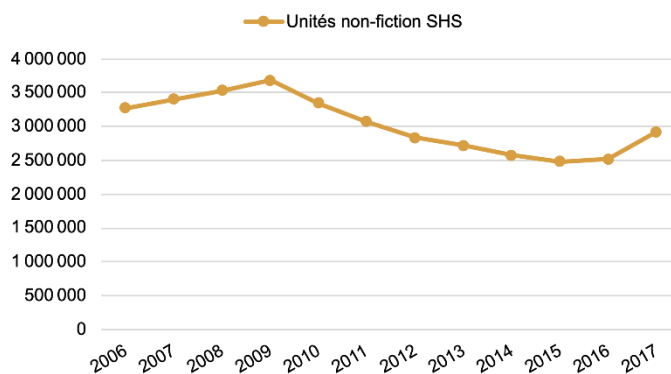
Fig. 14 - Ventes de livres en unités et en \$ au Canada anglais (2006-2017)



Source : Calculs depuis les données fournies par BookNet Canada.

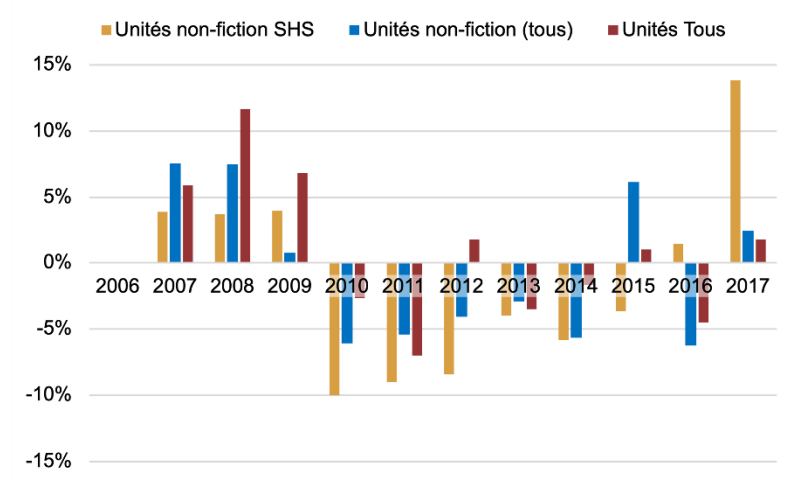
Il ne faudrait toutefois pas se laisser abuser par l'effet d'échelle : les ordres de grandeurs du marché général (en dizaine de millions d'unités) et du marché des SHS (en millions) viennent lisser les ventes du second marché. Si on zoome sur les SHS, on constate que la tendance est indéniablement à la baisse (Fig. 15). De même, si on examine le pourcentage de variation des unités vendues, on voit que le marché connaît des fluctuations annuelles qui frôlent les -10 à +15 % (Fig. 16).

Fig. 15 - Unités de livres de SHS vendus au Canada anglais (2006-2017)



Source : Calculs depuis les données fournies par BookNet Canada.

Fig. 16 - Fluctuation des unités de livres vendus au Canada anglais (2006-2017)



Source : Calculs depuis les données fournies par BookNet Canada.

À nouveau, il est difficile de conclure sur des tendances de fond en examinant des périodes aussi brèves que ces dix années. Ainsi, il faudrait poursuivre les observations pour voir si la remontée du marché de l'année 2017, très imposante dans le cas es SHS (+ 13,87 %), est anecdotique ou s'inscrita dans la durée. Il est difficile de savoir à quoi tient cette brusque augmentation, car aucune catégorie n'a connu de hausse importante cette année-là (voir Tableau 11) : leur poids relatif dans l'ensemble est très stable.

Tableau 11 Pourcentage des unités de livres de SHS vendus au Canada anglais par catégorie (2006-2017)

	Business & Econ.	History	Psych..	Soc. Science	Polit. Science	Philosophy	Language Arts & Disciplines	Literary Criticism	Law
2006	32,1%	26,2%	7,5%	12,0%	8,3%	6,3%	4,2%	1,9%	1,6%
2007	33,0%	23,5%	7,5%	16,0%	8,8%	5,3%	3,3%	1,3%	1,2%
2008	33,4%	24,1%	10,9%	12,2%	8,1%	4,3%	3,4%	2,3%	1,4%
2009	34,7%	24,4%	13,7%	8,7%	7,0%	4,6%	3,5%	1,8%	1,7%
2010	38,1%	24,2%	10,9%	8,0%	8,8%	4,2%	3,1%	1,4%	1,4%
2011	39,0%	23,7%	12,2%	8,2%	7,8%	3,9%	2,5%	1,3%	1,2%
2012	37,2%	25,4%	11,9%	9,0%	7,2%	3,9%	2,7%	1,2%	1,5%
2013	34,2%	26,8%	15,7%	8,5%	6,2%	3,7%	2,5%	1,2%	1,2%
2014	36,5%	27,0%	12,1%	8,9%	6,7%	4,0%	2,5%	1,2%	1,0%
2015	35,3%	26,6%	13,1%	9,3%	6,9%	3,9%	2,5%	1,4%	0,9%
2016	35,1%	28,0%	12,6%	9,1%	7,0%	3,7%	2,2%	1,3%	1,0%
2017	34,3%	28,1%	11,1%	11,0%	7,3%	3,7%	2,0%	1,8%	0,7%
Total	35,2%	25,5%	11,5%	10,2%	7,6%	4,4%	2,9%	1,5%	1,3%

Source : Calculs depuis les données fournies par BookNet Canada.

Ce tableau nous montre que l'intérêt du public se porte d'abord sur les affaires (35 % des unités vendues entre 2006 et 2017) et sur l'histoire (25,5 %). Cette deuxième place est plutôt une bonne nouvelle pour le PAES puisque 20 % des disciplines associées aux ouvrages financés relèvent de l'histoire (voir Tableau 1).

Ces chiffres de ventes témoignent plus de l'appétence du public pour certains sujets que pour les livres savants. On est en effet confrontés aux mêmes limites que dans l'analyse des dépôts légaux : toutes sortes de littératures se retrouvent dans ces catégories. Par exemple, en 2017, les deux meilleurs vendeurs de la catégorie *Business & Economics* étaient *Tools of Titans: The Tactics, Routines, and Habits of Billionaires, Icons, and World-Class Performers* (paru en 2016) et *Tribe of Mentors: Short Life Advice from the Best in the World* (2017) de Timothy Ferriss. En histoire par contre, il s'agissait de l'œuvre d'un professeur de l'Université hébraïque de Jérusalem et super best-seller mondial : *Sapiens: A Brief History of Humankind* de Yuval Noah Harari (2011, 2014 pour la traduction anglaise). En psychologie, *Thinking, Fast and Slow* (2011) de Daniel Kahneman, prix Nobel d'économie 2002 et professeur de psychologie à Princeton. En sciences sociales, *Braving the Wilderness: The Quest for True Belonging and the Courage to Stand Alone* (2017) un livre rédigé par une professeure à la University of Houston, Brené Brown, qui touchant au genre « développement personnel », s'appuie néanmoins sur un travail de recherche.

On peut au moins en conclure que : (1) le public conçoit un certain intérêt pour la réflexion érudite et que (2) il n'est pas interdit aux universitaires de produire des best-sellers.

À l'international : une diminution des ventes par titre et des ventes en général

Avec toute la prudence à laquelle invite l'indigence et la mauvaise qualité des données, la littérature s'accorde tout de même sur ces tendances :

[...] la baisse des ventes de livres universitaires dans le domaine des arts et des sciences humaines, en particulier au niveau du titre ; l'augmentation des prix par titre ; les contraintes sur les budgets des bibliothèques pour l'achat de livres : et une exposition réduite aux consommateurs¹. » (Jubb, 2017. paragr. 230)

On peut tirer du rapport de Michael Jubb (2017) quelques figures intéressantes qui comparent les situations de 2005 et 2014 au Royaume-Uni (p.130-132). Les données partagent plusieurs des limitations de celles du BookNet pour le Canada : on compte ici les ventes chez les détaillants et de livres imprimés seulement.

Comme on l'a vu au Canada par la production des presses universitaires et aux États-Unis (section précédente), l'offre de livres savants, ici approchée par le nombre de titres en circulation dans le commerce augmente (Fig. 17). Le nombre d'unités vendues, par contre, diminue, moins radicalement toutefois pour les presses universitaires (Fig. 18).

¹ Ndt : fournie à l'origine en anglais

Mais c'est peut-être parce qu'on ne peut pas tomber plus bas... En effet, si on rapporte le nombre d'unités vendues au nombre de titres en circulation, la moyenne passe de 26 exemplaires en 2005 à 18 en 2014. Pour l'ensemble des éditeurs, on passe 100 à 60 (Fig. 19). On parle ici de moyennes, les variations disciplinaires sont très importantes, mais cela donne une idée de l'état du marché.

Fig. 17 - Livres savants en circulation au Royaume-Uni (2005 et 2014)

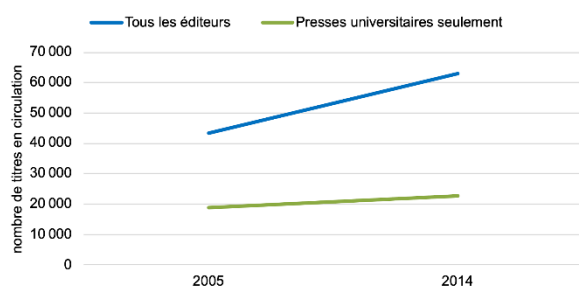


Fig. 18 - Ventes de livres savants au Royaume-Uni (2005 et 2014)

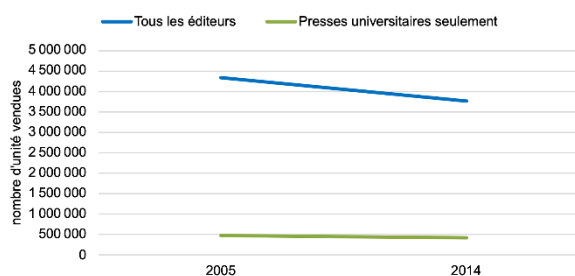
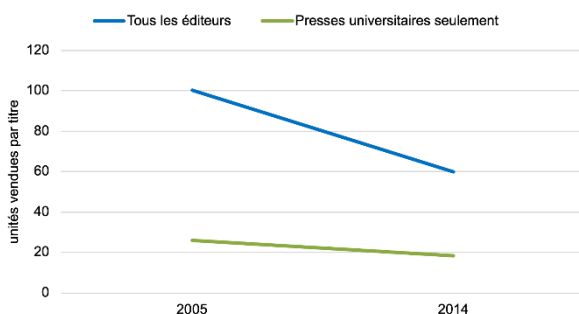


Fig. 19 - Nombre moyen d'exemplaires vendus par livre savant au Royaume-Uni (2005 et 2014)



Source : Calculs d'après Jubb, 2017.

Les statistiques de ventes présentées dans cette section nous informent de la demande :

- des particuliers,
- pour les livres imprimés,
- qui ne sont pas tous des livres savants (cf. les statistiques de BookNet Canada).

Ces chiffres ne traduisent que très imparfaitement la demande ou le succès d'un ouvrage puisque de nombreux livres savants trouvent leurs acheteurs, et leurs lecteurs, dans les bibliothèques.

LA DEMANDE DES ET DANS LES BIBLIOTHÈQUES UNIVERSITAIRES

L'activité des bibliothèques universitaires permet d'interroger la demande de livres savants de deux façons : à travers leurs acquisitions (ventes) et à travers les emprunts et les consultations des livres qu'elles mettent à disposition des usagers, c'est-à-dire plus probablement des étudiants. Passé le niveau postdoctoral, il semble en effet que les chercheurs en SHS achètent plus souvent les livres qu'ils ne les empruntent (Collins et Milloy, 2016, p. 46; Tenopir et Volentine, 2012, p. 64; Wolff et al., 2016, p. 26-27).

Les acquisitions : une baisse récente des budgets

On a vu que, au Royaume-Uni, les ventes au détail avaient subi un important tassement. Considérant les ventes en général - donc incluant les achats des bibliothèques - de nombreux auteurs font le même constat :

Les monographies qui se vendaient autrefois à deux mille exemplaires atteignent à peine le millier. Tous les « premiers » livres spécialisés (les thèses remaniées qui alimentent le système de titularisation américain) qui se vendaient à sept cents exemplaires, couvrant ainsi les frais d'édition, atteignent souvent péniblement les trois cents exemplaires. (Bielstein, 2015, p. 190)

[...] les ventes à vie sont souvent estimées entre 200 et 400 exemplaires – 200 à 400 exemplaires – vendus principalement à des bibliothèques universitaires¹. » (Gatti et Mierowsky, 2016a)

Ces affirmations manquent d'assise en raison de la pauvreté des données déjà évoquée et sont par ailleurs difficiles à interpréter - par exemple, les auteurs ne précisent jamais s'ils parlent de livres en général ou seulement de leur version imprimée.

Déplorant cette diminution, on accuse généralement les coûts d'abonnement aux revues savantes de gruger les budgets que les bibliothèques universitaires pourraient consacrer au livre. Il est en effet admis que celles-ci sont les premiers acheteurs de livres savants, ou plus exactement les premiers clients des presses universitaires. Elles seraient responsables de près de la moitié des ventes des presses. On manque à nouveau de données pour valider ce pourcentage et celui-ci semble par ailleurs varier beaucoup d'une discipline à l'autre (Anderson, 2014b).

S'il est difficile de valider les statistiques de vente par titre et de mesurer l'influence des bibliothèques sur les ventes des éditeurs, on peut au moins interroger leurs budgets d'acquisition.

Depuis les années 1990, il est commun d'affirmer que les presses universitaires essuient les effets de la « crise des périodiques » (*serial crisis*). Les analyses de Jones et Courant portant sur un échantillon de presses et de bibliothèques universitaires américaines et sur la période 1975-2010 montrent plutôt que l'on a longtemps fait un

¹ Ndt : fournie à l'origine en anglais

faux procès à la cupidité des éditeurs des revues et que c'est plutôt l'augmentation de la production des presses qui a mené à l'impression que la demande diminue :

[...] le déclin commence beaucoup plus tard qu'on ne l'affirme généralement, à partir de l'année 2000 seulement, et coïncide donc moins avec la crise des publications qu'avec la succession de ralentissements économiques qui ont réduit le financement des universités depuis le début du siècle. [...] Cette constatation nous amène à nous demander pourquoi, si les achats des bibliothèques auprès des presses universitaires ont augmenté jusqu'au début des années 2000, les dirigeants des presses universitaires ont affirmé que les bibliothèques ont commencé à réduire leurs achats de monographies de presses universitaires vers 1992 et, de plus, ont fait de telles affirmations depuis la fin des années 1990, avant qu'une baisse soutenue ne se soit produite. [...] Il semble que même si les bibliothèques ont continué à augmenter leurs achats moyens et globaux auprès de l'échantillon des presses tout au long des années 1990, les presses ont accéléré leur production de titres à un rythme beaucoup plus élevé. Pour cette raison, du point de vue des presses, il a pu sembler que les bibliothèques achetaient moins de livre. [...] tout au long de la période, les bibliothèques achetaient un nombre décroissant de livres de presse universitaires par titre publié, même si elles n'achetaient pas moins de livres de presse universitaires au total et que, dans de nombreux cas, elles en achetaient davantage¹ (Jones et Courant, 2014, p. 57).

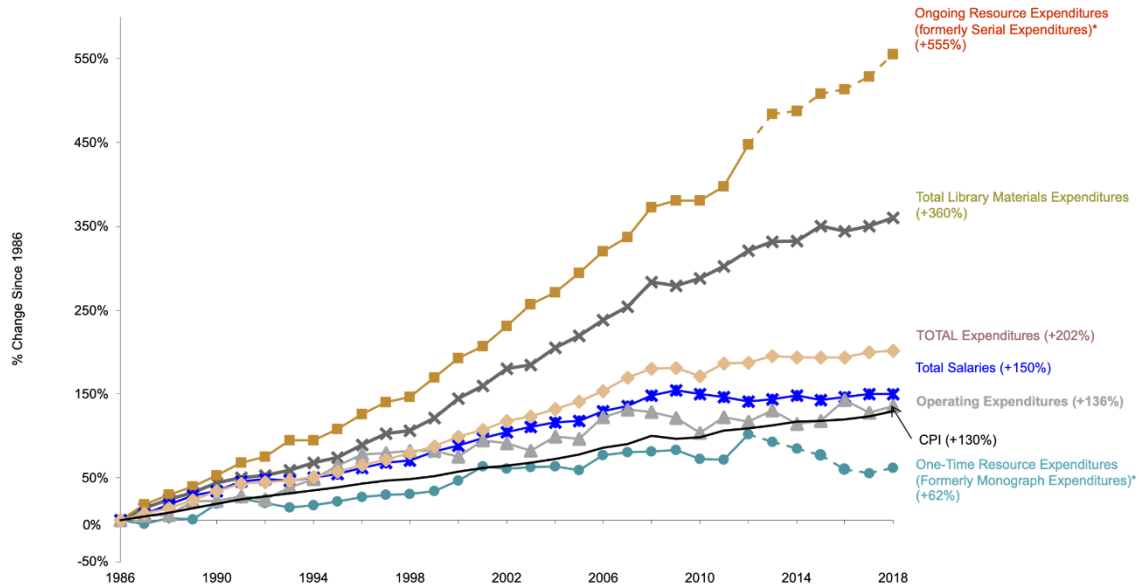
Il y aurait bien une diminution des ventes relative, au niveau des exemplaires vendus par titre, mais non pas au niveau global.

Le graphe suivant (Fig. 20) montre en effet que, entre 1986 et 2018, les budgets des bibliothèques de l'Association of Research Libraries (ARL), association américaine qui compte 16 bibliothèques canadiennes parmi ses 124 membres², consacrés aux livres ont augmenté (+62 %), même si dans des proportions beaucoup moins vertigineuses que les budgets consacrés aux périodiques (+555 %). Les budgets livres sont toutefois dans une phase descendante.

¹ Ndt : fournie à l'origine en anglais

² Dénombrées sur la carte interactive : <http://www.arl.org/membership/list-of-arl-members>

Fig. 20 - Dépenses des bibliothèques membres de l'Association of Research Libraries (1986-2018)



*Trend line was extended with data from Ongoing and One-Time Resource Expenditures.

Source : Association of Research Libraries, *Expenditure Trends in ARL Libraries 1998-2018*,
<https://www.arl.org/arlstatistics-survey-statistical-trends/>.

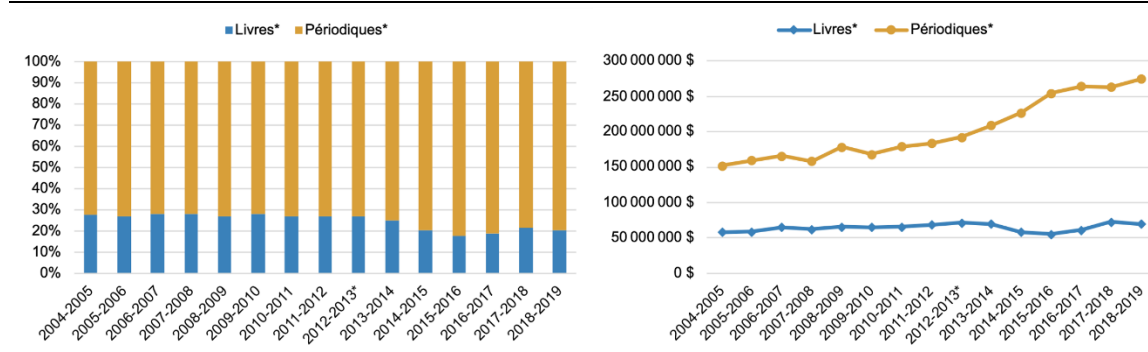
Au Canada : une diminution également récente des budgets consacrés aux livres

Qu'en est-il de la situation canadienne? Grâce aux rapports annuels que l'Association des bibliothèques de recherche du Canada (CARL/ABRC) publie depuis 1976, on a pu compiler les données concernant les budgets d'acquisition des 27 universités pour lesquelles les statistiques de la période qui nous occupe étaient complètes¹.

Les analyses de Jones et Courant (2014) se confirment pour le Canada : certes la part du budget consacré aux périodiques augmente, mais on constate aussi que le livre n'est nullement victime d'un désinvestissement massif (Fig. 21).

¹ Les 27 universités sont : Carleton, Concordia University, Dalhousie, Guelph, Manitoba, McGill University, McMaster University, Memorial, New Brunswick, Queen's, Regina, Saskatchewan, Simon Fraser University, Université de Montréal, Université de Sherbrooke, Université du Québec à Montréal, Université Laval, University of Alberta, University of British Columbia, University of Calgary, University of Ottawa, University of Toronto, University of Waterloo, Victoria, Western Ontario, Windsor, York University. L'ensemble des rapports est disponible à l'adresse : <http://www.carl-abrc.ca/fr/evaluer-les-retombees/statistiques>.

Fig. 21 - Budget des bibliothèques universitaires canadiennes consacrés aux livres et aux périodiques (2004-2019)

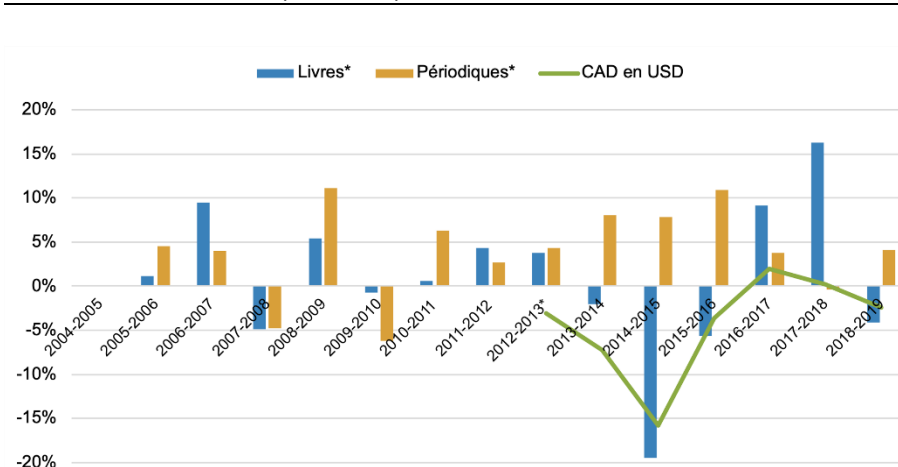


*En conséquence de la révision des catégories de dépenses décidées par l'ARL en 2011, les catégories « *Total Monographs* - Total des monographies » et « *Total Serials* - Total des périodiques » ont disparu en 2012-2013 au profit des catégories « *One time resource purchases* - Achats ponctuels de documents » et des « *Ongoing resource purchases* - Achats permanents de documents » qu'elles recouvrent imparfaitement (<http://www.libqual.org/documents/admin/12instruct.pdf>).

Source : Calculs d'après les statistiques annuelles de l'ABRC.

Jusqu'en 2012-2013, les budgets d'acquisition sont même en légère augmentation. Une baisse très prononcée se produit en 2014-2015. Elle s'explique probablement en grande partie par la chute du dollar canadien par rapport à la devise américaine, comme on le voit dans le graphe suivant (Fig. 22).

Fig. 22 - Fluctuation des budgets d'acquisition de livres et de périodiques des bibliothèques universitaires canadiennes (2004-2019)



*Voir note Fig. 21.

Source : Calculs d'après les statistiques annuelles de l'ABRC. Taux de change de la Banque du Canada.

Ces chiffres toutefois ne nous disent pas *combien* de titres différents sont achetés. On ne peut donc ni infirmer ni confirmer qu'il y a une baisse du nombre d'exemplaires auquel chaque titre se vend, ni exclure que l'augmentation des budgets n'est pas

absorbée par une augmentation du prix des livres¹ - encore aggravée par les fluctuations du dollar. On ne sait pas non plus si toutes les disciplines et tous les éditeurs sont également touchés (les bibliothèques privilégient-elles les sujets et les éditeurs canadiens?) ou si, au contraire, certains sont préservés des désinvestissements. Il faudra vérifier si la tendance à la baisse se maintient dans le futur et, idéalement obtenir une ventilation disciplinaire des budgets.

Pour une importante presse universitaire canadienne, ceci n'est que le prolongement d'un mouvement amorcé de longue date, et lui-même note la situation de surproduction où la demande des bibliothèques ne suit pas l'offre :

Le principal défi que doit relever l'industrie de l'édition savante est la baisse des ventes de livres savants aux bibliothèques, principalement aux bibliothèques universitaires et aux bibliothèques institutionnelles d'archives, mais aussi à d'autres types de bibliothèques tels que les bibliothèques de recherche et publiques. Ce phénomène n'est pas récent : il s'agit d'une tendance qui se poursuit depuis environ 25 ans, mais qui a atteint un point particulièrement critique. Les budgets des bibliothèques n'ont pas augmenté au même rythme que la production et la disponibilité des ouvrages savants publiés [...] Nos archives montrent que la plupart des livres que nous avons publiés dans les années 1990 et durant les années précédentes pouvaient tirer des revenus de ventes d'un marché de bibliothèques qui représentait 4 à 5 fois les ventes que nous pouvons attendre des bibliothèques pour un livre savant quelconque publié aujourd'hui². (presse universitaire)

Trois autres presses (sur les six interrogées) ont spontanément cité la diminution des ventes aux bibliothèques et le changement dans leurs modèles d'acquisition comme motifs d'inquiétude.

Certains auteurs ne doutent absolument pas que le futur confirmera ce désengagement des bibliothèques envers les livres :

Et s'il est vrai que l'augmentation incessante du coût des revues scientifiques entraîne une réaffectation de l'argent des budgets des monographies à ceux des publications en série, ce n'est qu'une partie de l'histoire. [...] dans la plupart des bibliothèques de recherche, il existe une demande solide, constante et démontrable pour le contenu des revues scientifiques, ce qui n'est pas le cas pour les monographies savantes. En d'autres termes, même si les hausses de prix annuelles des revues étaient minimes, de nombreuses bibliothèques de recherche auraient de toute façon tendance à détourner l'argent des acquisitions des monographies³. (Anderson, 2014a)

En cause? Une baisse dans l'utilisation des livres et des nouveaux modèles de décision d'achats.

Des usages en baisse (pour l'imprimé)

Les emprunts et les consultations des livres en bibliothèque constituent une autre façon d'évaluer l'intérêt que suscitent les livres savants. Cette approche est bien imparfaite ne serait-ce que parce qu'elle n'est pas représentative de l'ensemble de la communauté

¹ L'ARL a produit en 2011 un graphe, malheureusement non mis à jour, combinant ces trois informations : augmentation depuis 1986 des budgets d'acquisition, du nombre de monographies achetées et de leur prix moyen. <http://www.arl.org/storage/documents/monograph-serial-costs.pdf>

² Ndt : fournie à l'origine en anglais

³ Ndt : fournie à l'origine en anglais

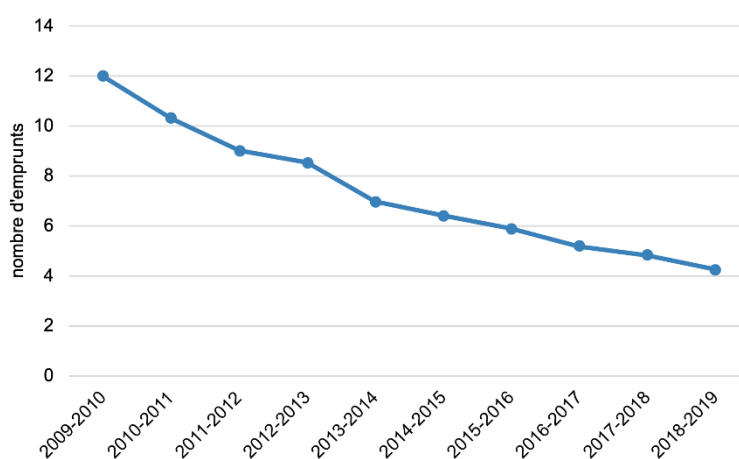
universitaire. Comme on l'a dit, le personnel académique semble fréquenter assez peu les bibliothèques et préférer posséder ses propres ouvrages.

Pour être complètes, les données des bibliothèques devraient compiler :

- Les emprunts physiques et numériques,
- Les consultations sur place,
- Les consultations en ligne et les téléchargements.

Sur les emprunts physiques, les statistiques annuelles de l'ABRC nous permettent de constater qu'ils diminuent fortement. Alors qu'en 2009-2010 les étudiants empruntaient en moyenne 12 livres par an, ils en ont emprunté 4 en 2018-2019 (4,23), soit trois fois moins.

Fig. 23 - Moyenne des emprunts physiques par étudiant dans les bibliothèques des universités canadiennes (2009-2019)



Note : Nombre d'emprunts rapportés aux effectifs étudiants. La méthode de calcul de l'ABRC semble avoir changé en 2009, rendant les ratios antérieurs non comparables.

Source : Statistiques annuelles de l'ABRC.

Aucune étude (en Amérique du Nord) ne dément cette tendance, que l'on observe également dans les consultations sur place déduites des statistiques de remise en rayon (*reshelving*) et qui n'est en rien récente. Anderson (2014a) cite une étude de 1979 de l'université de Pittsburgh « *qui a signalé qu'environ 40% des livres acquis par la bibliothèque de cette université dix ans auparavant n'avaient jamais circulé et a conclu que chacun de ces livres n'avait que 2% de chances d'être un jour emprunté à l'avenir*¹. », une autre étude (Bibliothèques universitaires de l'Ohio, 2011) révélant que 6 % des livres seulement représentaient 80 % des emprunts. Le problème des « fonds morts » n'est pas réservé aux bibliothèques universitaires et aux livres savants, il touche aussi les bibliothèques publiques et d'autres médias (Poissenot, 2016). Mais est

¹ Ndt : fournie à l'origine en anglais

sûrement plus problématique pour le livre savant, spécialisé par définition, et pour ses éditeurs dont les marchés sont par définition plus restreints.

La demande pour le livre savant - telle qu'évaluée par son usage en bibliothèque - aurait donc toujours été faible. Simplement, on ne le savait pas.

Cela a toujours été le cas, mais pendant au moins un siècle, le problème a été occulté par les inefficacités d'un environnement d'information analogique, fondé sur l'impression. Ce n'est plus le cas¹. (Anderson, 2014a)

Et on ne peut plus l'ignorer :

Alors que de plus en plus de bibliothèques s'engagent dans l'analyse de leurs collections, en grande partie en raison des conditions de financement et des contraintes d'espace, elles se rendent compte qu'une grande partie de leurs collections de monographies n'a jamais circulé, ce qui crée une pression supplémentaire pour arrêter d'acheter des livres (imprimés) qui restent non lus sur des piles ouvertes². (Little, 2018, p. 219-220)

La demande était faible, elle faiblit et on n'a aucune raison de penser qu'elle ne faiblira pas encore étant donné que le web tend à devenir la première « bibliothèque » du monde et Google son premier catalogue (Bradley-St-Cyr, 2018, p. 146; Epron et Vitali-Rosati, 2018, paragr. 38; Wolff et al., 2016, p. 12) et que les habitudes de lecture changent pour se tourner d'abord vers les formats plus brefs (Bielstein, 2015, p. 189).

Des acquisitions tirées par la demande et privilégiant le numérique

Au tournant des années 2010, le développement des collections est passé d'une approche systématique et exhaustive « au cas où » (*just-in-case*) à une approche plus sélective initiée par le lecteur (*just-in-time*) : « se concentrer à [...] chercher à faire en sorte que la bibliothèque acquière et conserve les livres qui répondent le mieux aux besoins de ses usagers³. » (Deegan, 2017, p. 62). On parlera de PDA (*patron-driven acquisition*), de DDA (*demand-driven*), d'EBA (*evidence-based*). Dans ce modèle, un corpus de livres - numériques - est rendu disponible aux usagers et c'est l'usage qu'ils en font qui déclenche l'achat ferme auprès du fournisseur. L'achat peut, par exemple, être initié après deux consultations d'un même titre ou après qu'un même utilisateur a vu, imprimé ou téléchargé au moins dix pages d'un ouvrage⁴.

On sait aussi que les acquisitions numériques sont privilégiées, bien que les données soient difficiles à interpréter, soit parce qu'elles agrègent l'ensemble des ressources électroniques, qu'il s'agisse de revues ou de livres, ou parce qu'elles ne précisent pas (plus) ce qui est un livre et ce qui est une revue. Ainsi, depuis 2012-2013, les statistiques de l'ABRC - établies sur le modèle des enquêtes de l'ARL - utilisent les catégories globales de « Achats ponctuels de documents » et de « Achats permanents

¹ Ndt : fournie à l'origine en anglais

² Ndt : fournie à l'origine en anglais

³ Ndt : fournie à l'origine en anglais

⁴ Bibliothèques de l'université de Montréal, « Bilan du projet pilote d'achat initié par l'utilisateur (PDA) », 24 sept. 2015. Document aimablement fourni par la Direction des collections.

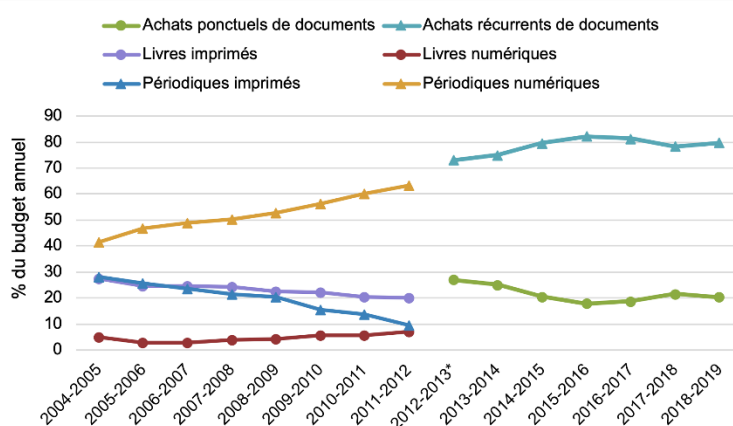
de documents » que l'on assimile respectivement aux livres et aux revues, bien qu'elles les recouvrent imparfaitement¹ en remplacement des catégories « monographies » et « périodiques », elles-mêmes ventilées en « imprimé » et « électronique ». Entre 2004-2005 et 2011-2012, dernière année pour laquelle l'information existe, on constate que la part du budget consacré au livre imprimé reste supérieure à celle consacrée au livre électronique, mais que cette dernière augmente (Fig. 24)².

L'étude menée par eBound en 2015 constatait également :

- *Les budgets du matériel de la plupart des bibliothèques publiques suivent à la fois l'inflation et la croissance démographiques. Ce n'est pas le cas des bibliothèques universitaires et collégiales [...]*
- *Les bibliothèques postsecondaires du Canada consacrent des pourcentages nettement plus élevés de leurs budgets de matériel aux bases de données électroniques que les bibliothèques publiques du Canada³. (Roberts et al., 2015, p. 8)*

Quant à la tendance générale, les dernières statistiques de l'ABRC montrent une diminution de la part des budgets consacrée aux achats ponctuels, et donc vraisemblablement aux livres.

Fig. 24 - Ventilation des budgets d'acquisition de livres et de périodiques des bibliothèques universitaires canadiennes selon le format (2004-2019)



*Changement dans la catégorisation des acquisitions, voir note Fig. 21.

Source : Calculs d'après les statistiques annuelles de l'ABRC.

¹ http://www.arlstatistics.org/About/Mailings/stats_2011-12

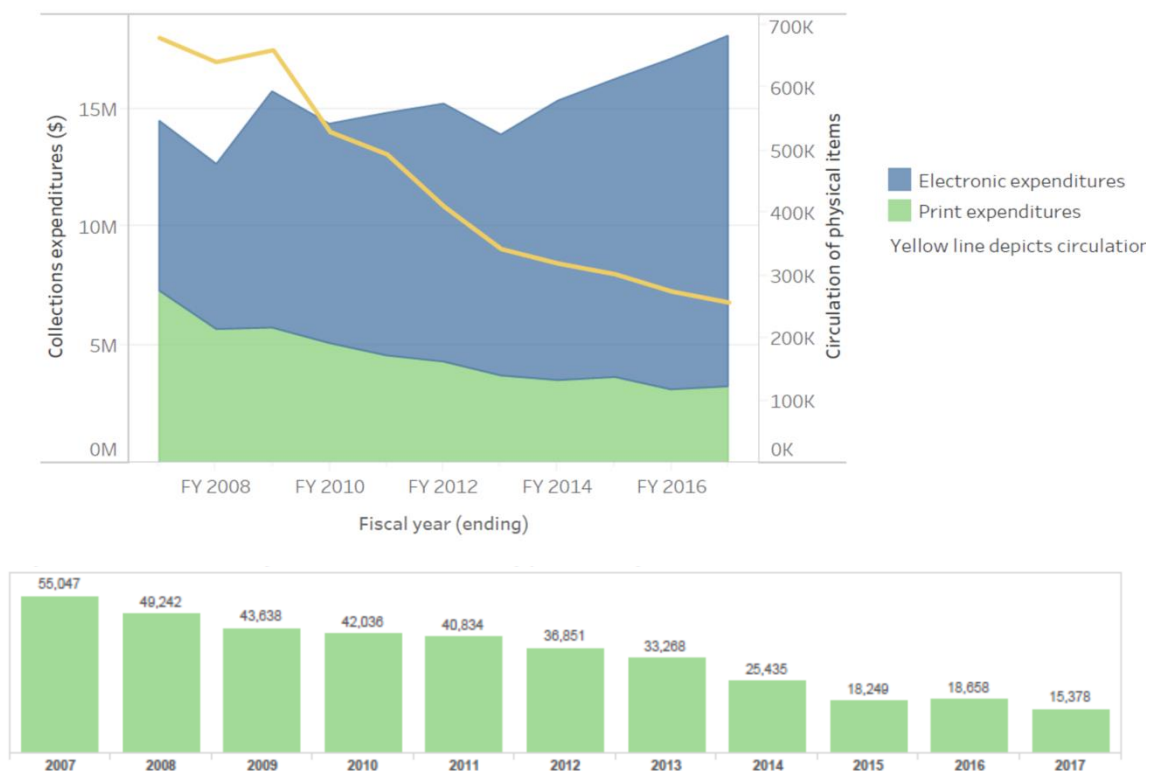
² Voir aussi le rapport préliminaire publié par Ithaka S+R qui montre que le livre imprimé reste dominant dans les bibliothèques universitaires aux États-Unis : 96 % des acquisitions (Daniel et al., 2018), avec la limite que les auteurs eux-mêmes reconnaissent : « The issue is that a substantial share of electronic books are not purchased as individual titles, but rather as titles bundled into e-book packages. Additionally, they are sometimes obtained through models that are closer to subscriptions than firm purchases. » (<http://www.sr.ithaka.org/blog/where-did-all-the-e-books-go/>). La suite de l'étude est attendue pour l'automne 2018, elle devrait répondre aux questions suivantes : « How many books are academic libraries acquiring on average per year, and is there any notable trend in the number of acquisitions? In which formats and through which methods are academic libraries acquiring books? Have these patterns seen any change from 2013 to 2017? ».

³ Ndt : fournie à l'origine en anglais

L'évolution des dépenses et des collections de UBC analysée par l'ABRC (2018, p. 4-5) témoigne cette préférence pour le numérique, qui se vérifie à la fois dans les budgets et dans le nombre de livres imprimés ajoutés au fonds (Fig. 25) - notons la courbe jaune du premier graphe confirme aussi la diminution des emprunts physiques de la Fig. 23. Même tendance, d'ailleurs contrariée, dans une autre bibliothèque universitaire :

Je dirais qu'au niveau des sciences humaines et sociales, un livre sur trois que nous achetons est en format électronique. Nous serions prêts à en acquérir beaucoup plus ces disciplines, il n'est par contre pas facile d'y arriver auprès des éditeurs – le modèle pour les institutions, pour toute sorte de raisons, n'existe pas ou peu, ou vient avec de sérieuses contraintes d'accès. Un des malheureux constats pour l'instant est que les livres électroniques que nous réussissons à acquérir dans ces disciplines viennent des éditeurs que nous décrions (Taylor and Francis, Sage Publications Inc., Wiley, etc.). De mon point de vue, le livre savant, en contexte canadien, de surcroît francophone, souffre aussi de son format : à mon avis, un livre papier reste moins facile d'accès en 2018 qu'un livre électronique. (Direction des collections, par courriel. Nous soulignons.)

Fig. 25 - Répartition des dépenses d'acquisition de la bibliothèque de UBC selon le format (années fiscales 2008-2016) et évolution des ajouts de livres imprimés (années de publication 2007-2017)



Articles physiques dans la collection de la bibliothèque de l'UBC : nombre total par année de publication

Source : CARL/ABRC, 2018

Cette tendance des bibliothèques à privilégier le numérique au détriment de l'imprimé pour les livres est à vrai dire plus qu'une tendance, c'est un fait, en tout cas aux États-Unis (universités et collèges) où, en 2019, « *Pour la première fois, le pourcentage du budget des bibliothèques consacré aux livres électroniques a augmenté pour presque atteindre le même niveau que celui des livres imprimés. Cela reflète la tendance générale d'augmentation des dépenses pour toutes les formes de ressources électroniques et de diminution des dépenses pour tous les types de ressources imprimées*¹. » (Frederick et Wolff-Eisenberg, 2020).

On peut sans beaucoup d'hésitation affirmer que la pandémie aura confirmé et même probablement accéléré la transition vers le numérique.

Sans entrer dans les détails techniques, si la préférence pour le livre électronique et pour les acquisitions à la demande profite aux bibliothèques et aux usagers (diminution des coûts, augmentation de l'offre, réponse plus rapide et précise aux besoins de lecture), elle n'est pas sans conséquences financières pour les éditeurs :

[...] les achats sont retardés, ou peuvent ne jamais avoir lieu, par rapport au modèle d'acquisition « juste au cas où » des bibliothèques (qui crée donc un problème de trésorerie pour les éditeurs) ; les prêts à court terme remplacent ce qui aurait pu être des achats directs [...] ; et de nombreuses ventes peuvent être complètement perdues. Par conséquent, les revenus diminuent. Le problème fondamental pour les éditeurs est qu'alors que les notices DDA distribuées aux bibliothèques, et les titres de leurs bassins DDA, ont massivement augmenté, le nombre de titres achetés – qu'il s'agisse de livres imprimés ou de livres électroniques – a chuté ; les données de YBP suggèrent que pour les bibliothèques américaines, ils ont chuté de 24% entre 2011 et 2015 [...]². (Jubb, 2017, paragr. 297)

Les conséquences s'aggravent du fait que le livre numérique - qui coexiste souvent avec sa version imprimée - dédouble pour les éditeurs une partie du travail et des coûts associés à la production, à la distribution et au stockage.

LE LIVRE DANS LES ACTIVITÉS ACADÉMIQUES

Certains observateurs n'hésitent pas à se montrer critiques, ou à tout le moins dubitatifs, sur l'avenir du livre savant tel qu'il existe, particulièrement le livre publié par les presses universitaires moins soumises que les autres éditeurs à des considérations de succès commercial et de retour sur investissement. Ils dénoncent l'absurdité relative du ratio offre-demande :

Dans une large mesure, il [le défi existentiel des presses universitaires] réside dans le fait que, contrairement à la plupart des éditeurs, les presses universitaires fournissent un service vital et à forte demande aux auteurs et un service marginal et à faible demande à la plupart des lecteurs³. (Anderson, 2014a)

Ou celle du niveau de service offert, de la « proposition de valeur » des éditeurs à l'heure d'Internet, qui, là encore, dépasse les besoins du marché :

¹ Ndt : fournie à l'origine en anglais

² Ndt : fournie à l'origine en anglais

³ Ndt : fournie à l'origine en anglais

Mais le développement de l'internet et, plus particulièrement, du 'world-wide-web', peut remettre de plus en plus en question le fait que les services de 'publication' doivent inévitablement et invariablement être fournis et regroupés de cette manière à l'avenir¹.

Mais qu'en est-il au juste des rapports du corps académique auquel s'adresse d'abord le livre savant? Comment s'intègre-t-il dans les activités de recherche? À quels usages et à quels besoins répond-il?

On aurait souhaité mesurer les usages du livre dans l'enseignement grâce aux données de Copibec et d'Access Copyright qui gèrent les redevances de droits d'auteur, l'une pour le Québec, l'autre pour le reste du Canada, les enseignants étant tenus de déclarer les ouvrages et articles utilisés dans leurs recueils de textes. Pour des raisons de confidentialité, Copibec n'a pas été en mesure d'accéder à notre requête ; quant à Access Copyright, nos demandes sont restées sans réponse.

Le livre dans la communication savante

Les analyses bibliométriques constituent une première façon de mesurer l'importance du livre dans l'écosystème de la recherche. Quelle place occupe-t-il dans les bibliographies d'articles savants, comment sa présence évolue-t-elle dans le temps? Les recensions d'ouvrages, qui témoignent de l'importance du livre dans l'infrastructure de la recherche, continuent-elles de constituer des rubriques importantes dans les revues?

Limites : Cette analyse nous renseigne sur les usages des auteurs en matière de citation et sur la place faite ou laissée aux livres dans les pages de revues. Elle doit être prise pour ce qu'elle est : une vision partielle du véritable usage que font du livre les chercheurs. Combien de livres sont-ils lus, combien alimentent-ils la réflexion du chercheur sans pour autant figurer en bibliographie? Et combien sont-ils recensés ou signalés ailleurs, dans les réseaux sociaux ou les colonnes de sites web?

Les statistiques qui suivent se fondent sur la base de données bibliographique Web of Science (WoS) de Clarivate Analytics, qui indexe plus de 18 000 revues dans tous les domaines des sciences, des sciences sociales et des arts et humanités². Bien que très imposante, la base de données souffre de quelques limites, linguistiques notamment. Les revues dans des langues autres que l'anglais y sous-représentés (Mongeon et Paul-Hus, 2016). Toutefois, bien que la littérature en langue française soit moins visible, les tendances sur la place du livre devraient, *a priori*, être similaires (sans être identiques) à celles observées pour la langue anglaise.

¹ Ndt : fournie à l'origine en anglais

² <https://clarivate.com/webofsciencegroup/solutions/webofscience-platform/>, 7 février 2022.

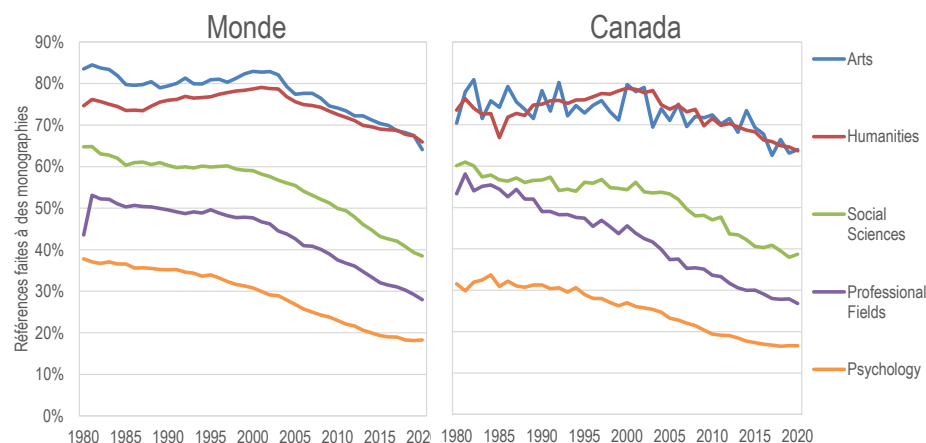
L'usage des livres dans le temps et à travers les différentes disciplines des SHS : la résistance des arts et des humanités

Pour évaluer cet usage, nous avons extrait de WoS les références faites à des documents ne comportant pas de numéros de volume. Bien que très simple (Larivière et al., 2006), ce critère permet de départager globalement ce qui constitue des références faites à des articles de revues (qui ont un numéro de volume) et des références à d'autres types de documents parmi lesquels on trouvera majoritairement des livres, généralement dépourvus de numéros. Bien qu'il existe des exceptions (revues sans volume et livres en plusieurs tomes), cet indicateur nous autorise à mettre au jour des tendances dans l'usage que les chercheurs font des livres.

Proportionnellement plus de revues et moins de livres, sauf dans les arts et les humanités

Dans les bibliographies des revues l'ensemble du monde, le rapport livre-article se modifie entre 1995 et 2000 au profit de l'article, à présent majoritaire, à l'exception des **arts** et les **humanités** (histoire, philosophie, linguistique, littérature, religion), où la diminution se produit plus tard et où la part des livres diminue mais reste largement prééminente (près de 70 % des citations) (Fig. 26). Dans les revues canadiennes, le point de bascule se produit un peu plus tardivement, autour de 2000, et à peu près simultanément dans tous les domaines, sauf dans les champs professionnels où le décrochage est plus précoce (entre 1985 et 1990). Dans les années 1980, au Canada comme partout, le livre était déjà minoritaire en **psychologie**. Ce domaine des SHS jouit d'une longue tradition de communication savante par articles, probablement par affinité avec le domaine médical. Au Canada, les **champs professionnels** (communication, éducation, droit, gestion, sciences de l'information, travail social) d'abord proches des sciences sociales rejoignent la tendance internationale dans la seconde moitié des années 1980.

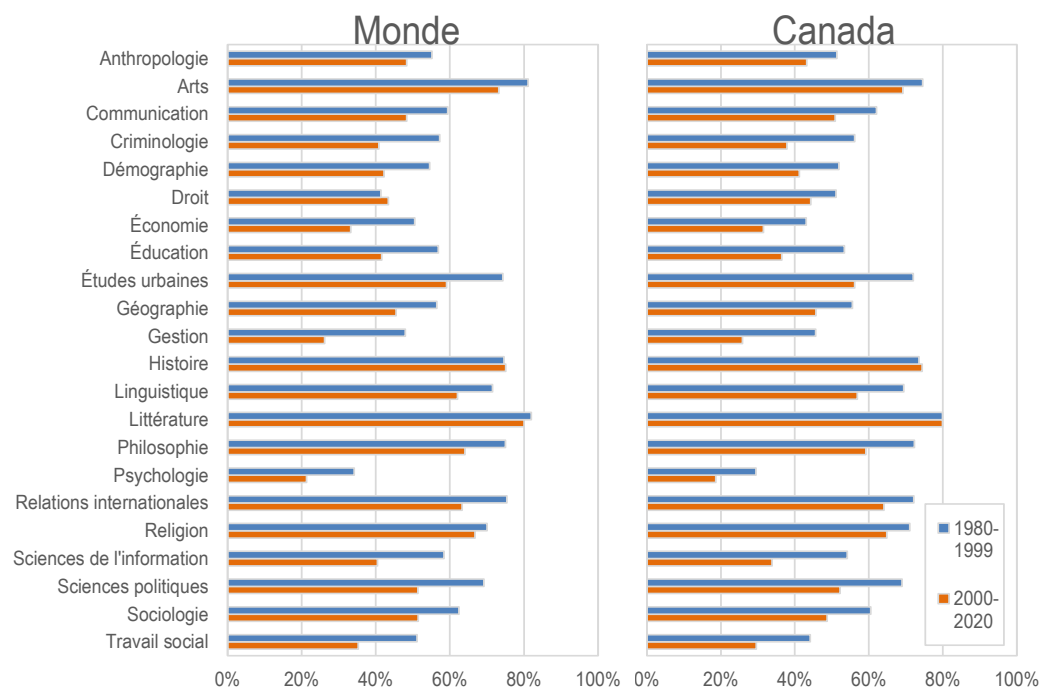
Fig. 26 - Proportion de références faites à des livres dans les bibliographies par domaine des SHS, ensemble du monde et Canada (1980-2020)



Source : Web of Science

Sur le plan disciplinaire, le portrait est plus nuancé. En comparant deux périodes (1980-1999 et 2000-2020), on voit que, dans certaines spécialités, le livre occupe une place aussi importante ou presque aujourd'hui que par le passé (Fig. 27). Mais on voit aussi que sa part n'augmente nulle part, sauf très légèrement en **histoire**. La tendance générale est bien à la baisse et le Canada ne se comporte pas différemment du reste du monde.

Fig. 27 - Proportion de références faites à des livres dans les bibliographies par discipline des SHS, ensemble du monde et Canada (1980-2020)



Source : Web of Science

En **littérature**, la présence du livre est remarquablement stable et centrale : 80 % des références y renvoient. L'**histoire**, les **arts** et la **religion** conservent également une prédilection pour le livre. Le déclin du livre au profit de la revue est par contre frappant en **gestion**, **criminologie**, **études urbaines**, **sciences politiques**, **sciences de l'information**. On peut supposer que le travail primaire y est diffusé au sein d'articles et que les livres constituent davantage des ouvrages de synthèse, à la différence de la littérature, de l'histoire, des arts et de la religion où les savoirs se développent et se communiquent encore, en premier lieu, par les livres. Les chercheurs ayant tendance à citer d'abord les travaux originaux, ils citeront davantage d'articles ou de livres, selon leur spécialité.

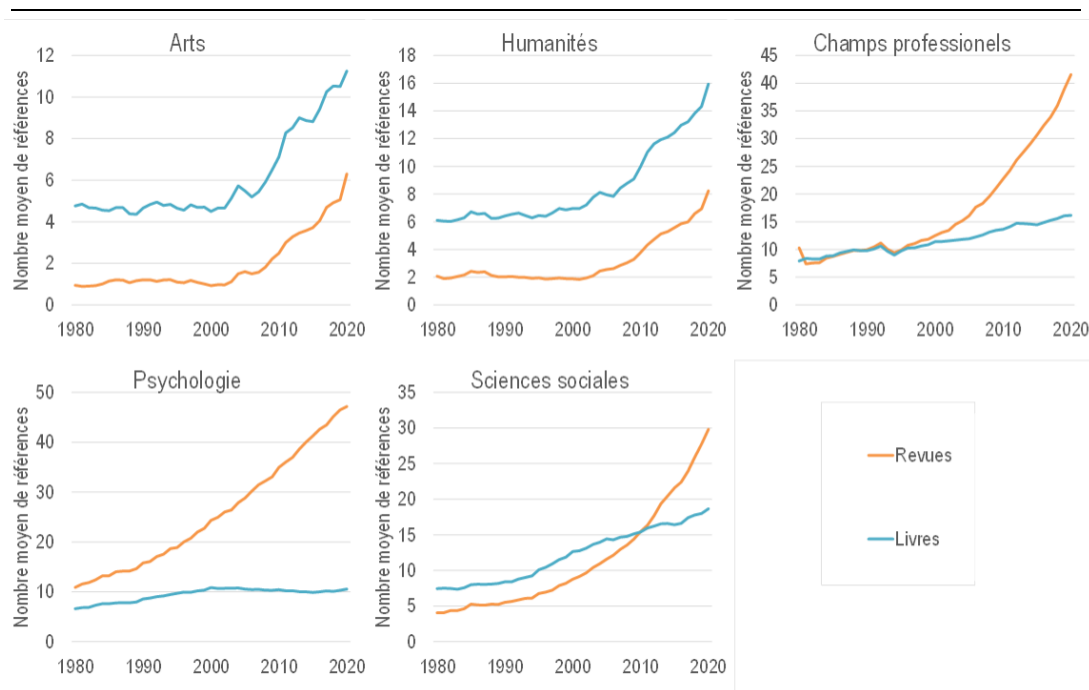
On notera que le classement par discipline des titres soumis au PAES et publiés avec son soutien (Tableau 1), où dominent l'histoire et la littérature, est assez similaire au classement des disciplines selon le ratio livres-revues de leurs bibliographies.

Mais plus de livres dans l'absolu

On cite donc *proportionnellement moins* de livres, mais en cite-t-on *moins*? Alors que les graphes précédents nous informaient de tendances valables pour l'ensemble du corpus indexé par WoS, le graphe suivant nous renseigne sur le nombre de revues et de livres cités en moyenne par les articles du corpus. Ceci nous permet d'avoir une meilleure appréciation de ce qui se cache derrière le déclin relatif du livre : une augmentation en nombre absolu des livres cités, une stagnation, une diminution?

Bonne nouvelle pour le livre : le nombre moyen de livres cités par article est en augmentation dans les SHS (Fig. 28), bien que, dans des proportions, on l'aura compris, très différentes selon les domaines – et sa croissance est moindre que celle du nombre de revues citées.

Fig. 28 - Nombre moyen de références par article faites à des livres et à des revues par domaine des SHS, ensemble du monde (1980-2020)



Source : Web of Science

Dans les **arts** et les **humanités**, le nombre de livres et d'articles cités croissent de façon similaire. En **psychologie**, la courbe des livres est presque plate : on cite à peine plus de livres en 2020 qu'en 1980, mais énormément plus d'articles. Ces graphes montrent aussi qu'il y a une tendance générale des chercheurs à étoffer leurs bibliographies, mais que la taille de celles-ci est très variable selon les domaines, la psychologie étant la plus consommatrice de références.

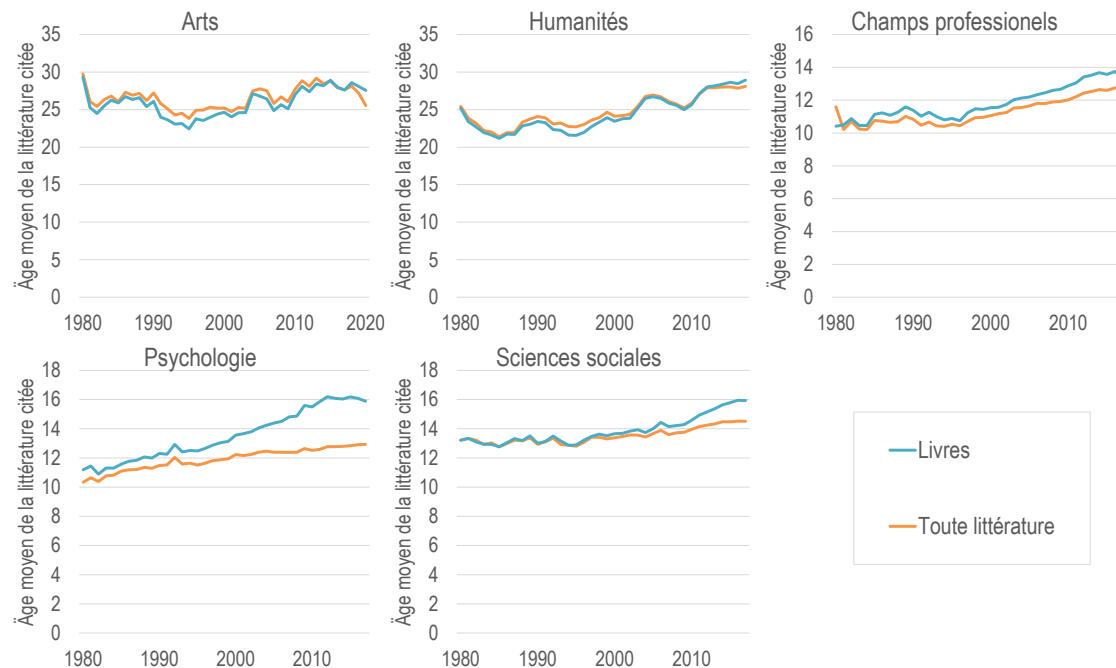
Bonne nouvelle pour le livre, donc : les chercheurs ne l'ont pas délaissé - ils continuent d'ailleurs à les lire en profondeur et à en acheter (Crossick, 2015, paragr. 35, 42) -, même s'ils s'y réfèrent moins souvent qu'aux revues. Ceci ne nous dit cependant pas quels livres ils lisent pour pouvoir conclure à la vitalité de la demande. Rafraîchissent-ils leurs lectures, s'appuient-ils sur des nouveautés, ou se contentent de puiser dans un patrimoine?

Une littérature vieillissante

Pour répondre à cette question, on peut observer l'âge moyen des références. Premier constat : la littérature citée est de plus en plus vieille. Par contre, dans les champs professionnels, en psychologie et en sciences sociales, la courbe qui représente l'âge des livres se situe presque toujours au-dessus de la courbe générale, qui agrège l'âge de toutes les références (Fig. 29). Ce vieillissement généralisé tient peut-être à l'augmentation de la taille moyenne des bibliographies (Fig. 28), il y aurait un effet

cumulatif : on garde les anciennes références, qui font augmenter la moyenne d'âge, auxquelles on adjoint une littérature plus récente.

Fig. 29 - Âge moyen des documents cités, par domaine des SHS, Canada (1980-2020)



Source : Web of Science

Globalement les **arts** ont rajeuni leur corpus de livres dans la première moitié des années 1990 et l'ont ensuite stabilisé. Les **arts et les humanités** restent les deux domaines où l'âge moyen des références est le plus élevé : en 2020, il est de près de 30 ans pour les livres. Les **champs professionnels** sont le domaine où les livres, et l'ensemble de la littérature, restent les plus jeunes : environ 14 ans pour les livres en 2020, contre 10 en 1980. Les **sciences sociales** se tiennent également à jour : les livres cités avaient environ 13 ans 1980 contre environ 16 ans en 2020. En **psychologie** comme dans les sciences sociales, l'écart d'âge entre les livres (16 ans en psychologie) et celui de l'ensemble de la littérature est de 3 ans environ. Ces écarts d'âge relativement faibles entre livres et revues (l'âge de ces dernières étant révélé par la courbe « toute littérature » où elles sont majoritaires) sont très rassurants : les chercheurs mettent à jour leurs connaissances *aussi* par les livres et s'intéressent aux nouveautés.

Le recours à des livres anciens dans les arts et les humanités témoigne de l'importance du phénomène de longue traîne (*long tail*) et par conséquent de l'importance de conserver l'accès à des ouvrages de fonds. On ne sait toutefois pas si cet usage patrimonial du livre se traduit par des ventes ou par le recours à une bibliothèque, universitaire ou, plus probablement, personnelle (Collins et Milloy, 2016, p. 46; Tenopir et Volentine, 2012, p. 64; Wolff et al., 2016, p. 26-27).

Un tournant numérique qui profite aux revues

Dans la plupart des graphes (Fig. 26 à Fig. 29), les pentes des courbes tendent à se modifier autour des années 1995-2000, en particulier la modification frappante du ratio livres-revues. On peut relier ce phénomène général à l'apparition du numérique qui transforme en profondeur les modalités de diffusion des savoirs en accélérant la vitesse de publication et l'accessibilité aux ressources. Les temporalités différentes suggèrent toutefois que des facteurs propres aux disciplines sont en cause, ceux-ci étant reliés à des cadres théoriques différents qui se prêtent plus ou moins bien à la publication sous forme d'articles. La temporalité s'explique également par le cycle de vie des références. Il a fallu laisser aux **sciences sociales** et aux disciplines relevant des **champs professionnels**, qui ont adopté plus tardivement que la **psychologie** la publication au sein de revues, le temps de faire des articles la nouvelle norme de l'accès aux savoirs et de les intégrer à leurs bibliographies.

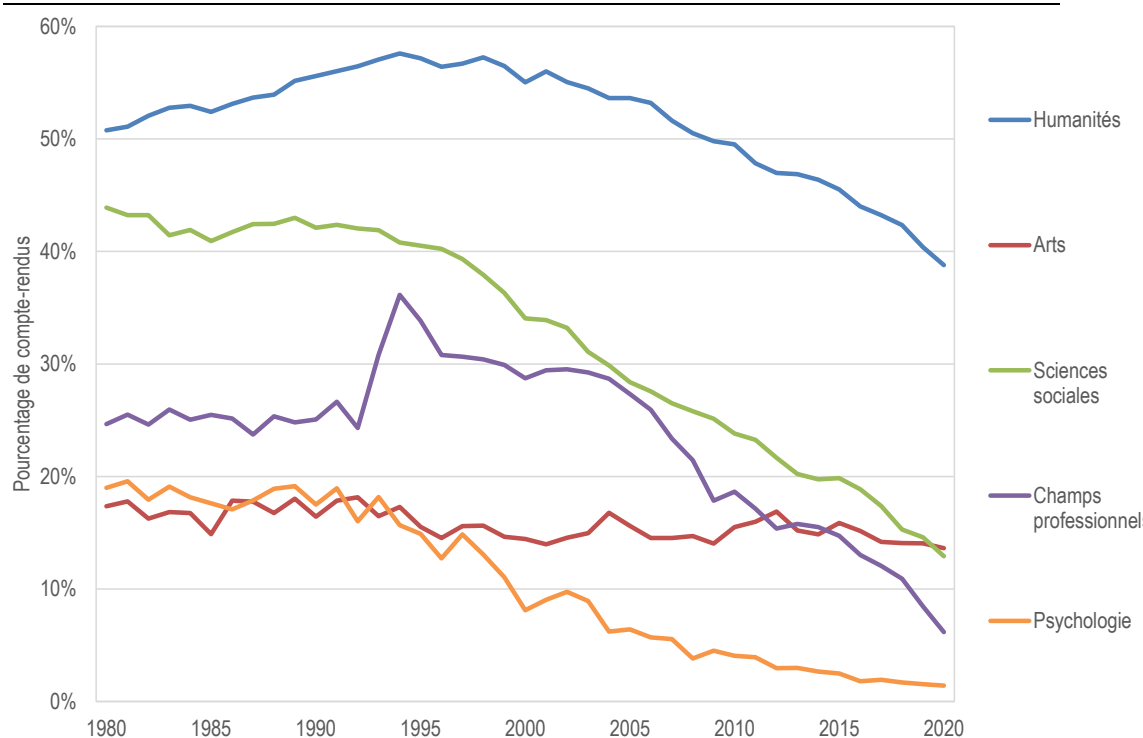
Des livres de moins en moins recensés dans les revues

Les recensions d'ouvrages constituent historiquement un espace de discussion et d'évaluation des savoirs, un lieu de conversation scientifique. Agissant comme prescripteurs, elles participent à promouvoir le livre et à le reconnaître comme vecteur important pour la circulation des idées¹. Le dynamisme disciplinaire de la recension d'ouvrage pourrait ainsi constituer un indicateur de l'importance du livre pour les disciplines.

Les graphes suivants indiquent la part qu'occupent les comptes rendus dans l'ensemble des textes publiés par les journaux indexés dans WoS selon les domaines des SHS (Fig. 30) et les disciplines (Fig. 31).

¹ Cette section s'appuie en partie sur Larrègue, J., Mongeon, P., Warren, J. P., Sugimoto, C. R., & Larivière, V. (2019). Reciprocity in book reviewing among American, British and Canadian academics. *The Canadian Journal of Sociology/Cahiers canadiens de sociologie*, 44(1), 95-114.

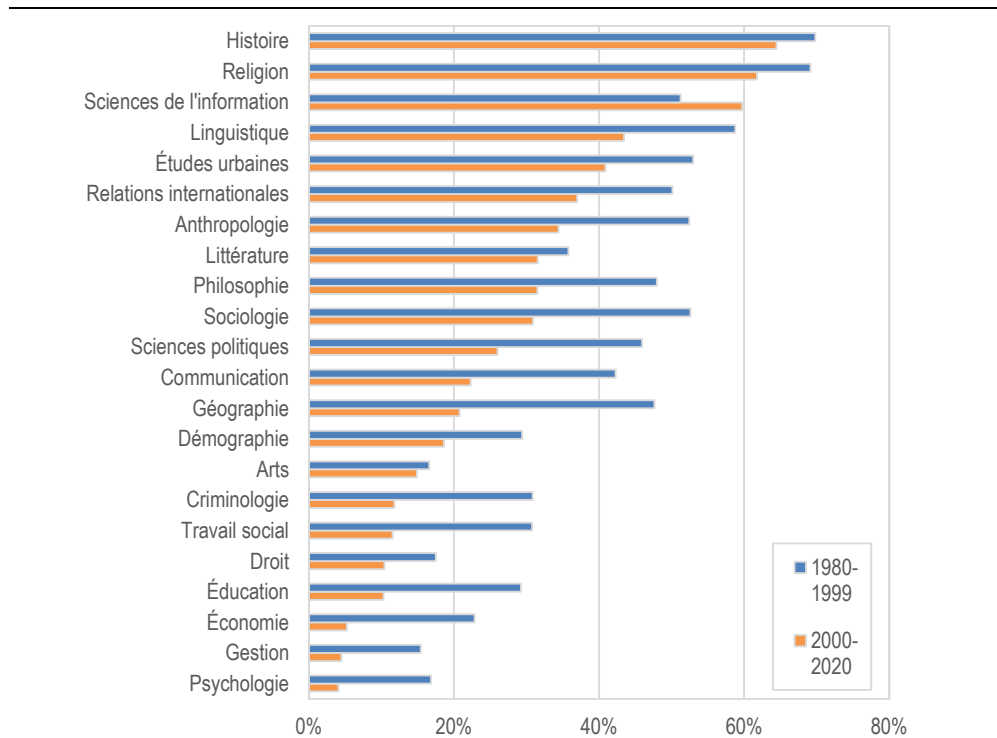
Fig. 30 - Proportion des comptes rendus par domaine des SHS, ensemble du monde (1980-2020)



Source : Web of Science

Au niveau des domaines, le pourcentage des recensions baisse partout, bien que de façon plus ou moins marquée et selon des temporalités différentes. En **psychologie**, où on a vu que le livre occupe depuis longtemps une place congrue, les recensions ne représentent plus que 2 % environ des textes, après s'être maintenu entre 15 % et 20 % jusqu'en 1997. C'est aussi à ce moment-là que le décrochage survient dans les **sciences sociales** et dans les **champs professionnels** : on passe respectivement de 44 % et 35 % à 13 % et 7 %. Dans les **arts**, le pourcentage est plutôt stable au cours de la période, se situant autour de 15 %. Dans les **humanités**, les comptes rendus continuent à représenter une part importante de la littérature (39 %), bien plus que dans les autres domaines. Bien qu'ils soient également sur une courbe descendante, surtout depuis la fin des années 1990.

Fig. 31 - Proportion des comptes rendus par discipline des SHS, ensemble du monde (1980-2020)



Source : Web of Science

Les **sciences de l'information** est la seule discipline où la proportion de comptes rendus publiés entre 2000 et 2020 a augmenté par rapport à la période précédente, ils y représentent 60 % des publications. Dans certaines disciplines, la chute est majeure : **en sociologie, sciences politiques, éducation, communication, géographie, économie, travail social...** Le livre, si l'on en juge par les comptes rendus qui se publient, reste très important pour l'**histoire** et les **études religieuses**.

Faut-il en conclure que, dans la plupart des disciplines, le livre a perdu de son importance pour être l'objet de moins de discussions au sein des communautés savantes? On serait tenté de dire oui, car le déclin des recensions est symptomatique : il se produit en même temps que le déclin de la présence du livre dans les bibliographies, dont on fait l'hypothèse qu'il a essuyé les conséquences du tournant numérique.

Le livre savant dans la carrière académique

Ceux qui s'alarment de la surproduction de livres savants et partant qui craignent pour la viabilité de l'industrie dénoncent la course à la publication orchestrée par le système d'évaluation des accomplissements académiques - en plus peut-être d'une certaine fatuité des auteurs à vouloir publier des livres :

Les chercheurs doivent se demander si tout ce qu'ils produisent actuellement sous forme de livre doit vraiment être un livre ; peut-être existe-t-il d'autres moyens de cultiver l'audience de la recherche qui pourraient dans de nombreux cas être plus productifs et moins soumis aux

contraintes du modèle économique actuel de l'édition de livres. L'autre élément est que les institutions doivent transformer leurs systèmes d'évaluation – en particulier ce qui, aux États-Unis, se manifeste sous la forme de politiques et de procédures pour les examens de titularisation et de promotion – afin de reconnaître que des travaux d'érudition très importants peuvent être produits sous une grande variété de formes, et donc d'arrêter de surévaluer cette forme particulière¹. (Fitzpatrick, 2018)

Les incitations perçues par les universitaires à produire des livres sous forme traditionnelle – afin d'obtenir le crédit scientifique et les récompenses de carrière qui en découlent – sont désormais si fortes que l'offre risque de dépasser la demande, tant en termes de ventes que de lectorat. Cette situation présente des dangers pour l'ensemble de l'écologie de l'édition de livres universitaires. Trouver des moyens de réduire les incitations à produire toujours plus de livres nécessitera une action concertée au niveau supérieur de la part de toutes les parties prenantes. (Jubb, 2017, p. 17)

Ces auteurs parlent pour les situation américaines et britanniques. Les livres représentent-ils encore partout un sésame pour la carrière académique? Ou on contraire, le *publier ou périr* incite-t-il à délaisser le livre, plus long à rédiger et à faire publier, au profit des articles, plus rapidement écrits et diffusés?

La réponse est difficile à donner et semble assez variable selon les cultures disciplinaires, les pays et même d'une institution à l'autre (Crossick, 2015, paragr. 24-26; Research Information Network, 2015, p. 4-6), bien qu'une presse canadienne constate une « *demande croissante de la part de la communauté savante pour publier davantage de contenu Canadian* »². Pour mesurer factuellement la demande du milieu académique canadien, on pourrait imaginer analyser les dossiers de publications qui apparaissent dans le CV commun canadien³ ou sur les pages web du personnel académiques des universités selon la méthode employée par Sugimoto et al. (2016). Ces démarches dépassent cependant de loin nos possibilités dans le cadre de cette étude, aussi nous contenterons-nous de rapporter les conclusions présentes dans la littérature.

Au Royaume-Uni, on a demandé aux chercheurs en SHS quels types de publications étaient, selon eux, les plus importantes pour leur champ d'activité. Ainsi que le montre le tableau qui suit, l'article est plus souvent considéré comme « important » ou « très important » que le livre dans toutes les disciplines, sauf en linguistique et dans les études classiques articles et livres sont également valorisés (99 %).

¹ Ndt : fournie à l'origine en anglais

² Ndt : fournie à l'origine en anglais

³ <https://ccv-cvc.ca/indexresearcher-fra.frm>

Tableau 12 Importance du type de publications selon les disciplines, Royaume-Uni (2014)

Question: Humanities and social science researchers may produce a range of outputs. Thinking about your discipline, please indicate how important it is to you to publish the following types of output. (% of respondents who answered 'important' or 'very important')

	Journal articles	Monographs	Edited books
Anthropology and Development Studies	100%	89%	76%
Architecture, Built Environment and Planning	100%	70%	60%
Area Studies	98%	96%	74%
Art and Design: History, Practice and Theory	97%	93%	73%
Business and Management Studies	98%	42%	41%
Classics	99%	99%	74%
Communication, Cultural and Media Studies, Library and Information Management	97%	83%	55%
Economics and Econometrics	100%	42%	36%
Education	95%	54%	55%
English Language and Literature	98%	95%	78%
Geography, Environmental Studies and Archaeology	99%	80%	66%
History	99%	97%	71%
Law	100%	96%	60%
Modern Languages and Linguistics	99%	99%	78%
Music, Drama, Dance and Performing Arts	97%	95%	80%
Philosophy	98%	89%	50%
Politics and International Studies	100%	91%	54%
Social Work and Social Policy	98%	48%	48%
Sociology	99%	80%	59%
Sport and Exercise Sciences, Leisure and Tourism	100%	83%	58%
Theology and Religious Studies	98%	96%	80%
Mean response	98%	85%	66%

Note : Ont été ôtées du tableau les productions plus marginales telles que les éditions critiques, les jeux de données, les manuels, les œuvres de recherche-création. La psychologie n'a pas été incluse dans les SHS.

Source : OAPEN-UK survey of humanities and social science researchers (2014), Annexe 5 de Crossick (2015).

On retrouve les variations disciplinaires déjà observ  es.    l'exception du droit, les disciplines où le livre reste perçu comme une forme de publication essentielle (plus 95 %, en vert dans le tableau) sont également celles que les analyses bibliométriques pr  sent  es à la section précédente avaient identifi  es comme les plus attach  es au livre : les **  tudes régionales**, les **  tudes classiques**, la **littérature**, l'**histoire**, les **arts** et la **religion**. On peut dire la même chose de la **gestion**, de l'**  conomie**, du **travail**

social et de l'**éducation** (en rouge), elles se confirment comme étant plus éloignées du livre.

Sugimoto *et al.* (2016) ont également trouvé que, aux États-Unis, les CV des économistes contenaient moins de livres ou de chapitres de livre que ceux des sociologues et des politologues, l'étude se limitant à ces trois disciplines. Les auteurs ont également constaté que les publications des chercheurs se diversifient avec l'ancienneté : plus on avance dans la carrière, plus on publie de livres et de chapitres de livre, sans que cela fasse significativement diminuer le nombre d'articles produits. Ceci laisse penser que, dans ces trois disciplines des sciences sociales, le livre n'est pas central pour établir sa carrière et que les articles constituent un meilleur investissement :

*Ainsi, il peut sembler que le rang plutôt que la cohorte informe le choix du genre. En effet, il n'est guère surprenant que les professeurs adjoints qui s'efforcent d'obtenir leur titularisation privilégient les articles de revues : Les articles de revues sont plus rapides à produire que les livres et peuvent avoir plus de poids auprès des comités universitaires de Promotion et de Titularisation qui ont l'habitude de penser en termes de revues et de mesures associées¹. (Sugimoto *et al.*, 2016)*

Un article analysant les causes de l'agonie du livre savant australien explique que, à la différence des États-Unis, l'Australie soumet ses chercheurs à la « tyrannie de l'article », non à celle du livre, et ce dans toutes les disciplines. En cause, une « commercialisation des universités », dont on peut se demander si le Canada n'a pas adopté quelques principes. Certains chercheurs d'ici en tout cas sont familiers des courses à la subvention.

Les structures incitatives et disciplinaires en place dans les universités [...] n'encouragent tout simplement pas la recherche et la rédaction patientes nécessaires à une monographie à auteur unique. Le processus de recherche est axé sur les subventions, inter-institutionnel, collaboratif et évalué en fonction des priorités nationales (par exemple, la sécurité nationale). Si une subvention de recherche est obtenue, des pressions immédiates sont exercées pour produire rapidement des 'résultats' de recherche, ce qui explique la production fréquente de rapports, d'actes de conférence, de séminaires, de collection éditées, d'enquêtes bibliographiques, d'initiatives de l'industrie et du secteur public et, surtout, d'articles de journaux très prisés, plutôt que de monographies à auteur unique, en tant que 'résultats'. [...] Qu'est-ce qui incite alors à écrire un livre plutôt que quelques articles de revues avec comité de lecture, aussi difficile que cela puisse être?² (James, 2011, p.186)

Il serait également utile de savoir quelles disciplines acceptent ou encouragent les thèses par articles, cela nous indiquerait la valeur accordée aux formes longues de la pensée scientifique et de la publication savante. Un des éditeurs que nous avons rencontrés, spécialisé en histoire, disait publier énormément de thèses « déthésées ».

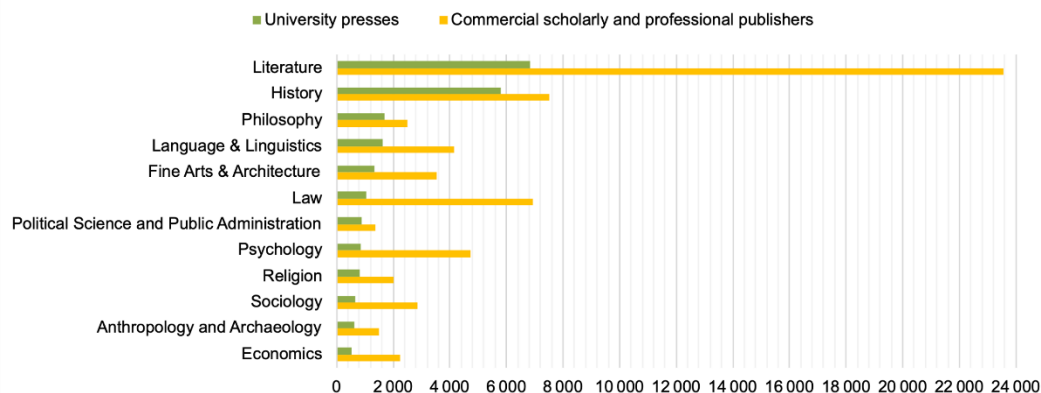
¹ Ndt : fournie à l'origine en anglais

² Ndt : fournie à l'origine en anglais

Le livre comme outil de recherche et comme « technologie de la connaissance »

On comprend que, s'il y a surproduction dans l'édition savante, elle n'est pas du fait de toutes les disciplines. En effet, en regroupant par discipline les nouveaux titres distribués sur le marché américain entre 2009 et 2014 (Greco et al., 2012; Greco et Spendley, 2016), on retrouve nos deux grandes disciplines du livre : les lettres et l'histoire.

Fig. 32 - Nouveaux livres savants distribués aux États-Unis par discipline et par type d'éditeur (2009-2014)



Source : D'après Greco et al., 2016 et 2012. Les catégories originales ont été regroupées pour correspondre au mieux aux disciplines utilisées dans les analyses bibliométriques.

On pourra penser que des motivations de carrière sont en cause. Ou penser que des critères d'évaluation qui exigent que les prétendants puissent se prévaloir de la publication d'un ou de plusieurs ouvrages répondent à la culture de la discipline. Les livres seraient requis parce qu'ils participent du cheminement intellectuel nécessaire aux objets et aux méthodes de la discipline. Cause ou conséquence? Pour le savoir, il faudrait interroger les auteurs sur leurs motivations à écrire des livres.

Il ne fait toutefois aucun doute que le livre est « une grande technologie du savoir¹ », il permet de développer longuement les concepts, d'interroger les cadres théoriques et de confronter les perspectives et permet d'exporter cet engagement intellectuel et les idées « bien au-delà de leur discipline d'origine, souvent dans un débat public plus large² » (Deegan, 2017, p. 42). L'écriture elle-même fait partie de l'élaboration de la pensée, ce que Crossick appelle « penser à travers le livre³ » :

Les monographies ne doivent pas être considérées simplement comme le moyen de communiquer les résultats de la recherche, car l'acte de construire et d'écrire un livre est souvent un moyen essentiel de façonner les idées, structurer l'argumentation et élaborer la relation entre celles-ci et les preuves qui ont émergé du processus de recherche. Il serait faux

¹ Ndt : fournie à l'origine en anglais

² Ndt : fournie à l'origine en anglais

³ Ndt : fournie à l'origine en anglais

de prétendre que ce processus est unique aux monographies, mais c'est une caractéristique déterminante de celles-ci¹. (Crossick, 2015, parag. 18)

Un éditeur nous disait combien l'écriture d'un livre représente encore pour beaucoup d'auteurs un aboutissement intellectuel et qu'ils sont frustrés de devoir contenir leur pensée dans les limites d'un article.

On a une auteure qu'on aimerait publier. Mais elle a de jeunes enfants, elle, c'est sûr que publier des articles ou écrire dans des collectifs, et même de articles collectifs, c'est beaucoup plus envisageable pour elle. Pourtant, c'est une penseuse, elle pourrait faire un livre toute seule, mais c'est trouver le temps de faire ça... Elle a très conscience que ce serait comme un couronnement, c'est un de ses objectifs. Ça dépend du type d'intellectuels, mais les personnes qui mènent une réflexion qui a de l'impact pour l'ensemble de la société, elles, elles veulent des livres. Elles veulent faire des livres². (éditeur spécialisé)

Les considérations de ventes et de demande et même d'usage dans les bibliographies ne doivent donc pas seules amener à statuer sur la pertinence du livre. Il faut continuer à le soutenir pour quelque chose de nécessaire à l'avancement et à la diffusion des savoirs, même s'il est dans ses formes possiblement appelé à changer. Il faut en tout cas laisser une place à la pensée lente et longue. Ainsi le livre « apport[e-t-il] une contribution importante au savoir », comme le veut le PAES³, et doublement : dans le chef de l'auteur et dans celui du lecteur, s'il le trouve et y a accès.

UNE CRISE DE LA CITATION, DE LA DÉCOUVRABILITÉ ET DE L'ACCESSIBILITÉ?

... si le lecteur trouve le livre et y a accès.

Dans l'ensemble, les livres connaissent bel et bien un déclin dans l'usage qu'en font les chercheurs, même si cette tendance est moins marquée en arts et lettres. On peut avancer au moins quatre facteurs :

1. Les livres sont victimes du *publish or perish* [publier ou périr]. Dans un contexte de pression à la publication, et même si le prestige associé au livre reste important et déterminant dans certains cas, le temps joue contre le livre. En autant de mois, on écrira plusieurs articles contre un seul livre... qui sera moins cité⁴.

¹ Ndt : fournie à l'origine en anglais

² Ndt : fournie à l'origine en anglais

³ Mission du PAES, <http://www.idees-ideas.ca/paes/fag>, consulté le 23 mai 2018 [page inexistante; disponible au <https://www.federationhss.ca/fr/paes>].

⁴ Ce qu'indique nos analyses et ce sur quoi se fondent les conseils d'une editrice pourtant spécialisée en arts : « Aux chercheurs, je recommande la chose suivante : concentrez-vous sur l'écriture d'articles pour les revues et les "wikis" – ce sont les articles et non les livres qui fournissent le principal élan dans l'édition. [...] Les historiens de l'art se forment à partir d'articles [aux États-Unis]. Qu'ils se concentrent donc sur leur écriture. Un jeune chercheur serait bien avisé d'élargir son champ d'influence et d'assurer sa postérité en écrivant des articles, des essais et des comptes rendus solidement argumentés afin d'accumuler un ensemble de travaux que tout le monde dans la discipline – ou au moins dans son domaine – voudra et devra avoir lu. » (Bielstein, 2015, p. 191)

2. Dans certaines disciplines, l'article se prête mieux à la diffusion de la recherche telle qu'elle se pratique. L'économie, par exemple, est devenue une discipline empirique qui n'a pas besoin des nombreuses pages d'un livre pour se développer.
3. Plus les chercheurs diffusent leurs travaux au sein d'articles, plus les bibliographies renvoyant à leurs travaux se composeront d'articles.
4. Les revues et les livres ne jouissent pas de la même accessibilité. Un article sera immédiatement accessible en ligne et facilement repérable. Le livre, au mieux, existera sous forme numérique, cependant sa diffusion, son indexation, sa « découvrabilité » par les moteurs de recherche demeurent problématiques.

En effet, on a vu que les livres ont commencé à perdre de leur importance dans les bibliographies avec le développement du web. On a vu aussi que les bibliothèques tendaient à privilégier les acquisitions au format électronique. Le tournant numérique a suscité de nouvelles exigences :

- Des exigences d'optimisation du référencement par les moteurs de recherche (*search engine optimization*) : un livre mal référencé risque de ne pas être découvert.
- Des exigences d'accessibilité : l'utilisateur va vouloir découvrir ce que contient le livre, se faire une idée de ce que renferme l'ouvrage avant de l'acheter ou de l'emprunter, voire le consulter au complet en ligne et immédiatement, comme il le fait pour les revues. Sans quoi, il risque très bien de passer son chemin.

L'avantage avec le numérique : découvrabilité, accessibilité, métrique

À l'heure des moteurs de recherche, cette découvrabilité repose sur la qualité des métadonnées associées à chaque livre. « [...] *disposer de métadonnées précises et de haute qualité aux bons endroits n'est qu'une partie de la stimulation de la demande et l'utilisation*¹ » (Mudditt, 2017, p. 48). C'est là du travail supplémentaire pour les éditeurs, mais c'est ce qui permet aux livres de trouver leurs lecteurs et leurs acheteurs.

Le contenu même du livre doit être découvrable, et idéalement « cherchable ». Une consultation numérique sur Google Books, pour citer la plateforme la plus populaire, ou par le « *Look Inside* » d'Amazon influencera certainement la décision de se procurer le livre :

[...] la disponibilité électronique est la meilleure chose qui aurait pu arriver aux monographies : exposer l'utilisateur à l'intérieur des livres dans l'environnement numérique offre tellement plus d'opportunités supplémentaires à la communauté scientifique pour dénicher des écrits et des recherches importants dans le cadre des bourses de longue durée, de la même manière qu'elle a pu le faire avec les articles de journaux depuis longtemps, qui ont bénéficié de l'excellente synthèse dans les résumés d'articles pour aider à guider les lecteurs vers un contenu pertinent – chose que les livres n'avaient pas, jusqu'à présent (pour

¹ Ndt : fournie à l'origine en anglais

certaines plates-formes). [...] Les utilisateurs doivent voir ce que contiennent ces livres pour en comprendre la pertinence, et nous n'en sommes vraiment qu'aux premiers jours de cette exposition pour les monographies¹. (Commentaire de Rebecca Seger, Oxford University Press (Anderson, 2014a))

C'est ce que démontre une analyse (Nagaraj et Reimers, 2021) du comportement des ventes papier des livres de la bibliothèque Widener de Harvard numérisés dans le cadre du Google Books Project (+4,8 %) – en l'occurrence des ouvrages publiés antérieurement à 1923, autrement dit tombés dans le domaine public – et de l'effet du « *Look Inside* » d'Amazon sur la demande de livres, de plus récents cette fois. Les auteurs constatent par ailleurs que cet effet « *est plus forte pour les livres plus obscurs²* » et qu'il profite d'abord aux petits éditeurs indépendants (*id.*, p. 23 et 29).

Même si les lecteurs préféreront encore souvent s'en remettre au livre imprimé (Deegan, 2017, p. 55-56, 73), les deux formats, numériques et papier, répondent à des usages différents et sont en fait complémentaires. Avec les possibilités incommensurablement avantageuses du numérique de rendre le livre aussi facilement accessible et exploitable que l'est depuis longtemps l'article de revue :

Alors que les universitaires peuvent chercher à lire certains livres dans un cadre détendu, loin de l'écran et en prenant souvent des notes manuscrites, d'autres livres sont simplement utilisés pour y plonger afin d'obtenir une information ou une analyse spécifique, pour vérifier une référence ou pour consulter une bibliographie. En effet, les chercheurs vont même passer de la version imprimée à la version numérique d'un même texte, en utilisant celle qui est la plus appropriée à leurs besoins de recherche³ (Bulger et al., 2011).

Bien que la grande majorité des universitaires interrogés préfèrent l'imprimé (une préférence qui, de manière intéressante, semble s'appliquer à tous les groupes d'âge), il ne fait aucun doute que les ressources électroniques et en ligne telles que les livres électroniques et Google Books offrent une alternative utile aux universitaires qui ne souhaitent pas consacrer du temps ou des efforts à la bibliothèque avec des livres physiques. (Crossick, 2015, paragr. 36)

Un autre avantage du numérique est qu'il permet de mesurer la « performance » du livre, son comportement sur le marché et son impact autrement que par les chiffres de vente. Les statistiques du web permettent de connaître le nombre de consultations et de téléchargement, la géographie de son lectorat, ou encore les canaux par lesquels le livre a été trouvé. Non pas que ces données soient simples à récolter et à agréger étant donné la multiplicité des plateformes sur lesquelles un ouvrage peut être distribué, mais du moins ces possibilités existent. Ces statistiques sont utiles d'un point de vue marketing, au sens de connaissance du marché et de la demande, mais aussi pour les entités qui subventionnent le livre (ou les chercheurs) et qui veulent s'assurer que celui remplit sa mission de diffusion des savoirs. Elles offrent au livre une métrique infiniment plus pertinente que la métrique des ventes, incomplète et peu flatteuse.

¹ Ndt : fournie à l'origine en anglais

² Ndt : fournie à l'origine en anglais

³ Ndt : fournie à l'origine en anglais

Le numérique par défaut, l'imprimé en option, et la viabilité économique?

Par conséquent, étant donné les avantages d'un livre numérique bien indexé, bien diffusé et bien mesuré - ce qui demande un certain travail - et étant donné le faible nombre d'exemplaires vendus pour des titres souvent très spécialisés que sont les livres savants, il est peut-être temps de penser que le livre numérique devrait être le format par défaut et de proposer aux usagers une impression à la demande, comme un service supplémentaire dont ils assumeraient alors les coûts (Jubb, 2017, paragr. 183)¹.

L'éditeur économiserait pour ces titres les coûts d'impression, mais aussi de distribution (livraison). L'impression systématique serait réservée aux titres dont on s'attend à vendre un nombre substantiel d'exemplaires ou que l'on veut rendre disponible au grand public, sur les présentoirs, dans les circuits commerciaux conventionnels.

C'est un parti déjà pris par les tenants du libre accès sur lequel repose en partie leur modèle économique. De l'expérience de Luminos, la collection en libre accès de University of California Press lancée en 2015, il ressort que le nombre d'exemplaires vendus en impression à la demande se compare aux ventes papier de leur collection traditionnelle, soit une moyenne de 200 copies (entre 122 et 1257 copies par titre) (Mudditt, 2017, p. 45, 47).

UCL Press, les presses du University College London dont tout le catalogue est en accès libre, constatait également vendre autant d'exemplaires que ce que rapportent habituellement les éditeurs académiques (Speicher, 2018). L'étude menée en Suisse par le Fonds national de la recherche (Ferber et al., 2018b, p. 40) et l'expérience au Canada par Athabasca University Press sont également concluantes :

Parmi toutes les idées fausses qui circulent sur l'édition en libre accès, ce qui inquiète le plus Mme. Killoh, ce sont les suppositions selon lesquelles les presses en libre accès publient exclusivement en format numérique et qu'elles donnent leurs livres, ne générant aucune vente. "Nous vendons des exemplaires imprimés de nos livres. Nous avons effectué une analyse comparative des ventes de titres et nos ventes d'imprimés sont assez similaires à celles d'autres presses universitaires," déclare Mme. Killoh. "Nous vendons également des copies numériques. Nous faisons tout à peu près comme les autres presses universitaires, sauf que nous plaçons des copies [PDF] accessibles et téléchargeable sur notre site Web²." (Samson, 2016)

En 2014, une analyse à l'Amsterdam University Press (ventes de trois années, 513 titres, en néerlandais et en anglais) a tenté de vérifier si la gratuité des livres affectait le nombre de copies vendues, en prenant soin de discriminer, notamment, la vente des nouveautés et des ouvrages du fonds. La conclusion est que les ventes sont peu affectées, que le livre soit offert ou non en accès libre en plus de l'imprimé (modèle hybride et modèle classique). Les livres en accès libre ne se vendent pas mieux et, s'ils

¹ Amazon (https://kdp.amazon.com/en_US/help/topic/G202059560) et Ingram (<https://www.ingramcontent.com/publishers/distribution-services>) offrent déjà des solutions intégrées pour le stockage, l'impression et la distribution aux détaillants numériques et physiques.

² Ndt : fournie à l'origine en anglais

se vendent moins, le manque à gagner est négligeable. Sa conclusion plaide pour la révision du modèle de diffusion :

[...] Les éditeurs qui excellent en vendant des monographies papier pourraient envisager de rendre leurs titres disponibles en accès libre afin d'élargir le nombre de leurs lecteurs. Les éditeurs qui enregistrent des pertes sur les monographies pourraient vouloir changer leur modèle commercial de manière plus radicale plutôt que d'adopter un modèle hybride¹. (Snijder, 2014)

Il faut toutefois considérer avec prudence les conclusions de ces analyses. D'une part, l'effet limité du libre accès sur les ventes s'explique sans doute en partie par la relative rareté des ouvrages ou par la confidentialité de leur distribution : « *trouver et acquérir une œuvre en libre accès nécessite un seuil de maîtrise de l'information et de l'Internet nettement plus élevé que pour une publication commerciale ordinaire*² » (Wright, 2018, p. 180). Il se peut très bien que des livres soient achetés par une bibliothèque ou par un lecteur parce que celui-ci ignore que sa version en libre accès existe (Collins et Milloy, 2016, p. 65). Oui que le lecteur se rabatte sur sa version imprimée parce que la version numérique n'en constitue qu'un pâle substitut, à l'exemple des ouvrages accessibles sur Google Books (Nagaraj et Reimers, 2021), qu'on ne peut ni télécharger, ni annoter, ni imprimer.

D'autre, les études sont menées sur des périodes trop courtes pour évaluer les pertes dans les ventes d'ouvrages de fonds, qui constituent des ressources importantes des chercheurs, comme l'indique l'âge moyen des livres cités dans les bibliographies de WoS. Certains éditeurs estiment que le « *rapport de vente entre les ouvrages de fond et les publications récentes et devrait être d'environ 60/40 pour une presse universitaire saine, avec la liste des ouvrages anciens étant les plus importants représentant au moins 60% du revenu total de la liste des anciens*³ » (Bradley-St-Cyr, 2018, p. 152).

On attend donc avec impatience les résultats de la recherche que le National Endowment for the Humanities a confiée à l'AUPresses, l'association américaine des presses universitaires, pour comprendre l'effet du libre accès sur la vente des copies papier. Cette recherche qui devrait débiter en 2022 permettra peut-être de répondre enfin à cette question : « *Does Open Access Cannibalize Print Sales for Monographs?* » (Sherer, 2022).

Le problème avec le numérique

Autrement dit, le livre savant doit encore prendre son tournant numérique pour tirer parti de tous ses avantages, un virage qui, pour différentes raisons, est bien plus difficile à négocier que pour les revues. C'est pourtant sans doute une des conditions pour que le livre retrouve une plus grande place dans les pratiques de lecture et de citation.

¹ Ndt : fournie à l'origine en anglais

² Ndt : fournie à l'origine en anglais

³ Ndt : fournie à l'origine en anglais

L'industrie fonctionne en effet de manière très complexe et nuit aux éditeurs comme aux lecteurs :

L'éventail des intermédiaires, leurs rôles et les relations entre eux sont complexes et entraînent des frustrations de partout. Les rôles des différents acteurs dans l'amélioration de la demande, de la découvrabilité et de l'accès sont difficiles à démêler, avec des effets négatifs sur les efforts visant à transformer le potentiel en demande effective. La recherche et la récupération d'information sur les livres sont souvent déroutantes et frustrantes. La qualité des métadonnées est variable dans le meilleur des cas, et il est nécessaire d'augmenter la gamme de métadonnées, avec plus d'informations sur le contenu des chapitres et des sections, sur les auteurs, et sur les critiques et les commentaires des médias sociaux. Les éditeurs, les librairies et les bibliothèques doivent investir davantage [...] dans l'amélioration des outils de recherche et de navigation afin de maximiser la découvrabilité. Ensemble, de tels changements pourraient contribuer à transformer la découverte¹. (Deegan, 2017, p. 62-63)

Cette seule question mériterait une autre étude, notamment parce qu'elle implique énormément d'acteurs et de considérations techniques, mais on peut déjà nommer les difficultés suivantes dont les effets se résument en ceci : le numérique dédouble des coûts mais pas les revenus. Il génère moins de revenus (achat à la demande, offre en bouquet des agrégateurs), tout à ne coûtant pas significativement moins cher à produire, à distribuer et à maintenir (Wright, 2018, p. 180) dès lors le livre est produit et distribués par défaut et de manière conventionnelle dans ses versions imprimées et numériques. Les éditeurs canadiens en font actuellement l'expérience et les frais :

Les éditeurs doivent rendre les livres disponibles dans plus de format simultanément (y compris un format électronique grand public et un format électronique de bibliothèque) afin de s'assurer qu'aucune vente n'est perdu. Certaines plateformes de livres électroniques utilisées par les bibliothèques sont utilisées par les éditeurs mais génèrent très peu de revenus : elles garantissent qu'un livre électronique est découvrable via le catalogue d'une bibliothèque, mais toutes les bibliothèques qui affichent le livre dans leur catalogue n'ont pas acheté le livre². (presse universitaire)

L'édition est en pleine transition de l'imprimé vers l'électronique, et les éditeurs canadiens sont dans la position délicate de devoir prendre en charge les deux formats. [...] La nécessité de publier dans de multiples formats numériques a augmenté les coûts de plusieurs façons. Les systèmes complexes nécessaires à la fois pour publier et distribuer les œuvres sont un facteur important. L'une des plus grandes augmentations de coûts est due à l'obligation d'engager à la fois plus de personnel (pour, par exemple, créer et entretenir des sites Web, créer des métadonnées et gérer toutes les tâches éditoriales à l'aide de systèmes électroniques) et de recruter du personnel possédant des compétences qui exigent des salaires plus élevés³. (presse universitaire)

Les principales difficultés que pose le numérique au livre relèvent :

- Des métadonnées,
- De la distribution, diffusion, préservation,
- De la production.

¹ Ndt : fournie à l'origine en anglais

² Ndt : fournie à l'origine en anglais

³ Ndt : fournie à l'origine en anglais

Métadonnées et enrichissement

Les métadonnées et plus généralement tout le travail de référencement vont faire qu'un livre va pouvoir, être découvert, que ce soit sur le web, dans les catalogues commerciaux et dans ceux des bibliothèques. Ces données doivent être maintenues à jour et être les plus complètes possibles. Les métadonnées ne sont pas nées avec le numérique, mais celui-ci a rendu leur importance plus vitale.

Le livre fonctionne sur deux grands schémas d'indexation : ONIX (Online Information Exchange) qui est la norme pour le circuit commercial et MARC (Machine-Readable Cataloging) pour les notices et le catalogage en bibliothèque. C'est généralement l'éditeur qui crée le fichier ONIX pour chaque titre et le maintien à jour. Quant à la notice MARC, produite par les bibliothèques, elle est souvent en partie au moins dérivée des données fournies par l'éditeur lors du dépôt légal. Des initiatives existent pour assurer l'interopérabilité des formats voir pour que plusieurs types de notices puissent dériver d'un même jeu de métadonnées. La qualité de ces données et leur mise à jour reste toutefois de la responsabilité de l'éditeur.

L'édition savante devrait en outre pouvoir répondre à des besoins de mesures d'impact et de reconnaissance des contributions spécifiques au milieu de la recherche. Ils impliquent l'adoption de bonnes pratiques et l'ajout d'identifiants particuliers aux schémas d'indexation. Par exemple, un DOI (Digital Object Identifier) permettant de renvoyer sans ambiguïté à la version source du livre ; l'identification des auteurs par leur numéro ORCID (Open Researcher and Contributor ID) ; l'identification des autorités qui ont participé à financer la recherche dont le livre est issu par leur identifiant FundRef.

Par ailleurs, le fichier livre lui-même devrait contenir ces mêmes identifiants et d'autres métadonnées et profiter d'un balisage enrichi pour faciliter son référencement et le moissonnage de ses contenus (*data mining*), condition à sa découvrabilité externe et interne. Les possibilités qu'offre la sémantisation des contenus à un niveau très granulaire sont importantes, le travail qu'elles induisent également...

Diffusion, distribution, préservation

Le travail autour des métadonnées est en partie liée à la multiplication des canaux de distribution, dédoublés en fonction du format (imprimé ou numérique) et des plateformes qui les distribue, à la vente ou au prêt, une complexité induite par les nouvelles technologies (Jubb, 2017, paragr. 144). Elle tient aussi à la durée de vie des livres de SHS qui impose une mise à jour des données et une adaptation constante aux évolutions numériques. L'avantage va ici à la stabilité technologique de l'encre et du papier.

Les ouvrages ont une durée de vie plus longue (c'est-à-dire de ventes modestes mais durables en tant que titres anciens) et des modèles d'utilisation moins prévisibles, ce qui signifie qu'ils récupèrent leurs investissements sur une période plus longue et de manière moins prévisible que les publications STEM. L'obtention de ces gains au fil du temps a pour prix le maintien d'un stock physique. [...] Les ouvrages numériques, cependant, nécessitent

une intervention et une maintenance plus constantes que des stocks stables d'imprimés dans un entrepôt, y compris un investissement constant dans les métadonnées et les normes de conversion pour des logiciels tels que Kindle, Overdrive, Adobe et Kobo. Une grande partie du travail dans le domaine de l'exécution consiste désormais à chasser les métadonnées erronées et à réviser pour les dernières versions et demandes de logiciels¹. (Wright, 2018, p. 180)

Multiplier les canaux de distribution, diffuser son livre partout et de manière plus ciblée pour augmenter sa probabilité d'être découvert fait partie de la stratégie de promotion du livre :

Bien sûr, disposer de métadonnées précises et de haute qualité aux bons endroits n'est qu'une partie de la stimulation de la demande et de l'utilisation. [...] Pour l'instant, la meilleure solution semble être de faire héberger notre contenu là où il a le plus de chances d'être découvert [...].² (Mudditt, 2017, p.48)

C'est une stratégie coûteuse en termes de temps et d'efforts, pour préparer les fichiers, les maintenir à jour et ensuite suivre l'évolution des ventes et des consultations. Mais c'est aussi tout simplement une obligation pour l'éditeur, en dehors des considérations marketing, s'il veut à minima que ses livres apparaissent dans les catalogues des bibliothèques, publiques, universitaires et collégiales. Il n'y a en effet pas de solution intégrée pour rejoindre le réseau commercial et celui des bibliothèques. La situation est particulièrement complexe au niveau universitaire et collégial où coexistent différents distributeurs, différents modèles d'acquisition et où les bibliothèques font affaire à la fois avec des agrégateurs et directement avec les éditeurs (Roberts et al., 2015, p. 31). Les presses membres de l'APUC/ACUP peuvent toutefois depuis 2013 compter sur une entente de distribution avec eBound, dont les termes sont en constante discussion avec les bibliothèques via le RCDR/CRKN (*ibid.*, p. 37-38).

Un éditeur nous confiait qu'il rêverait qu'un nouveau métier apparaisse, une espèce de courtier en diffusion numérique, équivalent au diffuseur-distributeur papier, qui pourrait gérer cette complexité :

Quand je veux qu'une librairie vende mes livres, ce n'est pas moi qui vais voir le libraire et qui négocie avec lui : c'est mon diffuseur-distributeur. Mais il n'y en a pas dans le numérique. De Marque, OpenEdition, OCUL, eBound, JSTOR..., je dois négocier avec toutes ces personnes. Je dois leur envoyer mon fonds, je dois négocier sur les DRM pour que ce soit la même chose d'un agrégateur à l'autre, régler les demandes d'exclusivité qu'ils me font sur certains titres... Si quelqu'un le faisait pour moi, comme mon distributeur et mon diffuseur pour le livre papier, tu penses que je serais content de lui verser des émoluments! [...] Si j'étais jeune et entreprenant, je monteraient une compagnie qui ferait ça! Ce serait tout simple. C'est quelque chose qui manque cruellement dans le milieu du livre en ce moment. Pas seulement dans le milieu du livre universitaire mais du livre en général. (presse universitaire)

¹ Ndt : fournie à l'origine en anglais

² Ndt : fournie à l'origine en anglais

Production multiformat : un besoin de ressources pour innover

Autre problème du dédoublement numérique-papier, l'obligation de produire plusieurs versions d'un même livre en plusieurs formats : un fichier optimisé pour l'impression, un fichier PDF optimisé pour la diffusion électronique, un ePub, idéalement un fichier HTML pour la lecture en ligne. À notre connaissance, il n'existe pas de solution intégrée satisfaisante permettant de générer à partir d'un seul fichier source l'ensemble de ces formats et d'y associer le balisage et les nécessaires métadonnées. Le monde de l'édition tente de mettre en place des chaînes de publication inspirées du web (HTML + CSS), modulaires, interopérables et multiformats, mais jusqu'ici aucune pratique satisfaisante n'a encore été largement adoptée par l'industrie.

En attendant la maturité technologique de ces nouvelles pratiques et de ces nouveaux outils, les éditeurs restent aux prises avec des processus de production inefficients et avec un besoin coûteux de recherche de solutions. Plusieurs éditeurs plaident pour que le PAES se muent en un programme qui pourraient soutenir l'innovation, innovation technique mais sur le plan des modèles économiques et des formes de la communication savante :

Les défis à relever comprennent un paysage qui change radicalement :

- *des modèles d'achats des bibliothèques*
- *à l'accès des utilisateurs à l'accès libre, en passant par le besoin croissant de différents formats.*
- *et approches du texte long à l'ère du numérique.*

C'est une véritable lutte et il n'y a pas de solution facile. [...] Nous avons surtout besoin d'une plus grande flexibilité pour insuffler créativité et innovation à nos programmes de publications. [...] Je pense qu'il serait extrêmement bénéfique que le PAES s'oriente vers une structure d'octroi de subventions en bloc¹. (presse universitaire)

¹ Ndt : fournie à l'origine en anglais

III. COÛTS ET FINANCEMENT DE L'ÉDITION SAVANTE AU CANADA

Cette troisième partie du rapport s'attachera à dresser un état des lieux des ressources et des besoins de l'édition de livres savants en termes de financement. Que coûte l'édition de livres savants? De quels revenus disposent les éditeurs pour assumer ces coûts? Quels sont les programmes de financement présentement disponibles pour la publication, pour les auteurs et les éditeurs et quels sont leurs grands modes de fonctionnement? Dans quelle mesure en sont-ils dépendants? Quel rôle le PAES joue-t-il dans cet ensemble?

Le coût moyen d'un livre est difficile à estimer, de même que ses revenus (les ventes, notamment), d'une part parce que, les coûts variant énormément d'un ouvrage à l'autre, justement, la moyenne n'existe pas, et d'autre part parce que les éditeurs sont souvent réticents à partager leurs comptes de dépenses et leurs états financiers qui relèvent de données commerciales sensibles. Nos estimations reposent sur les informations que quelques éditeurs ont bien voulu partager et sur la littérature qui, sur ce sujet encore, tente de faire la lumière tout en reconnaissant que « *les coûts des publications scientifiques sont totalement opaques*¹ » (Nordhoff et Kopecky, 2018, paragr. 5).

LE COÛT DU LIVRE SAVANT

Le livre savant coûte cher à produire, plus cher qu'une revue savante ou qu'un ouvrage de fiction. À moins d'accepter de transiger sur l'excellence, ces coûts sont incompressibles. C'est une spécificité dont il importe d'avoir conscience. Ces coûts sont liés à l'objet-livre, dans sa forme et ses contenus, et à la structure éditoriale qui encadre sa fabrication, sa promotion et sa diffusion.

Coûts directs et indirects

Un éditeur soulignait l'énorme travail demandé par les essais par rapport à celui requis par les fictions :

Une facture de révision d'un roman, ça va être 3, 4, 500 \$, max, max, max. Une facture de révision d'un PAES, c'est 1 500, 2 000, 2 500. Juste en révision. Après ça, la charge de projet est beaucoup plus lourde. Ensuite, au niveau du graphisme, il y a des traitements de tableaux, c'est très long. Les coûts de graphisme sont beaucoup plus élevés aussi. Un roman, on va être à du 3,50 \$ la page. Ici, on va être à 17 ou 18 \$ la page. Parce que c'est plus compliqué. Parce qu'il y a des notes de bas de page, des tableaux, des figures à placer. Après ça, il y a tout le travail d'édition qui est long. Repasser à travers tout l'appareil critique. On vérifie les

¹ Ndt : fournie à l'origine en anglais

notes, on vérifie la conformité avec la bibliographie, etc. C'est beaucoup plus long. C'est vraiment du temps. (éditeur spécialisé)

Il estime que les coûts directement imputables à la production d'un titre, hors impression, sont souvent de l'ordre de **8 000 \$**, contre rarement plus de 4 000 \$ pour un roman. Le tirage des essais varie de 5 à 700 unités pour les essais, contre 2 à 3 000 pour les fictions. Chez deux autres éditeurs (un spécialisé et une presse), on arrive à des coûts de fabrication de **9-10 000 \$** par titre, incluant cette fois les frais d'impression et de traitement numérique.

On parle bien ici des coûts de fabrication, c'est à dire des coûts directement imputables à la production du livre (édition, coordination du projet, révision, mise en page).

Ithaka S+R a fait paraître en 2016 une vaste étude très complète sur les coûts auxquels font face les presses universitaires américaines pour publier leurs monographies (Maron et al., 2016). L'analyse a concerné 20 presses et la publication de 382 ouvrages durant l'année fiscale 2014. L'APUC/ACUP nous a confirmé que les montants et la structures des coûts documentés dans l'étude pouvaient de manière réaliste être appliqués à la situation des presses canadiennes.

Selon l'étude d'Ithaka, convertis en dollars canadien¹, les coûts de production directs, hors coûts liés à l'imprimé², c'est-à-dire les *Staff and Direct Costs* dont on a aux fins de comparaison également ôté les coûts de marketing, sont en moyenne de **16 800 \$** pour les éditeurs auxquels on peut assimiler les presses canadiennes³. Les coûts directs sont cependant très variables. Ils vont, en dollars canadien et incluant les coûts de marketing, de 9 761 \$ pour un livre d'anthropologie (248 pages, 9 illustrations) à 125 585 \$ pour un livre d'archéologie (252 pages, 286 illustrations).

En Suisse, le coût moyen est estimé à **15 618 \$**, à quoi il faut ajouter 11 702 \$ pour la version imprimée, incluant la distribution et le marketing (Ferwerda et al., 2018b, p. 46).

En 2014, l'APUC/ACUP avait calculé, pour ses quatre plus grandes presses, un coût moyen de **16 135 \$** (5 285 pour l'évaluation/acquisition et 10 850 pour l'édition et le préparation du livre), ce qui est tout à fait cohérent avec les conclusions d'Ithaka (Association of Canadian University Presses, 2014, p. 19).

Quel que soit le calcul, les frais dépassent toujours « la subvention de publication de 8 000 \$ du PAES [qui] sert à payer les frais de publication⁴ ».

¹ Toutes les conversions ont été effectuées en 2018.

² Plus précisément : « *As the scope of the study does not include questions related to revenue, we did not capture the various costs that are triggered as a result of sales: royalty, distribution, sales, discounting, sales commissions, and so forth. Similarly, costs related to print production, warehousing fulfillment, and distribution were not captured. However, because even an entirely free digital file will require work and cost in order to go from publisher to its readership, we have included, where possible, costs related to distribution of and access to the file, including metadata creation, Search Engine Optimization (SEO), and e-promotion* » (Maron et al., 2016).

³ L'étude a classé les presses en quatre groupes selon des critères de revenus, du nombre de titres produits et de salariés. La majorité des presses canadiennes et les éditeurs rencontrés se classent dans le premier groupe, deux dans le deuxième et une dans le troisième.

⁴ <http://www.idees-ideas.ca/paes/editeurs> [page inexistante; disponible au <https://www.federationhss.ca/fr/paes/>]

Considérons maintenant l'ensemble des coûts, directs et indirects, c'est-à-dire les coûts de fabrication, d'impression, de promotion, de diffusion-distribution, les droits d'auteurs, les frais généraux de la maison d'édition. Rapportés au titre, l'une des presses que nous avons interrogées estime que l'ensemble des coûts, directs et indirects, est d'environ **30 000 \$**. APUC/ACUP avait obtenu la même moyenne en 2014 (**30 659 \$**). Dans les presses américaines de l'étude d'Ithaka, ces coûts sont en moyenne de **42 187 \$** canadiens.

Des coûts incompressibles

Ces coûts n'incluent pas les apports en nature (*in-kind*), dont bénéficient souvent les presses : locaux fournis par l'université, assistance IT, temps de travail non rémunéré du corps académique... Sans être négligeable, ils n'atteignent probablement pas les proportions du « *cheap labour* » et du travail gratuit avec lesquels les revues sont de plus en plus contraintes de fonctionner, étant donné les compressions budgétaires et la politique de libre accès, une situation que les éditeurs craignent beaucoup de devoir subir un jour.

Si le CRSH s'arrêtait deux minutes au lieu d'imposer une politique de libre accès comme ils l'ont fait aux revues, et consultait vraiment le milieu pour savoir ce qui se passe pour de vrai dans les direction de revues, ils s'apercevraient que les étudiants ne sont pas payés pour toutes les heures qu'ils font, que les professeurs sont de plus en plus difficiles à recruter pour diriger les revues parce qu'ils n'arrivent pas à obtenir de dégrèvement pour la tâche, parce qu'ils ce qu'ils font n'est pas reconnu, parce qu'ils font des heures incroyables pour gérer tout ça. Nos revues universitaires en ce moment, c'est du cheap labour. Tout simplement. Et tu le fais parce qu'ils tu y crois, tu le fais comme service à la communauté. [...] On enlève des revenus d'abonnement en imaginant que le cadre financier va se replacer comme par magie. [...] Et on se dirige vers ça pour le livre, on le sait tous que le CRSH va imposer le libre accès aux monographies bientôt, si pas la totalité, au moins pour un nombre x. (presse universitaire)

Or les coûts d'une maison d'édition ne sont pas ceux d'une revue. Premièrement, les coûts liés au marketing, à la vente et à la distributions sont bien plus élevés pour les livres (Jubb, 2017, paragr. 179; Kwan, 2011, p. 20), et cela, comme on l'a vu, y compris dans un environnement numérique. Ensuite, les standards de qualité et l'ensemble des tâches associées à la chaîne éditoriale, de l'acquisition des manuscrits à la diffusion en passant par l'organisation de leur révision par les pairs, ne peuvent pas être atteints en recourant à un travail étudiant ou à une direction composée de professeurs¹. L'édition de livre est un métier qui ne peut pas totalement s'internaliser dans le corps universitaire :

Dans ce domaine complexe qu'est l'édition savante, le personnel des presses universitaires doit posséder, un mélange de sens des affaires, de sens du marketing, d'aptitudes rédactionnelles, de sens de la conception de qualités relationnelles – un ensemble de talents que l'on ne trouve dans aucun autre secteur de l'université, y compris la bibliothèque, ce qui

¹ Sur le modèle économique des revues, voir l'étude réalisée par Érudit (Larivière et al, 2021) et par. L'étude souligne notamment l'importance du travail non rémunéré et le rôle des professeurs et des étudiants dans la production des revues savantes. Un autre rapport mettait également en évidence l'importance du travail réalisé à l'interne, et souvent bénévolement (Lefebvre, 2018). Ces deux études ont analysé la situation canadienne et se sont concentrées sur les revues francophones en SHS.

signifie que le personnel des presses doit se tourner vers l'extérieur de l'université pour se professionnaliser¹. (Bradley-St-Cyr, 2018, p. 147)

L'excellence et la gestion de la complexité ont un coût, largement incompressible :

Il n'y a qu'un nombre limité d'économies qui peuvent être réalisées en matière de réduction des coûts, de frais généraux et de personnel avant que la qualité d'une publication donnée ou d'un éditeur dans son ensemble ne soit compromise². (presse universitaire)

La nécessité de la dépense, qui participe à la qualité de la communication savante et donc à la création des savoirs, doit être reconnue, et financée.

La fable selon laquelle il est possible de maintenir des normes tout en faisant des coupes dans les pratiques d'un éditeur n'est vraie que du point de vue de la gestion, car elle ne tient pas compte de la valeur de ces normes dans la production de capital intellectuel³. (Nelson, 2018, p.167)

LES REVENUS

Les revenus des éditeurs sont de cinq types :

1. Les revenus de ventes,
2. Le support institutionnel dans le cas des presses universitaires,
3. La contribution des auteurs,
4. Les subventions, dont le PAES,
5. Les droits de reproduction.

Les ventes

On ne s'attardera pas longuement sur cette composante des revenus, les ventes de livres en SHS ayant déjà été évoquées dans le III^e partie du rapport. La conclusion en était que les livres universitaires se vendent assez peu et de moins en moins. Toutefois, les ventes ne sont pas nulles et continuent de participer à l'équilibre budgétaire recherché par les éditeurs. Faire du profit n'est pas le but des presses ni d'ailleurs de certains éditeurs spécialisés, qui fonctionnent souvent sous statut d'o.s.b.i. Si les presses adoptent les pratiques et les comportements des entreprises commerciales, c'est moins pour générer des revenus que pour éviter de générer trop de pertes :

Si une presse universitaire est gérée comme une entreprise, ce n'est pas parce qu'elle attend ou même espère faire de l'argent ; au contraire, c'est uniquement parce qu'elle s'efforce de ne pas devenir un véritable gouffre financier, ce qui menacerait certainement sa survie. Les coûts complets de la 'diffusion des résultats, ont toujours été supportés par les ventes – pas seulement aux bibliothèques universitaires et pas seulement au Canada – et sont donc rarement supportés par l'université seule⁴. (Bradley-St-Cyr, 2018, p. 147)

En effet, « la plupart des presses universitaires au Canada, mêmes celles qui fonctionnent dans le cadre d'un mandat de libre accès, travaillent sur la base d'un

¹ Ndt : fournie à l'origine en anglais

² Ndt : fournie à l'origine en anglais

³ Ndt : fournie à l'origine en anglais

⁴ Ndt : fournie à l'origine en anglais

recouvrement des coûts au moins partiel, bien que ces attentes variant d'un établissement à l'autre¹ » (Quinn et Innerd, 2018, p. 159). Les revenus des ventes couvrent une part de moins en moins grande des coûts, obligeant les éditeurs, à fonder leur équilibre budgétaire sur toutes sortes d'autres sources de revenus.

Les ventes de la plupart des monographies savantes représentent une proportion décroissante des recettes nécessaires pour qu'une publication donnée, ou pour qu'une presse dans son ensemble puisse fonctionner de manière fiable sur la base du seuil de rentabilité. [...] l'argent perdu doit être compensé par d'autres sources de financement – qu'il s'agisse d'un engagement accru des institutions mères, d'une collecte intensive de fonds ou de subventions, que ce soit pour chaque projet individuel, pour une série de livres ou pour l'opération dans son ensemble. Par ailleurs, certaines presses se lanceront dans d'autres activités génératrices de revenus pour subventionner leur programme d'édition savante (services d'édition, une série de publications plus axées sur le marché en dehors du mandat savant, publication et vente d'ouvrage de référence, etc.)². (presse universitaire)

Nous n'avons eu accès qu'aux chiffres de trois éditeurs : une presse, deux maisons d'édition spécialisées dans les essais en SHS. On a aucune idée certitudes quant à leur représentativité, mais les différences dans la contribution des ventes aux revenus sont éloquentes :

- Presse universitaire (2014-2017) : 50 %,
- Éditeur spécialisé (2005-2017) : 51 %,
- Éditeur spécialisé qui a une collection fiction (2005-2017) : 73 %.

Le soutien institutionnel

Les presses reçoivent de leur université mère du soutien sous deux formes :

- Une enveloppe de fonctionnement
- Du support en nature (locaux, soutien administratif, soutien TI...).

Il est difficile de chiffrer ce soutien. À l'Université Wilfrid-Laurier, en 2014, avant la fusion des presses avec la bibliothèque en 2015, l'université contribuait à 24,7 % des revenus totaux, soit une enveloppe de 400 000 \$ environ (Quinn et Innerd, 2018, p. 154).

Athabasca University Press, qui publie en libre accès uniquement, déclare recevoir 60 % de son financement de son université (Fast, 2018). Dans la seule presse, qui a bien voulu nous faire parvenir ses chiffres, le soutien de l'université représente 15 % de ses revenus (2014-2017, 197 500 \$ en moyenne), il est jugé comme indispensable par son directeur :

Oui, je reçois une importante enveloppe de l'université. Encore là, si je ne l'avais pas, je fermerais la porte. En tout cas je ne pourrais pas publier 40 livres par année. Il faudrait que je mette au moins deux employés à la porte, si pas plus. Ça décimerait mon équipe. Là, on est 7 à temps plein. (presse universitaire)

¹ Ndt : fournie à l'origine en anglais

² Ndt : fournie à l'origine en anglais

Ce support institutionnel est essentiel pour enlever aux presses au moins une part des pressions commerciales telles qu'elles s'exercent sur les éditeurs indépendants des universités. Pour ces derniers, la position des presses est privilégiée :

On n'a pas de financement externe autre que la vente de nos livres ou le financement direct qu'on reçoit. [...] Eux, ils sont dans les locaux de l'université qu'ils louent à un prix très modique. Ils bénéficient d'un tas de services de l'université : services de reproduction, l'Internet, la comptabilité, les services de paie... Ça n'a l'air de rien, mais c'est quand même quelque chose. Ils ont quand même une pression financière beaucoup moindre. [...] Ils ne jouent pas avec les mêmes règles du jeu, on va dire ça comme ça. (éditeur spécialisé)

Mais c'est précisément l'intérêt du financement institutionnel - et des financements directement liés à la recherche -, de permettre aux livres savants d'exister en dehors des considérations commerciales et aux presses de ne pas devoir fonctionner comme des centres de revenus ni même comme des entités autosuffisantes. Ce soutien est une reconnaissance des presses comme un service à la communauté intellectuelle et comme composante de l'infrastructure de la recherche.

Le financement et l'existence même des presses est pourtant remis en cause. Les presses de l'Université Laurier (WLU Press) ont fait l'expérience de la tension entre la vision managériale de l'université et la vision plus holistique de la recherche comme un ensemble d'acteurs et de responsabilités partagées :

D'un côté, il y a la position représentée par la recommandation du PIGR¹ (plan intégré des gestions des ressources), qui affirme que la presse universitaire 'n'est pas essentielle à la vision et à la mission de l'université'. L'autre est un appel à reconnaître la responsabilité des universités à s'engager de manière substantielle dans la diffusion des bourses [...] Ce débat suggère une question politiquement impopulaire dans un climat d'austérité économique : il ne s'agit pas de savoir si les presses universitaires devraient être financièrement viables de manière indépendante, mais si l'on devrait s'attendre à ce qu'elles le soient². (Quinn et Innerd, 2018, p. 159, nous soulignons)

Alors que certaines presses sont menacées de disparition, d'autres se créent avec le soutien de leur institution. Ainsi Concordia a-t-elle créé ses presses en 2016, sous l'impulsion de la bibliothèque à laquelle les presses sont d'ailleurs intégrées. Elles publieront des livres en accès libre doublés d'une version imprimée, distribuée dans les circuits habituels³. La création des presses répond à une volonté de Concordia de prendre part à l'entreprise de diffusion des savoirs, mais aussi à la volonté de créer une forme de diffusion qui réponde adéquatement aux changements emportés par la technologie, les pressions économiques et les réflexions éthiques sur l'ouverture de l'accès aux savoirs : « *Concordia University Press cherche à mettre en pratique la*

¹ « The institutional context leading up to the library–press merger was that from 2012 to 2014, Laurier undertook an extensive program of prioritization, locally labelled Integrated Planning and Resource Management (IPRM), based on Robert C. Dickeson's methodology outlined in his book *Prioritizing Academic Programs and Services*. The university also publicly stated that, like many Ontario universities, it faced a budgetary crisis in 2015, with a projected \$25 million deficit on its overall annual operating budget of over \$200 million. [...] These factors contributed to the decision by university administration to phase out fully the press's institutional subsidy [...] » (Quinn et Innerd, 2018, p. 154).

² Ndt : fournie à l'origine en anglais

³ La distribution et la promotion seront assurées par UBC Press, <https://www.concordia.ca/press/about.html>, consulté le 17 janv. 2022.

première phrase de la déclaration de Budapest de 2022 sur le libre accès : 'Une vieille tradition et une nouvelle technologie ont convergé pour rendre possible un bien public sans précédent'¹ » (Little, 2018, p. 217).

On peut aussi noter la création des University of Regina Press en 2013 et Athabasca University Press en 2007.

La contribution des auteurs

Le principe de contribution des auteurs au financement de leur ouvrage ne semble pas aussi systématique que les APC (*article processing charges*) de certaines revues, mais il existe et représente un apport non négligeable à l'équilibre économique des éditeurs, des presses en particulier. Pour les trois éditeurs dont nous avons les données financières, la contribution des auteurs à leurs revenus est la suivante :

- Presse universitaire (2014-2017) : 13 %,
- Éditeur spécialisé (2005-2017) : 0,20 %,
- Éditeur spécialisé qui a une collection fiction (2005-2017) : 0,92 %.

Si un auteur ne veut pas soumettre son livre au concours du PAES - la plupart du temps pour des questions de délais de publication - ou si son livre n'obtient pas la subvention, il est invité à trouver du financement dans ses fonds de recherche ou auprès de son département. Ce qui donne parfois lieu à des montages financiers compliqués et des retards de publication « *tandis que l'auteur et l'éditeur se consacrent à la collecte de fonds auprès d'autres sources² » (presse universitaire).*

Parfois, on a des ouvrages qu'on a acceptés, qu'on a hâte de publier mais avec lesquels on ne peut pas aller de l'avant parce qu'on n'a pas le financement minimal. Donc c'est quand même une condition à la publication? C'est sûr. Sinon je fais faillite demain matin! C'est ça la particularité des presses universitaires, c'est de publier des trucs qui ne sont pas rentables. Il faut que les coûts soient absorbés avant la publication. (presse universitaire)

On peut s'étonner de cette pratique qui semble contrevenir au 6^e point des critères d'admissibilité des éditeurs au PAES selon lequel : « Les éditeurs qui exigent que les auteurs défraient les coûts d'édition ou encore contribuent financièrement à sa production ne sont pas admissibles aux subventions du PAES.³ »

Chez autres éditeurs, la pratique est moins courante : « *S'il y du financement attaché, tant mieux, mais je ne demanderai jamais du financement. C'est pas du tout dans nos pratiques » (éditeur spécialisé).* Chez un autre éditeur spécialisé, la contribution est négociée au cas par cas « *pour éviter de devoir vendre les livres à un prix de fou* », par exemple quand l'auteur souhaite ajouter de la couleur ou des illustrations à son ouvrage ou pour organiser un lancement plus événementiel. C'est le principe adopté par un

¹ Ndt : fournie à l'origine en anglais

² Ndt : fournie à l'origine en anglais

³ Critères d'admissibilité des éditeurs au PAES, <https://www.federationhss.ca/sites/default/files/2021-08/aspp-eligibility-criteria-publishers-fr-2021.pdf>, consulté le 17 janv. 2022.

éditeur comme Open Books Publisher en Grande-Bretagne : pas de BPC (*book processing charges*) conditionnant le libre accès, mais si l'ouvrage n'est pas « *dans un état convenant à la publication*¹ », le travail requis pour finaliser le manuscrit est à charge de l'auteur. À sa charge également les coûts liés à la préparation des images et des tableaux².

La pratique d'une contribution des auteurs à l'édition n'est pas choquante en soi. Il faut bien que la recherche soit diffusée, il est parfaitement logique que le financement de la recherche couvre le financement de sa diffusion. Par ailleurs, contributions des auteurs ou BPC ne signifient pas édition à compte d'auteur, les livres sont soumis aux évaluations habituelles et les critères de qualités sont les mêmes. La pratique pose par contre les mêmes questionnements éthiques que ceux débattus dans les réflexions autour des APC (*article processing charges*). Appliqués systématiquement, les BPC ou les contributions aux coûts auront les mêmes conséquences que les APC, d'uniformiser la production et d'empêcher les plus jeunes chercheurs ou plus généralement les chercheurs non ou moins financés de se faire publier (Wright, 2018, p. 183).

Certaines presses en libre accès, c'est-à-dire ne publiant qu'en libre accès, incluent pourtant les BPC dans leur modèle économique. Par exemple, Luminos demandera une contribution de base de 7 500 \$ US et plus selon la complexité et la longueur de l'ouvrage ; Ubiquity Press de 3 780 à 5 920 £ ; UCL Press, 5 000 £. Les BPC des éditeurs établis (Cambridge University Press, Taylor & Francis, Palgrave) sont plus élevés, de 6 500 à 11 000 £ (Jubb, 2017, paragr. 356-357).

Les droits de reproduction

Les éditeurs anglophones ont partagé leurs inquiétudes vis-à-vis des effets produits par l'amendement de la Loi sur le droit d'auteur adopté en 2012, qui a ajouté, entre autres, l'éducation aux exceptions visées par la loi (art. 29) : « *L'utilisation équitable d'une œuvre ou de tout autre objet du droit d'auteur aux fins d'étude privée, de recherche, d'éducation, de parodie ou de satire ne constitue pas une violation du droit d'auteur*³. »

Des actions judiciaires sont actuellement en cours, dans lesquelles Access Copyright, la société de gestion collective des droits de reproduction pour le Canada à l'exception du Québec, tente d'exclure de « l'utilisation équitable » des œuvres aux fins d'enseignement. Au Québec, les éditeurs sont moins en prise avec l'application de l'exceptionnalité prévue par la loi. En 2014, toutes les universités - sauf Laval - ont renouvelé leur licence de reproduction avec Copibec, l'équivalent québécois d'Access Copyright.

Entre 2012 et 2017, Access Copyright a vu le montant des droits de reproduction provenant du secteur de l'éducation chuter de 89,1 %, et de 78,1 % tous secteurs

¹ Ndt : fournie à l'origine en anglais

² Open Books Publisher Author's Guide, p. 51-52, <https://www.openbookpublishers.com/shopimages/resources/OBP-Author-Guide.pdf>.

³ <http://lois.justice.gc.ca/fra/lois/C-42/page-9.html#h-26>, consulté le 10 sept. 2018.

confondus¹. Cette perte de revenus pour les éditeurs - et pour les auteurs qui perçoivent une partie des droits - a été clairement et plusieurs fois identifiée par nos répondants comme l'un des problèmes auxquels le livre est actuellement confronté.

Chez nos trois éditeurs - dont on ignore le caractère représentatif - les droits de reproduction représentent annuellement en moyenne entre 2,5 et 3 % des revenus. Le pourcentage est faible, mais constitue en valeur absolue un apport parfois appréciable :

- Presse universitaire (2014-2017) : 2,42 % (31 270 \$),
- Éditeur spécialisé (2005-2017) : 2,56 % (6 733 \$),
- Éditeur spécialisé qui a une collection fiction (2006-2017) : 3,17 % (30 257 \$).

Les subventions

Les subventions auxquelles les éditeurs de livres savants ont accès répondent à trois logiques différentes. Elles sont octroyées selon des critères :

- D'excellence scientifique (PAES),
- De contribution à la culture (ex. : Conseil des arts du Canada et conseils provinciaux),
- De performances commerciales (ex. : Fonds du livre, SODIMO).

À quoi s'ajoutent des aides plus ponctuelles, provenant parfois des mêmes organismes subventionnaires, liées à : des projets d'exportation, de numérisation ou de promotion, des aides à l'emploi et des crédits d'impôt - non accessibles aux organismes sans but lucratif, ce que sont plusieurs éditeurs.

Nous avons essayé de repérer de quelles subventions bénéficient les éditeurs qui ont été le plus soutenus par le PAES, à quoi nous avons ajouté des éditeurs moins soutenus, dont certains interrogés dans le cadre de ce rapport, afin de voir si les occasions de financement étaient les mêmes pour les uns et les autres (Tableau 13). Les éditeurs ont été regroupés selon leur type - presse, spécialisés, généralistes. Les informations proviennent : des sites des organismes de financement, des sites des éditeurs, des informations comptables communiquées par trois éditeurs et parfois des colophons d'ouvrage ; il est possible qu'elles soient incomplètes.

Bien que le PAES n'ait pas pour premier objectif de soutenir financièrement les éditeurs (le PAES soutient les livres), on l'a considéré comme une subvention puisqu'il constitue, de fait, une ressource structurelle non négligeable pour certaines maisons d'éditions (voir le nombre de titres financés dans le tableau ci-après et Tableau 14).

Note : Ce tableau établi en 2018, lors de la première version de ce rapport, n'a pas été mis à jour, ni les analyses qui suivent, car la révision des règles de subventionnement du Conseil des arts en 2018 – exclusion des essais – a probablement modifié la

¹ Rapport annuel 2017, p. 12, http://www.accesscopyright.ca/media/115217/access_2017ar.pdf.

structure de subventionnement de certains des éditeurs qui nous occupent. L'évaluation des conséquences de ce changement de politique dépasserait notre mandat.

Tableau 13 Organismes de subvention d'éditeurs ayant été soutenus par le PAES entre 2005 et 2017

	Savant	Culturel		Commercial	
	PAES (titres, n=2332)	Conseil des arts du Canada	Autres conseils des arts et fonds culturels*	Fonds du livre du Canada**	Fonds provinciaux* **
Presse					
University of Toronto Press	668	x	x	x	x
UBC Press	546	x	x	x	
McGill-Queen's University Press	521	x		x	
Wilfrid Laurier University Press	114	x	x	x	x
Presses de l'Université Laval	103	x		x	x
Presses de l'Université de Montréal	81	x		x	x
Presses de l'Université d'Ottawa	45	x	x	x	x
University of Alberta Press	37	x		x	x
University of Calgary Press	29	x		x	x
Athabasca University Press	9	x		x	x
University of Manitoba Press	9	x	x	x	
Éditeurs spécialisés					
Septentrion	17	x		x	
Fernwood Publishing	9	x		x	
Between the Lines	3	x	x	x	x
Remue-ménage	1	x	x	x	x
Éditeurs généralistes					
Boréal	21	x		x	x
XYZ	11	x		x	
Fides	10	x		x	

*Ex. : Manitoba Arts Council, Ontario Arts Council. **Qui dépend du ministère du Patrimoine canadien et dont fait partie le fonds Livre Canada Books, responsable notamment du « Programme d'aide à la

commercialisation des droits à l'étranger ». ***Ex. : Alberta Media Fund, Société de développement des entreprises culturelles (SODEC, Québec), Société de développement de l'industrie des médias de l'Ontario/Ontario Media Development Corporation (SODIMO/OMDC), Nova Scotia Creative Industries Fund.

Source : Sites des organismes de financement, sites des éditeurs, informations comptables fournies par les éditeurs, colophons.

On constate que l'ensemble des éditeurs reçoit du financement du Conseil des arts du Canada et du Fonds du livre du Canada, les deux grands organismes de financement fédéraux. Ces subventions ne sont pas spécifiques au domaine des SHS, ce qui constitue une menace pour l'édition savante et pour l'essai en général qui sont à la merci des changements de politique et des critères d'évaluation mal adaptés aux réalités de leurs marchés.

Le Conseil des arts juge les éditeurs sur base de la qualité de leur programmation éditoriale et de sa congruence avec son mandat de soutien des arts. Quant au Fonds du livre, financé par Patrimoine Canada, son objectif étant de consolider l'industrie du livre, elle soutient l'éditeur sur base de son chiffre d'affaires : plus il vend de livres (écrits par des auteurs canadiens), plus sa subvention sera importante.

Cette complémentarité des critères d'évaluation - qualitatif d'un côté, commercial de l'autre - assure aux éditeurs une répartition équilibrée des aides fédérales, entre les éditeurs à vocation culturelle, dont font partie les presses et autres éditeurs d'essais, et ceux à vocation plus commerciale. Ou plutôt assurait, jusqu'à ce que l'équilibre se rompe suite à la nouvelle programmation du Conseil des arts dont les effets devraient se faire sentir à partir de 2019.

Le Fonds du livre se base sur le chiffre d'affaires, or le livre savant ne se vend pas... Ce n'est pas avec nos chiffres d'affaires qu'on va aller chercher de l'argent au Fonds du livre. [...] Le Fonds du livre et le Conseil des arts s'équilibraient. On avait d'un côté le Conseil des arts qui aidait les maisons d'édition qui ne vendaient pas beaucoup et de l'autre le Fonds du livre qui aidait les grosses maisons d'édition commerciales, qui ne touchaient pas du Conseil des arts généralement. Et là, le Conseil des arts vient de rompre l'équilibre. On a des petites maisons qui ne recevront plus du Conseil des arts, mais qui ne recevront pas du Fonds du livre pour autant. (éditeur spécialisé)

Le Conseil des arts a en effet, en 2017, repensé sa programmation pour la centrer sur le soutien des arts et de la diversité, resserrant au passage sa définition de ce qui contribue à « *l'excellence et la vitalité de la littérature canadienne*¹ » : les essais non littéraires sont désormais explicitement exclus des œuvres qu'il soutient.

En 2014-2015, dernière année pour laquelle le Fonds du livre du Canada a publié ses chiffres, les éditeurs déjà cités ont reçu des trois grandes sources les montants indiqués dans le tableau suivant (Tableau 13) :

¹ <https://conseildesarts.ca/financement/subventions/guide/presenter-une-demande-de-subvention/champs-de-pratique>

Tableau 14 - Principales subventions d'éditeurs soutenus par le PAES (année 2014-2015)

	PAES		Fonds du livre du Canada (programme Soutien aux éditeurs)	Conseil des arts (programme Subvention globale)
	Titres (n=185)	Montant		
PresSES				
University of Toronto Press	55	\$440 000	\$419 896	\$126 200
McGill-Queen’s University Press	43	\$344 000	\$275 031	\$169 700
UBC Press	38	\$304 000	\$218 168	\$127 800
Presses de l’Université de Montréal	14	\$112 000	\$111 312	\$60 800
Wilfrid Laurier University Press	8	\$64 000	\$117 924	\$68 800
University of Alberta Press	6	\$48 000	\$89 541	\$73 200
Presses de l’Université Laval	5	\$40 000	\$174 094	\$51 800
Athabasca University Press	3	\$24 000	\$22 760	—
University of Calgary Press	1	\$8 000	\$25 786	\$26 900
University of Manitoba Press	1	\$8 000	\$43 862	\$67 300
Presses de l’Université d’Ottawa	0	—	\$50 560	\$43 200
Éditeurs spécialisés				
Septentrion	2	\$16 000	\$101 854	\$88 300
Fernwood Publishing	0	—	\$16 758	\$46 900
Between the Lines	0	—	\$41 762	\$56 000
Remue-ménage	1	\$8 000	\$21 508	\$45 000
Éditeurs généralistes				
Boréal	1	\$8 000	\$225 678	\$123 200
XYZ	0	—	\$97 178	\$74 300
Fides	0	—	\$162 221	\$57 200

Source : <http://canada.pch.gc.ca/fra/1450356457855> et <http://conseildesarts.ca/a-propos/responsabilite-publique/divulgate-proactive/beneficiaires-de-subventions>

Chez nos trois éditeurs, les trois grandes sources de financement interviennent dans leurs revenus de la façon suivante, en pourcentage moyen annuel :

	PAES	Fonds du livre	Conseil des arts du Canada
• Presse universitaire (2014-2017) :	6,51 %	9,11 %	4,69 %
• Éditeur spécialisé (2005-2017) :	0,51 %	19,64 %	42,46 %
• Éditeur spécialisé qui a une collection fiction (2006-2017) :	0,92 %	10,54 %	9,18 %

Bien que les 4,69 % reçus de Conseil des arts par la presse universitaire puisse sembler faible, la perte de cette subvention –106 500 \$ pour l'exercice 2017-2018 – aurait des conséquences sur ses capacités de production : *« Si je perds le Conseil des arts, c'est un employé qui part [soit un septième de la main-d'œuvre]. Ce n'est pas plus compliqué que ça, c'est le salaire d'un employé. »*

Le PAES : entre subvention et prix

Comme on le disait, bien que cela ne soit pas sa vocation affichée, le PAES est de fait une subvention importante pour certains éditeurs. Pour cinq presses, le montant des PAES reçus en 2014-2015 est supérieur aux montants octroyés par le Fonds du livre ou le Conseil des arts du Canada (Tableau 14). Puisqu'on ignore le montant des ventes, du soutien institutionnel et des contributions des auteurs, on ne peut pas juger de l'intensité de la dépendance au programme des presses qui reçoivent un nombre élevé du PAES, et particulièrement du *Big Three* UBC-McGill Queen-UTP (Tableau 13), mais on peut constater que le CRSH les finance indirectement.

Ce faisant, le CRSH finance-t-il globalement et équitablement le livre savant canadien ou subventionne-t-il quelques éditeurs de livres savants? Autrement dit, la distribution des PAES reflète-t-elle la structure du milieu de l'édition savante canadienne ou le programme privilégie-t-il - peut-être malgré lui - certains éditeurs? Il faudrait pour le savoir connaître la participation qualitative et quantitative de chaque éditeur au marché. Des données dont on a vu qu'elles sont en l'état impossibles à rassembler.

Au mieux, avec toutes les erreurs de comptage liées au « bricolage » des données, on peut *estimer* la proportion de titres financés par le PAES par rapport à la production globale des éditeurs déjà observés dans les précédents tableaux. L'estimation des titres financés provient : du catalogue Voilà de BAC, des données fournies par les éditeurs, des catalogues des éditeurs. On a considéré la période 2008-2019 qui semblait la plus complète dans Voilà. Les éditeurs généralistes ont été omis de l'estimation, la part des essais dans leur catalogue étant trop faible pour que le ratio production/PAES ait un sens.

Tableau 15 - Part de la production estimée soutenue par le PAES (2008-2019)

	Titres financés par le PAES (n=1980)	Titres publiés	PAES / titres publiés
Presses			
University of Toronto Press	635	2057	31%
UBC Press	516	648	80%
McGill-Queen's University Press	509	1235	41%
Wilfrid Laurier University Press	102	316	32%
Presses de l'Université de Montréal	98	409	24%
Presses de l'Université Laval	88	1363	6%
Presses de l'Université d'Ottawa	51	231	22%
University of Alberta Press	41	99	41%
University of Calgary Press	26	140	19%
Pontifical Institute of Mediaeval Studies	21	111	19%
University of Manitoba Press	19	181	10%
Athabasca University Press	13	188	7%
Éditeurs spécialisés			
Septentrion	12	418	3%
Fernwood Publishing	11	407	3%
Between the Lines	3	101	3%
Remue-ménage	1	126	1%

Source : Estimation d'après les notices des livres détenus par BAC dans le catalogue Voilà, les données fournies par les éditeurs et leurs catalogues.

Sous toute réserve que les données de production soient réalistes, le Tableau 15 laisse bien voir que, pour plusieurs presses universitaires, le PAES revêt une importance considérable. Il laisse également voir que ce taux de financement est très variable entre les presses. Ainsi le PAES soutient-il 80 % de la production estimée de UBC Press et seulement 6 % de celle des Presses de l'Université Laval.

En 2014, l'ACUP/APUC avait calculé que ses membres bénéficiaient d'un taux de financement moyen de 41 % de ses titres (chiffres valables pour 10 presses, anglophones seulement, entre 2009 et 2013). Elle avait aussi calculé que le PAES avait fourni à ces mêmes presses 34 et 37 % de leurs revenus en 2012 et 2013 (Association of Canadian University Presses, 2014, p. 21).

Chez les quatre éditeurs spécialisés dans la publication d'essais, ce taux ne dépasse pas les 3 %. Comme on le voit bien dans le Tableau 14, chez eux les montants provenant du PAES sont anecdotiques par rapport à d'autres ressources. On est chez

ces éditeurs vraiment dans un financement qui profite directement à un projet particulier de publication, non à l'éditeur plus globalement ; ces éditeurs soumettent d'ailleurs peu de livres au concours (voir Tableau 7). Interrogés sur cette désaffection, ils ont avancé, en les regrettant, les raisons suivantes :

- Le manque de ressources administratives pour préparer les dossiers et organiser la révision par les pairs (qu'ils ne font pas faire systématiquement), même s'ils reconnaissent que le processus pourrait difficilement être simplifié :

Il faut comprendre que, dans les maisons d'édition indépendantes, [...] on n'a pas de financement externe autre que la vente de nos livres ou le financement direct qu'on reçoit. Ce que je veux dire, c'est que, dans les universités, ils ont du personnel de gestion, administratif. Nous, l'administratif, c'est le dernier poste où on veut engager. Pour moi, engager quelqu'un à l'administration, je vois ça comme une perte. [...] Les presses et nous, on ne joue pas avec les mêmes règles du jeu, on va dire ça comme ça. (éditeur spécialisé)

- Le sentiment que leur programmation éditoriale et la facture qu'ils donnent au livre n'est pas suffisamment conforme aux attentes du programme :

Il y a de titres, même s'il y a une recherche derrière, ils vont trouver que c'est plus grand public. J'ai l'impression que dans leur tête, c'est aussi pour alimenter la recherche. Le premier public doit être un public universitaire, j'ai l'impression. (éditeur spécialisé)

- Les délais engendrés par le processus, peu compatibles avec une programmation éditoriale qui se veut réactive, en phase avec l'actualité.
- La possibilité de compter sur les revenus de collections ou d'ouvrages plus commerciaux pour financer les essais.

Ils choisiront de mettre au concours des ouvrages dont l'intérêt est évident mais dont ils savent qu'ils seraient édités à perte faute de financement :

Notre critère de soumission au PAES est que le livre apporte une contribution importante à l'érudition, mais qu'il s'agisse d'un texte savant destiné à un public d'étudiants diplômés ou de professeurs ou qu'il sera principalement acheté par des bibliothèques. En bref, le livre apporte une contribution importante mais se vendra à relativement peu d'exemplaires¹. (éditeur spécialisé)

Le Conseil des arts : les essais orphelins

On a vu que la révision du programme du Conseil des arts entrée en vigueur en 2017 menace de rompre un équilibre entre la subvention du Fonds du livre basée sur des critères de chiffre d'affaires et celle du Conseil basée sur des critères qualitatifs. Alors que le Conseil a bénéficié d'un refinancement majeur, pour lequel les éditeurs se sont beaucoup battus, certains d'entre eux se retrouvent en situation de voir une partie plus ou moins importante de leur catalogue à présent non finançable, en raison d'une redéfinition beaucoup plus restrictive des éditeurs et des ouvrages admissibles. Le mandat du Conseil des arts est « de favoriser et de promouvoir l'étude et la diffusion des

¹ Ndt : fournie à l'origine en anglais

arts ainsi que la production d'œuvres d'art¹ » et non de soutenir la culture en général. Les éditeurs à présent visés par le programme sont par conséquent les « éditeurs littéraires », c'est-à-dire « les éditeurs canadiens de livres et de revues littéraires qui sont engagés dans le développement et la promotion des écrivains littéraires canadiens² ».

Le Conseil, du moins avant la révision, calculait le montant de la subvention en fonction des coûts de production réels associés à une liste de titres fournie par l'éditeur, au sein de laquelle le Conseil retenait les titres admissibles. La dotation était également pondérée en fonction de la qualité globale de la programmation éditoriale. La formule exacte est « *toujours restée secrète [...], mais il reste que ça semblait égal. Les plus gros éditeurs recevaient un peu plus, les plus petits un peu moins, grosso modo c'était proportionnel* » (éditeur spécialisé). Le Conseil des arts finançait habituellement les essais à moins qu'ils n'aient bénéficié du soutien du PAES, ceux-là étaient automatiquement exclus du calcul.

Les éditeurs déplorent l'opacité entourant les nouveaux modes de calcul et surtout la définition beaucoup plus restrictive des ouvrages que le Conseil voudra bien considérer. Il est en effet clairement précisé que « le Conseil des arts ne soutient pas les œuvres à caractère académique ou universitaire³ » et que les essais admissibles se limitent aux « essais littéraires », lesquels doivent répondre à la définition suivante :

Pour la catégorie essai littéraire, l'œuvre doit présenter un texte réflexif où le point de vue et l'opinion de l'auteur sont dominants. Les essais admissibles ont recours à un style littéraire et aux techniques propres aux genres narratifs. Ils doivent contribuer de façon marquée à la littérature, à l'appréciation des œuvres d'artistes ou d'auteurs canadiens ou encore à la connaissance des arts⁴.

Le Conseil précise encore que ne sont pas considérés comme des essais littéraires, notamment : « *les livres de référence et les publications universitaires, savantes ou pédagogiques [...], ainsi que les actes de colloques, à moins qu'ils ne représentent une contribution littéraire importante⁵* ».

Sont donc *de facto* exclus les essais relevant des sciences humaines et sociales - sauf peut-être des études littéraires -, qu'ils soient de caractère universitaire ou de facture plus grand public. Cette révision du programme dont les effets se feront sentir à partir de 2019 a été spontanément désignée comme très préoccupante par 6 des éditeurs avec lesquels nous nous sommes entretenus :

Les changements apportés au modèle de financement du conseil des arts du Canada, qui font en sorte que le programme ne considère plus les œuvres de non-fiction admissibles ayant un lien quelconque avec le CRSH (que la publication soit financée directement ou non) ou les

¹ <https://conseildesarts.ca/a-propos>, consulté le 12 septembre 2018.

² <https://conseildesarts.ca/financement/subventions/appuyer-la-pratique-artistique/editeurs-litteraires>, consulté le 12 septembre 2018.

³ <https://conseildesarts.ca/financement/subventions/guide/presenter-une-demande-de-subvention/champs-de-pratique>

⁴ <https://conseildesarts.ca/glossaire/essai-litteraire>, consulté le 12 septembre 2018.

⁵ *Id.*

conventions savantes comme une méthodologie, augmentent ces pressions financières¹. (presse universitaire)

La préoccupation est d'ordre financière, mais plus fondamentalement elle est aussi d'ordre intellectuel. Les éditeurs voient en effet les nouveaux critères du Conseil des arts comme une forme d'ingérence éditoriale et un risque d'appauvrissement culturel pour la société canadienne² :

Le nouveau modèle de financement du conseil des arts, il n'y a plus de lien entre la production et la subvention, c'est à la tête du client. [...] Il faut être multiculturel, favoriser la diversité... en gros il faut être libéral canadien. [...] Le danger du Conseil des arts aujourd'hui, c'est carrément de l'ingérence éditoriale. Ils nous disent quoi publier. (éditeur spécialisé)

Nous, on le sait que certains de nos titres avec le nouveau programme vont d'office être hors du financement du Conseil. [...] on va devoir restreindre le nombre de titres appartenant à cette catégorie-là. [...] Ça part d'un bon sentiment [de favoriser le multiculturalisme et la diversité], mais ça oriente les choix des éditeurs. (éditeur spécialisé)

Les éditeurs d'essais non littéraires, désormais orphelins de subvention, ont pensé se tourner vers le PAES qui constitue désormais la seule occasion de financement qui ne soit pas fondée sur la performance commerciale. L'inquiétude est grande chez tous les éditeurs qui en appellent à la responsabilité politique et à la création de nouveaux outils de financement :

Ce qui se passe au Conseil des arts est une aberration. Je sais que ce n'est pas le problème du CRSH ni le problème de la Fédération, mais il faut bien qu'à un moment donné qqn se rende compte que c'est un problème. [...] Comme je le disais, je ne peux pas en vouloir au CRSH de ne pas s'occuper de ce dossier-là. Mais si le CRSH considère les presses comme des partenaires pour la diffusion de la recherche, il va falloir qu'il se rende compte que ce manque à gagner du Conseil des arts va avoir un impact significatif sur ses partenaires que sont les presses et qu'on ne pourra pas faire notre job. (éditeur universitaire)

Les conseils des arts provinciaux recensés (Manitoba Arts Council, Ontario Arts Council, Ontario Arts Council) n'ont jusqu'ici pas exclu les essais non littéraires de leur politique de soutien.

LE LIVRE SAVANT, PARENT PAUVRE DE L'ÉDITION ET DE LA RECHERCHE

L'édition savante est donc aux prises, d'une part, avec des coûts difficilement compressibles sans risquer d'altérer la qualité du travail éditorial et donc celle des livres et, d'autre part, avec des sources de revenus insuffisantes, fragiles et complexes à composer. Elle dépend largement des financements externes qui n'ont pas été pensés

¹ Ndt : fournie à l'origine en anglais

² Lire aussi : « Québec : sans subventions, quelles sciences sociales et humaines demain? », Nicolas Gary, *Actualité*, 10 sept. 2018, <https://www.actualite.com/article/monde-edition/quebec-sans-subventions-queelles-sciences-sociales-et-humaines-demain/90549> consulté le 12 septembre 2018.

pour la soutenir (Wright, 2018 : 181). Interrogé sur les défis auxquels l'édition savante fait actuellement face, un éditeur mentionnait ce problème exactement :

[...] moins de soutien aux titres de non-fiction par le biais du conseil des arts du Canada, soutien du Fonds du livre du Canada déterminé par les contributions aux ventes bien que certaines presses admissibles expérimentent des modèles de livraison qui ne produisent pas de revenus¹. (presse universitaire)

Les autres difficultés nommées étaient : la pression à la gratuité des contenus, la diminution des ventes aux bibliothèques et l'application trop libérale de la Loi sur le droit d'auteur. Cet éditeur a parfaitement pointé le problème qui se pose quand un domaine particulier de l'édition doit compter sur des subventions qui ne sont adaptées ni à sa production ni à son marché, c'est-à-dire à la manière dont le produit rejoint ses usagers.

Outre le problème de reconnaissance des contenus déjà évoqué à propos du Conseil des arts qui n'admet plus les essais non littéraires, d'autres critères qui déterminent l'admissibilité des maisons d'édition ou des ouvrages aux subventions sont problématiques pour les éditeurs de livres savants et pour les presses universitaires particulièrement. Par exemple :

- Le chiffre d'affaires réalisé par les ventes alors que les titres se vendent peu, voire pas du tout dans le cas des ouvrages en libre accès.
- Le versement de droits d'auteur, également problématique pour le libre accès mais aussi pour les ouvrages collectifs où les auteurs abandonnent leurs droits.
- La canadienité des auteurs (citoyens ou résidents permanents) alors que la canadienité du sujet pourra substantiellement contribuer à l'avancée des savoirs.
- Le tirage minimum du livre, qui peut être trop élevé par rapport aux espoirs de ventes et qui exclut la publication strictement numérique vers laquelle les éditeurs pourraient tendre.
- L'interdiction d'une contribution financière des auteurs à la publication, à laquelle les BPC pourraient être assimilés.

Face à ces exigences, deux réactions sont possibles, également problématiques : « désacadémiser » le plus possible sa programmation éditoriale en espérant mieux la vendre, avec des conséquences sur la recherche telle qu'elle se diffuse et se construit (Nelson, 2018, p. 167) ou, au contraire, abstraire le livre savant de toutes velléités commerciales pour gagner sur les frais de diffusion et de distribution et se couper ainsi d'un public et de revenus. La tentation de sortir le livre savant du marché conventionnel - commercial - est grande en considération de ses performances économiques (« personne n'en achète ») et des préoccupations éthiques et pragmatiques entourant son accessibilité (« un objet d'abord numérique »). Cela toutefois ne saurait se produire sans déséquilibrer complètement le modèle économique.

Les éditeurs en appellent avec raison à la prudence et à la responsabilité des organismes qui subventionnent la recherche, à la fois sur les politiques de libre accès qu'ils pourraient étendre aux livres « *en imaginant que le cadre financier va se replacer* »

¹ Ndt : fournie à l'origine en anglais

comme par magie » (presse universitaire) et sur le financement, largement oublié, de cette dernière étape de la recherche qu'est sa diffusion :

Le CRSH appuie tous les autres aspects du processus de recherche, mais semble désintéressé à l'égard de son exigence finale : la diffusion de cette recherche. Si le CRSH veut que la recherche financée par les fonds publics soit accessible au public, il doit appuyer cette dernière étape¹. (éditeur spécialisé)

Cet appel à la prudence et à la concertation a fait l'objet, en octobre 2019, d'une déclaration formelle de l'Association des presses universitaires canadiennes en réaction à la demande de « plan visant le virage au libre accès du PAES » que le CRSH – qui, rappelons-le, finance le PAES – aurait demandé à la Fédération des sciences humaines d'établir. L'objectif étant « le libre accès immédiat (sans embargo) pour l'ensemble des titres financés par le PAES, sans augmentation de l'enveloppe budgétaire » (APUC, 2019).

¹ Ndt : fournie à l'origine en anglais

IV. LA CONTRIBUTION DU PAES À L'ÉDITION SAVANTE CANADIENNE ET L'ÉVALUATION DU PAES PAR LES ÉDITEURS

Sur le plan qualitatif ou de l'impact, la contribution du PAES à la diffusion des savoirs canadiens est difficile à mesurer. Les livres dont la publication a été soutenue par le PAES sont-ils davantage cités par les chercheurs? Sont-ils plus souvent que d'autres récipiendaires de prix? Bénéficient-ils d'une réception critique et médiatique plus favorable? Sont-ils importants dans la carrière des chercheurs? Se vendent-ils mieux? Quelle est leur portée à l'international, en termes de ventes, d'usage, de traduction?

Répondre à ces questions exigerait de rassembler, analyser et comparer des données qui, d'une part, sont éparses et qui, d'autre part, devraient concerner à la fois les livres soutenus par le PAES et un groupe témoin, c'est-à-dire des livres non soutenus mais aux caractéristiques similaires. Soit un travail considérable que nous n'avons pas été en position d'accomplir dans les limites de cette étude. On a toutefois pu recueillir quelques éléments permettant d'éclairer, bien que fort mal, le succès des ouvrages du PAES auprès des chercheurs et du grand public.

On peut par contre tenter de cerner l'effet que le PAES a sur l'édition savante canadienne en sondant les éditeurs sur l'usage qu'ils font, ou ne font pas, du programme et sur la manière dont il influence leur production, au-delà des effets de sa contribution financière.

LES LIVRES SOUTENUS PAR LE PAES SONT-ILS CITÉS PAR LES CHERCHEURS?

Ils sont cités. Le sont-ils davantage ou moins que d'autres livres publiés par les mêmes éditeurs, le nombre de citation varie-t-il dans le temps? Les livres sont-ils cités surtout dans des journaux canadiens ou d'intérêt canadien? Il faudrait mettre en place un protocole d'analyse plus large et plus complexe pour se prononcer et effacer tous les biais, malheureusement trop ambitieux dans le cadre de ce rapport.

De manière brute, l'analyse des bibliographies du Web of Science¹ - avec les limites susmentionnées du corpus - nous apprend les livres soutenus par le PAES (1942 et 2016, 7 306 ouvrages) ont été l'objet de 52 974 citations.

- Le livre le plus cité a reçu 943 citations,
- 2 392 titres n'en ont reçu aucune, parmi lesquels des livres trop récents pour apparaître déjà dans les bibliographies ;

¹ Les citations sont captées lorsque les trois critères suivants sont remplis : année de la référence = année de publication du livre ; nom du premier auteur de la référence = nom du premier auteur du livre ; au moins un mot du titre se retrouve dans la référence.

- 896 livres ont reçu une seule citation, etc., de moins en moins de livres reçoivent de plus en plus de citations,

Le livre de très loin le plus cité (Table 16) est une traduction du philosophe français Paul Ricœur (*La Métaphore vive*, 1975). Avec ses 943 citations, ce livre, qui ne serait plus admissible au programme, nous dit au moins ce que signifie être un classique international, bibliométriquement parlant. Les livres canadiens parus à la même époque ne dépassent pas les 194 citations. Signe encourageant, deux livres relativement récents (2005 et 2007) apparaissent dans ce top 20.

Source : WoS. Extraction des données par Philippe Mongeon.

Tableau 16 - Les 20 livres financés par le PAES (1942-2016) les plus cités en 2018

Titre	N. Citations
Ricoeur, Paul (1977). <i>The Rule of Metaphor: Multidisciplinary Studies of the Creation of Meaning in Language</i> . University of Toronto Press	943
Pinkerton, Evelyn (1989). <i>Co-operative Management of Local Fisheries</i> . UBC Press	224
Johnston, R. (1992). <i>Letting the People Decide: History, Contingency, and Dynamics of Canadian Elections</i> . McGill-Queen's University Press	218
Valverde, Mariana (1991). <i>The Age of Light, Soap, and Water: Moral Reform in English Canada, 1885-1925</i> . University of Toronto Press	216
Hutcheon, Linda A.M. (1980). <i>Narcissistic Narrative: The Metafictional Paradox</i> . Wilfrid Laurier University Press	194
Van Kirk, S. (1980). 'Many Tender Ties': Women in Fur-Trade Society, 1670-1870. Watson & Dwyer	187
Berger, Carl (1970). <i>The Sense of Power: Studies in the Ideas of Canadian Imperialism, 1867-1914</i> . University of Toronto Press	173
Laurendeau, M. (1962). <i>La pensée causale : étude génétique et expérimentale</i> . Presses Universitaires de France	163
Goldie, Terry (1989). <i>Fear and Temptation: The Image of the Indigene in Canadian, Australian, and New Zealand Literatures</i> . McGill-Queen's University Press	162
Hollander, Samuel (1979). <i>The Economics of David Ricardo</i> . University of Toronto Press	154
McKay, Ian (1994). <i>The Quest of the Folk: Antimodernism and Cultural Selection in Twentieth-Century Nova Scotia</i> . McGill-Queen's University Press	154
Anderson, Kay J. (1991). <i>Vancouver's Chinatown: Racial Discourse in Canada, 1875-1980</i> . McGill-Queen's University Press	151
Shell, Marc (1978). <i>The Economy of Literature</i> . John Hopkins University Press	150
Hollander, Samuel (1973). <i>The Economics of Adam Smith</i> . University of Toronto Press	143
Suits, Bernard (1978). <i>The Grasshopper: Games, Life and Utopia</i> . University of Toronto Press	131
Cruikshank, Julie (2005). <i>Do Glaciers Listen? Local Knowledge, Colonial Encounters and Social Imagination</i> . UBC Press	131
Thobani, Sunera (2007). <i>Exalted Subjects: Studies in the Making of Race and Nation in Canada</i> . University of Toronto Press	129
Harris, Cole (2002). <i>Making Native Space: Colonialism, Resistance, and Reserves in British Columbia</i> . UBC Press	127
Christianson, Paul (1978). <i>Reformers and Babylon: English apocalyptic visions from the reformation to the eve of the civil war</i> . University of Toronto Press	125
Tanner, Adrian (1979). <i>Bringing Home Animals: Religious Ideology and Mode of Production of the Mistassini Cree Hunters</i> . Memorial University of Newfoundland	122

LES LIVRES SOUTENUS PAR LE PAES REJOignent-ILS LE GRAND PUBLIC?

Si on résume cette question à « le PAES finance-t-il des best-sellers? », la réponse est non. L'examen des palmarès de vente de livres de SHS (ou plus exactement des catégories de livres assimilées aux SHS¹) nous apprend que le PAES n'a pas financé d'ouvrages qui se seraient classés parmi les vingt meilleurs vendeurs. En tout cas pas entre 2006 et 2017 chez les détaillants affiliés à BookNet Canada :

- Aucun des livres soutenus par le PAES ne figure parmi les titres les plus vendus ;
- Cinq éditeurs ayant été financés par le PAES entre 2005 et 2017 sont toutefois présents dans les palmarès avec 10 titres :
 - 2 presses universitaires (4 best-sellers) :

¹ Sur les limites des données recueillies par BookNet Canada, voir la partie III.

- University of Regina Press (récipiendaire de 4 PAES dans la période) avec 3 best-sellers¹ et
 - UBC Press (546 PAES) avec 1 best-seller² ;
 - 2 presses généralistes (5 best-sellers) :
 - Hurtubise (6 PAES), 1 best-seller³,
 - ECW Press (2 PAES), 4 best-sellers⁴ ;
 - 1 éditeur spécialisé (avec 1 best-seller) : Septentrion (17 PAES), un titre paru dans la collection que l'éditeur réserve aux non-essais, étrangement classé dans la catégorie *literary criticism*⁵ ;
1. Parmi ces 10 titres, seul l'ouvrage publié par UBC Press aurait pu, semble-t-il, prétendre au PAES.

Les presses universitaires, bien sûr, défendent leur droit à ne pas se préoccuper des considérations de succès commercial, et même leur devoir de s'en affranchir pour mieux servir leur mission de spécialistes et de soutien à l'excellence scientifique :

[Un auteur vedette] est venu me voir avec un projet que X, son éditeur habituel [maison d'édition généraliste], a refusé parce que trop académique. Ils auraient pu dire oui et faire une demande de subvention au PAES. Et ils auraient dû, parce que moi le PAES je l'ai obtenu. Mais c'est que, même avec une subvention, ils jugent que c'est un livre qui ne sera pas rentable. C'est pour ça qu'ils n'en veulent pas. [...] C'est pour ça que le PAES existe, pour soutenir des ouvrages qui autrement ne pourraient jamais voir le jour. (presse universitaire)

En essayant toutefois et par ailleurs, comme l'explique le même éditeur, d'occuper le marché et de récupérer les auteurs prestigieux qui préféreront s'adresser à des éditeurs généralistes :

Par contre, une fois leur carrière est bien établie [...], beaucoup d'entre eux préfèrent au contraire pouvoir être pris chez un généraliste. D'une part parce que leurs travaux dans certains cas sont moins académiques, rendu à un certain stade. L'autre raison c'est que l'impact d'une maison d'édition comme X est plus significatif en termes de distribution, que ce soit ici ou en Europe. Et nous, on écope. Je suis en train de changer la donne un peu chez nous, mais le fait demeure. Je pense à des auteurs comme [liste de personnalités universitaires], qui vont aller voir X plutôt que de se tourner vers des presses. Et je les comprends, parce que la diffusion n'est pas du tout la même. (presse universitaire)

¹ Neal McLeod, *100 Days of Cree* (2016) ; Charlie Angus, *Children of the Broken Treaty: Canada's Lost Promise and One Girl's Dream* (2015) ; Harold Johnson, *Firewater: How Alcohol Is Killing My People (and Yours)* (2016).

² Sylvia McAdam (Saysewahum), *Nationhood Interrupted: Revitalizing nêhiyaw Legal* (2016).

³ *Bescherelle. L'art de conjuguer*, étrangement classé dans la catégorie *Social Science / Anthropology / Cultural & Social*.

⁴ Maude Barlow, *Boiling Point: Government Neglect, Corporate Abuse, and Canada's Water Crisis* (2016) ; Marilyn Simonds, *Gutenberg's Fingerprint: Paper, Pixels and the Lasting Impression of Books* (2017) ; Paul Cherry, *The Biker Trials: Bringing Down the Hells Angels* (2005) ; Harvey Brownstone, *Tug of War: A Judge's Verdict on Separation, Custody Battles, and the Bitter Realities of Family Court* (2009).

⁵ Caroline Allard, *Les Chroniques d'une mère indigne* (2007) publié dans la collection de l'éditeur dédiée aux non-essais.

LE PAES INFLUENCE-T-IL QUALITATIVEMENT LE PAYSAGE DE L'ÉDITION SAVANTE?

Au-delà de ses effets de subventionnement, on peut à un niveau moins macro, se demander quelle influence le PAES a sur la production des maisons d'édition et donc, *in fine*, livre par livre, sur l'édition savante canadienne. Cette question est liée à l'usage que les éditeurs font ou ne font pas du programme et à l'adéquation du programme avec leurs besoins. Sur quoi fondent-ils leur décision de recourir ou de ne pas recourir au PAES? Comment se plient-ils aux exigences du programme, ou plient-ils le programme à leurs besoins? Ses critères d'admissibilité façonnent-ils leur programmation éditoriale? Les refus les découragent-ils de publier certains titres? Enfin, en vertu de ses exigences et de son processus d'évaluation, le PAES a-t-il un effet sur la qualité des livres publiés?

Comment les éditeurs choisissent-ils de recourir ou non au PAES?

Comment les éditeurs décident-ils des titres qui seront soumis au PAES? Pourquoi ne soumettent-ils pas davantage de titres ou ne soumettent-ils pas de titres pourtant admissibles?

La question « Comment sélectionnez-vous les titres que vous soumettez au PAES » fait apparaître deux grandes attitudes :

1. La soumission systématique ou quasi systématique : tous les ouvrages conformes au mandat et aux critères d'admissibilité du PAES sont soumis dès lors que « *les rapports sont suffisamment définitifs dans leurs recommandations pour que ce processus puisse se dérouler sans heurts¹* » (presse universitaire). Autrement dit, tous les livres qui ont une chance d'obtenir le financement sont soumis.
2. La soumission par défaut de rentabilité attendue : sont soumis les ouvrages pour lesquels les espoirs de vente sont faibles, malgré leur grande qualité, en raison de leur caractère académique. Cette attitude est davantage du fait des éditeurs spécialisés.

Les raisons qui retiennent les éditeurs de recourir au programme sont plus nombreuses. Elles mettent en évidence les limites et les défauts du programme.

Le manque de ressources administratives

Bien que les éditeurs reconnaissent la simplicité du processus, il leur faut néanmoins dégager du temps pour préparer les soumissions et pour organiser la révision par les pairs si celle-ci n'est pas une étape habituelle de leur travail éditorial. L'estimation du temps requis par soumission va de 1 à 6 heures par dossier, dépendamment du projet.

¹ Ndt : fournie à l'origine en anglais

Et, selon un éditeur, environ 60 heures si on inclut le travail autour des évaluations - trouver les éditeurs, rassembler leurs avis, « coacher » l'auteur pour qu'il rédige sa réponse aux évaluations, voire les intègre au manuscrit. Quatre des 10 éditeurs interrogés (2 presses et 2 spécialisés) ont indiqué que le manque de ressources humaines les retenait de soumettre davantage de titres ou que le temps pris par la constitution des dossiers était un temps mal mis à profit.

[...] le processus de soumission titre-par-titre est démodé et le passage à une approche de subvention globale permettrait de libérer une quantité substantielle de temps créatif pour notre presse. Nous ne pouvons pas nous permettre d'ajouter de nouveaux membres du personnel, c'est pourquoi nous cherchons toujours des moyens de ne pas faire des activités non essentielles et de nous concentrer davantage sur les acteurs et les publics¹. (presse universitaire)

Le coût en temps du PAES constitue un premier argument en faveur d'une subvention globale, que la majorité des éditeurs réclament ou considèrent positivement.

La durée du processus

Quand l'éditeur se fie à son comité éditorial et non aux pairs pour juger de la qualité des ouvrages, le PAES ajoute un à un an et demi aux délais de publication. Pour les autres, le PAES ne les prolonge de manière substantielle - « *peut-être 3 mois de plus* » (éditeur universitaire), à moins que les rapports d'évaluation ne requièrent un important travail et des allers-retours entre l'auteur et l'évaluateur.

En conséquence de ces délais et de l'issue incertaine du concours :

- Il arrive que les auteurs demandent à l'éditeur de ne pas soumettre leur ouvrage au concours - et dans ce cas financer lui-même son livre,
- Ou que l'éditeur lui-même renonce à se tourner vers le PAES pour conserver la réactivité de sa production et l'actualité de sa planification éditoriale.

Plusieurs éditeurs ont également souligné les pertes de temps engendrée par l'obligation de se conformer aux règles instituées pour éviter les conflits d'intérêt, qui complique particulièrement le recrutement des évaluateurs dans les champs très spécialisés ou en milieu francophone où les bassins d'experts sont plus restreints.

Des évaluations et des avis non constructifs

La « mise aux normes des évaluations » - et parfois le recrutement des évaluateurs -, est la partie du processus la plus longue. Et pas forcément la plus utile. Des évaluations plus critiques font de meilleurs livres, mais compromettent la note finale attribuée au projet par le Comité des publications de la Fédération. Des évaluations unanimes mais moins constructives seront dès lors préférées. Deux presses ont fait exactement le même commentaire :

¹ Ndt : fournie à l'origine en anglais

Le plus grand facteur de temps pour nous est de travailler au dossier de révision que nous estimons satisfaisant pour le programme plutôt qu'à ce que nous pensons que le travail a besoin d'un point de vue éditorial¹. (presse universitaire)

Ce qui me déplaît dans l'actuel programme PAES, c'est qu'en tant qu'éditeur, je passe souvent moins de temps à m'inquiéter de la qualité des rapports d'évaluation par les pairs que je reçois et plus de temps à m'inquiéter de savoir si les rapports sont suffisamment positifs pour que le livre reçoive le PAES. Comme nous cherchons à produire les meilleurs livres à partir des manuscrits qui nous sont soumis, je préfère en fait un rapport plutôt critique². (presse universitaire)

Un autre éditeur se demande si, pour gagner du temps et pour ne pas ajouter l'insulte à la redondance, les rapports de thèse ne pourraient pas tenir lieu d'évaluation.

Il y a aussi le fait que c'est un peu... je dirais insultant, je vais dire ça comme ça. On a des manuscrits qui sont tirés de thèses de doctorat, qui sont déjà passés à travers tout un processus d'évaluation et on demande aux auteurs de recommencer... Ils sont écoeurés à un moment donné qu'on leur demande de se justifier encore. (éditeur spécialisé)

Enfin, il est regretté que l'avis du PAES intervienne si tard dans le processus et se prononce sur des livres achevés, venant hypothéquer le travail considérable déjà été investi, une situation jugée décourageant par l'auteur comme par l'éditeur.

Il arrive que des auteurs demandent à ne pas participer au programme car ils estiment que cela ajoute du temps au processus éditorial ; certains ont exprimé que le processus est souvent démoralisant car la décision de recevoir ou non un financement intervient très tard dans le cycle de développement d'une œuvre, ce qui signifie qu'un éditeur peut être en mesure de prendre une décision de publication éclairée jusqu'à ce que l'auteur et la presse aient investi des ressources considérables dans le projet³. (presse universitaire)

Deux éditeurs spécialisés ont presque renoncé à faire appel au concours pour cette raison précisément, parce que soumettant des manuscrits sur lesquels le travail éditorial n'était pas complètement finalisé, afin de ne pas travailler à fonds perdus, ils recevaient des évaluations négatives sur la forme, et partant des notes négatives de la Fédération.

J'avais été rencontrer une agente du PAES il y a 3 ou 4 ans et elle m'avait dit : « La grosse différence entre les livres francophones et les livres anglophones, c'est que les livres anglophones sont déjà prêts à être publiés. Alors que vous vous nous envoyez des manuscrits non travaillés. » Mais c'est ça le but de l'aide à l'édition, c'est qu'on ne fasse pas l'édition avant. Tu me demandes de payer pour un travail d'édition, si après je n'ai pas l'argent, je fais quoi? J'avais trouvé ça vraiment bizarre. [...] Il faudrait que dans le formulaire d'évaluation il soit clairement écrit « Ne faites pas de recommandations sur le travail d'édition. Concentrez-vous uniquement sur le contenu, sur la valeur du travail qu'on vous demande d'évaluer. (éditeur spécialisé)

Les évaluateurs suivent en ceci la politique du PAES. Il est en effet bien précisé que : « L'ouvrage doit être achevé avant de faire l'objet d'une demande de subvention du PAES⁴. » En jugeant des livres dans cet état d'achèvement, le PAES ne saurait réellement influencer la qualité des livres qu'il finance. Peut-être la Fédération devrait-

¹ Ndt : fournie à l'origine en anglais

² Ndt : fournie à l'origine en anglais

³ Ndt : fournie à l'origine en anglais

⁴ <http://www.idees-ideas.ca/paes/fag>, consulté le 14 sept. 2018 [page inexistante; disponible au <https://www.federationhss.ca/fr/paes>].

elle revoir cette exigence et demander aux évaluateurs de juger le fond et le potentiel de l'ouvrage, pas le travail éditorial encore à faire.

À vrai dire, l'objectif de la subvention manque de clarté. La Fédération devrait préciser à quoi est censée servir une subvention de publication qui n'est pas censée contribuer aux frais de publication liés au travail éditorial: « les subventions du PAES ont été élaborées en supposant que les éditeurs assument les coûts de correction de texte, de rédaction, de conception et de dessin¹ ».

Des évaluations conservatrices

Le processus d'évaluation est aussi critiqué pour son conservatisme, ou plutôt le conservatisme attendu par les éditeurs. Puisque les rapports d'évaluation doivent être très positifs pour obtenir la meilleure note possible du PAES, les éditeurs s'autocensurent dans les titres qu'ils soumettent.

Sur le plan éditorial, nous nous sommes souvent trouvés coincés entre la volonté de favoriser l'accessibilité de l'écriture et de l'approche et la perception d'un manque de rigueur savante, ce qui est une fausse dichotomie. Nous avons également hésité à mettre en avant des travaux révolutionnaires en termes de forme ou de méthodologie, car ces travaux sont souvent soumis à un processus de révision par les pairs difficiles, bien que profondément utile². (presse universitaire)

Il y a de titres, même s'il y a une recherche derrière, ils vont trouver que c'est plus grand public. J'ai l'impression que dans leur tête, c'est aussi pour alimenter la recherche. Le premier public doit être un public universitaire, j'ai l'impression. [...] C'est toujours notre ambition d'ailleurs, de déborder du public strictement universitaire. Ça fait partie de la mission de la maison et je pense que pour les auteurs ça fait partie de l'attrait de publier chez nous, même pour des universitaires. (éditeur spécialisé)

Les titres soumis au concours seront par conséquent les plus conformistes, non pas ceux les plus originaux, les plus innovants ou les plus polémiques dans leur forme et leurs contenus.

Un financement des traductions « ridicule »

Si les 8 000 \$ de soutien aux livres sont presque unanimement perçus comme insuffisants, le 12 000 \$ destiné aux traductions « *est loin de couvrir les coûts de la traduction*³ » (éditeur spécialisé) et suscite l'hilarité :

¹ Et plus précisément : « Les éditeurs admissibles doivent gérer et assurer l'exécution des révisions et changements de nature éditoriale. Les éditeurs doivent également assumer toute la responsabilité de la conception et de l'élaboration des livres, de la mise en page et de la production. Ces facteurs s'avèrent importants pour toute demande de subvention, compte tenu du fait que les subventions du PAES ont été élaborées en supposant que les éditeurs assument les coûts de correction de texte, de rédaction, de conception et de dessin », Critères d'admissibilité des éditeurs au PAES, art. 5, <https://www.idees-ideas.ca/sites/default/files/sites/default/uploads/aspp/aspp-eligibility-criteria-publishers-fr.pdf>, consulté le 14 sept. 2018 [page inexistante; disponible au <https://www.federationhss.ca/fr/paes>].

² Ndt : fournie à l'origine en anglais

³ Ndt : fournie à l'origine en anglais

Douze mille dollars pour une traduction, c'est une blague. Ça ne finance absolument rien. Parce que dans les faits, ça inclut le 8000 \$ pour la production du livre, donc il reste 4 000 pour la traduction. Mais traduire un livre universitaire de 300 pages ça coût 25 000\$. (éditeur universitaire)

Autrement dit, les projets de traduction ne sont soumis au PAES que si leur financement est sécurisé par ailleurs. Ceci explique peut-être pourquoi l'enveloppe prévue pour les traductions n'est pas vidée (voir Partie I, section Production). Cette indigence des moyens octroyés aux traductions et donc aux échanges d'idées entre les communautés linguistiques dans un pays bilingue est largement regrettée par les éditeurs.

Les projets non financés par le PAES sont-ils abandonnés?

Le PAES permet-il à certains titres d'exister, finance-t-il des livres qui n'auraient pas vu le jour sinon? Autrement dit : les éditeurs abandonnent-ils les projets de publication refusés par le PAES? La plupart du temps, non : le livre est publié malgré tout.

Non : la décision de publication précède le concours

Comme dit plus haut, les éditeurs ne soumettent que des livres dont ils jugent qu'ils ont toutes les chances de recevoir la plus haute note du comité de publication du PAES. D'autre part, l'avis du PAES intervient tard dans le processus éditorial, or les éditeurs ne veulent pas travailler à fonds perdus. Par conséquent « *Bien que nous respectons les décisions du PAES et de son comité de rédaction, nous ne soumettons au PAES que des projets que nous avons déjà l'intention de publier¹* » (presse universitaire).

Le PAES est ainsi moins une condition de publication liée à un projet particulier qu'un levier pour aller chercher du financement qui tombera dans les comptes généraux de l'éditeur.

Très rarement, et pour des raisons financières uniquement

Sur les 10 éditeurs interrogés, 4 nous ont dit être parfois, mais très rarement, contraints d'abandonner le projet. Soit que les moyens nécessaires à la publication n'ont pas été sécurisés en amont du processus, soit que les auteurs ne sont pas capables de trouver le financement requis. S'ils le font, tous l'ont bien souligné, « *c'est pour des raisons purement financières²* » (éditeur spécialisé) :

Je dirais que nous abandonnons environ 5 à 7 projets par an [sur une soixantaine de publications] faute d'obtenir une subvention du PAES. La première raison est d'ordre financier. Les marges sont trop étroites pour que nous puissions financer des bourses qui, mêmes si nous croyons fermement en leur qualité, ont un marché limité³. (presse universitaire)

¹ Ndt : fournie à l'origine en anglais

² Ndt : fournie à l'origine en anglais

³ Ndt : fournie à l'origine en anglais

Il apparaît que la conséquence d'un échec au PAES est beaucoup plus rarement un abandon du projet qu'un « *retard important dans la publication pendant que l'auteur et l'éditeur consacrent leur attention à la collecte de fonds auprès d'autres sources¹* » (presse universitaire).

LE PAES REND-IL LES LIVRES MEILLEURS, ET L'ÉDITION CANADIENNE?

À un niveau micro, c'est-à-dire sur le plan de la qualité des ouvrages financés, à la lumière des commentaires des éditeurs, on répondra que, non, le PAES ne rend pas les livres meilleurs : car la qualité du livre, semble-t-il, *précède* son passage par le processus du PAES.

Comme on l'a vu, les éditeurs soumettent au concours les titres qu'ils ont déjà prévu de publier et qu'ils publieront souvent, quel que soit l'avis du PAES. D'autre part, pour la plupart des éditeurs l'évaluation requise par le processus fait déjà partie du processus d'édition normal. Elle est systématique dans les presses universitaires, mais également largement organisée aussi chez les éditeurs spécialisés.

Dans une certaine mesure, le PAES est même perçu comme contre-productif sur le plan de la plus-value qualitative. En effet, on a vu que les évaluations sont formatées pour gagner le PAES et pas, comme le regrettent les éditeurs, pour améliorer l'ouvrage :

- Les évaluations positives sont recherchées alors que les lectures plus critiques améliorent le plus sensiblement la qualité du livre et sa réception par le public :

Cela permet d'éviter les problèmes découverts lors de l'édition, cela augmente la probabilité que le livre ait un impact dans son domaine, et souvent le livre reçoit des critiques plus positives et bénéficie d'un lectorat plus large lorsqu'un critique a pris le temps de vraiment défendre le futur lecteur du livre². (éditeur universitaire)

- Pour la même raison, les éditeurs soustraient au concours les livres plus originaux ou anticonformistes, qui pourront pourtant alimenter plus vivement la conversation savante et le débat public.

Interrogés directement sur les différences qualitatives entre les livres soutenus et non soutenus en termes de ventes domestiques et internationales, de demandes de traduction, de prix reçus, de couverture médiatique et de reconnaissance, les éditeurs répondent que les titres ne se comportent pas de manière significativement différente ou qu'il leur est impossible de se prononcer. Les livres semblent seulement faire mieux au niveau des récompenses qu'ils reçoivent : 4 éditeurs sur 8 disent qu'ils en gagnent plus, pour les autres c'est ni plus ni moins (3) ou impossible à dire (1). Toutefois, nous disait un éditeur, dans l'édition savante et au contraire de la fiction, les prix ne font pas le succès, si ce n'est d'estime pour l'auteur et l'éditeur : ils ne font aucune différence dans les ventes.

¹ Ndt : fournie à l'origine en anglais

² Ndt : fournie à l'origine en anglais

À la question « *Diriez-vous que le PAES fait une différence dans la qualité du livre? Que les livres sont meilleurs qu'ils ne l'auraient été sans passer par tout le processus*¹? », un seul - un éditeur spécialisé - a répondu que le processus aidait à améliorer la qualité des livres. Les autres ont répondu « non » ou « pas vraiment », la qualité reposant entièrement sur un travail exécuté à l'interne et s'appliquant à l'ensemble de la production de la maison d'édition, concours ou pas.

Je ne veux pas être impoli, mais le processus d'évaluation par les pairs est un processus interne et notre comité des publications est un comité difficile, donc la qualité des livres eux-mêmes est le résultat d'un travail interne, et elle ne bénéficie pas du classement excellent/très bon/bon donné par les jurys du PAES. Ces évaluations sont essentiellement des décisions de financement/de non-financement qui n'ajoutent rien à la qualité éditoriale des textes². (presse universitaire)

L'apport financier du PAES est par contre unanimement salué.

Sur le plan éditorial, je pense que notre presse exige des livres d'un niveau aussi élevé que celui du PAES. Nous menons notre examen par les pairs de manière à ce qu'il réponde aux critères du PAES, mais nous le faisons de manière indépendante. Il ne fait aucun doute que les livres qui passent par le processus du PAES est reçoivent la subvention bénéficient des résultats que cela produit : des valeurs de production élevées, des ressources pour une révision professionnelle du livre, des fonds pour un marketing réussi et pour aider à fixer le prix du livre de la manière la plus accessible possible³. (presse universitaire)

Le PAES n'influence peut-être pas la politique éditoriale des éditeurs et la qualité de leurs livres, mais, à un niveau plus macro, l'apport du PAES ne fait quant à lui aucun doute. Si le PAES participe à la vitalité de la diffusion des savoirs canadiens, c'est donc moins par le soutien qu'il octroie aux livres, titre par titre, que par la subvention que l'agrégation des prix finit par constituer pour le milieu :

La Fédération fournit des fonds absolument essentiels pour soutenir la publication des livres d'auteurs canadiens. Sans le soutien du programme, les pressent connaîtraient des déficits plus importants que la plupart subissent déjà⁴. (presse universitaire)

Parce qu'il contribue à cette forme de liberté académique qu'est la liberté d'écrire et de publier en dehors des contraintes de rentabilité commerciale - « *C'est pour ça que le PAES existe, pour soutenir des ouvrages qui autrement ne pourraient jamais voir le jour* » (presse universitaire), le PAES est, en tant que subvention, une ressource vitale de la communication savante et de la recherche canadienne : « *[...] les subventions ne sont pas seulement destinées à équilibrer les budgets mais sont aussi profondément liées à un processus d'accumulation de connaissances organisationnelles*⁵. » (Nelson, 2018, p. 171).

¹ Ndt : fournie à l'origine en anglais

² Ndt : fournie à l'origine en anglais

³ Ndt : fournie à l'origine en anglais

⁴ Ndt : fournie à l'origine en anglais

⁵ Ndt : fournie à l'origine en anglais

V. RECONNAÎTRE ET SOUTENIR LE LIVRE COMME COMPOSANTE DE L'INFRASTRUCTURE DE RECHERCHE EN SHS

Au Canada comme ailleurs, le livre savant se vend moins, rapporte moins, se lit moins, mais se produit toujours en quantité et à des coûts de plus en plus élevés. Les revenus ne suffisent pas à compenser les coûts et sont de plus en plus incertains. Augmentation des coûts, baisse des revenus, surproduction, changements dans la demande et dans la consommation, le livre savant est dans une phase complexe où doivent se réinventer à la fois les modèles économiques, les normes techniques et les formes de communication savante. Le livre, cette forme longue de communication, différente et complémentaire de l'article, doit être reconnu comme partie intégrante de l'infrastructure de recherche en SHS, et soutenu comme tel. Même s'il est appelé à changer et surtout parce qu'il est appelé à changer. Ces temps difficiles sont en effet aussi des temps de réinvention, le moment sans doute est venu de repenser en profondeur les conditions de son existence.

L'idée partagée par les éditeurs est qu'ils sont un maillon de la chaîne de production de la recherche et qu'à ce titre ils doivent maintenir leur niveau de production :

Je ne peux pas réduire le nombre de livres que je publie. Je ne rendrais pas service à la communauté savante ni au CRSH en publiant moins de livre. Le but, c'est de maximiser la diffusion des savoirs. (presse universitaire)

Toutefois, notre analyse de la demande et des usages - et plusieurs observateurs (Anderson, 2014a; Bielstein, 2015; Crossick, 2015; Fitzpatrick, 2018; Gatti et Mierowsky, 2016b; Jubb, 2017) - témoignent plutôt d'une surproduction, très manifeste dans le cas de l'imprimé (diminution des ventes). Ceci doit inviter non pas à remettre en question l'importance du livre en SHS et à restreindre son financement, mais, au contraire à soutenir d'autant mieux les éditeurs qu'ils sont tenus d'accompagner la mutation du livre pour mieux l'accorder à la demande et aux besoins des auteurs et des lecteurs.

Si l'abandon des textes imprimés au profit des textes numériques est un changement évident, ce qui l'est moins, c'est la manière dont les attentes des chercheurs quant à la façon dont ils peuvent communiquer entre eux ainsi qu'avec des publics plus larges, et l'évolution du rôle des longues bourses d'études, qui restent une pierre angulaire pour de nombreuses disciplines des sciences humaines et sociales. [...] En tant qu'éditeur savant, répondre à ces changements sans compromettre l'importance de la vérification et de l'examen par les pairs, mais en lui permettant d'évoluer le plus efficacement possible en fonction des besoins des universitaires contemporains, est un défi de taille¹. (presse universitaire)

Les recommandations que nous ferons dans cette partie conclusive se basent sur l'analyse de la situation du livre proposée dans ce rapport, une situation complexe dont on a tenté ici de cerner les principaux enjeux, et sur les analyses faites par les éditeurs eux-mêmes, leurs difficultés, leurs besoins et les solutions qu'ils proposent. Ceux-ci ont

¹ Ndt : fournie à l'origine en anglais

vraiment témoigné de leur volonté d'être soutenus et accompagnés dans les transformations de l'écosystème de l'édition savante. Ils se sont également unanimement félicités de l'existence d'un programme de soutien tel que le PAES, de la manière dont la Fédération l'administre (délais du processus, équité des décisions), ainsi que de la compétence et de la disponibilité de ses agents. Tous cependant estiment que le programme mériterait d'être revu et, plus souvent, modifié en profondeur : « *Nous avons besoin d'une plus grande flexibilité pour insuffler de la créativité et de l'innovation à nos programmes de publications¹.* » (presse universitaire).

Plus généralement, les éditeurs en appellent à la responsabilité du milieu de la recherche et en premier lieu du CRSH. La responsabilité de financer la recherche à toutes ses étapes, y compris la dernière que constitue sa diffusion. La responsabilité aussi de ne pas imposer de mesures sans une évaluation soigneuse de ses effets ni sans consulter l'ensemble de acteurs. Le libre accès est ici directement visé. « *Il y a quelque chose d'éthiquement répréhensible de la part des décideurs d'imposer un changement de paradigme sans en connaître les impacts* », résume un éditeur universitaire pourtant acquis au principe.

Les recommandations sont structurées pour se situer sur un horizon temporel découpé en trois périodes :

1. À court terme, un refinancement des montants octroyés et des ajustements faciles à mettre en place.
2. Une transformation à moyen terme du programme vers une subvention globale.
3. Une réflexion à organiser en commun pour accompagner le livre savant dans sa mutation, qui produira ses effets à plus long terme.

Nous espérons qu'elles constitueront pour la Fédération et le CRSH une base utile à leurs réflexions, et pour les autres acteurs du milieu également : auteurs, chercheurs, universités et instituts d'enseignement et de de recherche, bibliothèques, organismes de financement, libraires, diffuseurs, distributeurs...

À COURT TERME : REVALORISER LES MONTANTS ET OUVRIR LES GENRES

Sur les améliorations à apporter au programme, le premier souhait des éditeurs est que le montant des prix soit revu. La demande pour une plus grande souplesse dans les genres de livres qui peuvent accéder au financement a également émergé.

¹ Ndt : fournie à l'origine en anglais

Une augmentation de la subvention de base, mais surtout pas moins de livres financés

L'urgence est de revoir le montant de la subvention de base (8 000 \$). D'une part, en raison de la précarité de leur situation financière, le manque endémique de ressources, la diminution de leurs revenus et l'augmentation de leurs coûts (voir Partie III) et, d'autre part, le montant de la subvention n'a pas été revu depuis l'exercice 2005-2006¹ - il était auparavant de 7 000 \$. Ne serait-ce qu'en raison de l'inflation, « *[l]a subvention, concrètement, elle diminue d'année en année. Parce que, moi, mes frais augmentent* » (presse universitaire). Sa revalorisation devrait minimalement « *reflète les coûts de l'inflation [...] doit également reconnaître les demandes du secteur pour un meilleur soutien aux auteurs*² » (éditeur spécialisé).

Les montants suggérés par les éditeurs consultés en 2018 vont de 9 000 à 15 000 \$.

Si l'augmentation ne devait refléter que l'inflation, la subvention aurait dû, en 2018, être de 9 780 \$ et de 10 564 \$ en 2021³.

Un éditeur toutefois a trouvé le montant actuel juste et un autre qu'un 5 000 \$ serait plus « moral », son raisonnement étant qu'un 8 000 \$ couvre ses frais de fabrication, qu'il bénéficie d'autres subventions et que le livre se finance aussi sur ses ventes. Notons qu'il s'agit d'éditeurs spécialisés dans les deux cas, avec un rapport à la rentabilité commerciale des ouvrages différent de celui des presses.

Si toutefois les moyens attribués par le CRSH à la Fédération devaient rester statiques, les éditeurs préféreraient que le nombre de livres financés reste lui aussi statique, plutôt que de donner plus d'argent à moins de projet. De même, si les moyens augmentaient, à choisir, entre une augmentation du nombre de livres financés et une augmentation du montant alloué à chaque livre, ils préféreraient que plus de livres soient soutenus au montant actuel. La situation idéale étant que et les montants et le nombre de prix augmentent.

Augmenter le financement des traductions

Depuis 2006, le PAES offre chaque année cinq prix de 12 000 \$ pour soutenir les traductions, il semble toutefois que cette enveloppe de 60 000 \$ soit difficile à vider. En 15 ans (2006-2020), 75 prix pour la traduction auraient pu être octroyés. Dans les faits, 75 demandes seulement ont été soumises, 56 approuvées et 46 effectivement publiées (voir Partie I, section Production).

¹ Moteur de recherche des attributions du CRSH, http://www.sshrc-crsh.gc.ca/results-resultats/award_search-recherche_attributions/index-fra.aspx, consulté le 15 sept. 2018.

² Ndt : fournie à l'origine en anglais

³ Inflation par rapport à 8 000 \$ en 2006. <https://www.bankofcanada.ca/rates/related/inflation-calculator/>, consulté le 16 janv. 2022.

Jean-Philippe Warren (2016, p. 243), analysant les traductions du bassin de livres financés par le PAES depuis ses débuts conclut que :

Le vœu pieux d'une traduction plus soutenue des SHS se bute à un obstacle majeur, celui des dynamiques propres aux champs scientifiques de chaque aire nationale. [...] Depuis 40 ans, le nombre de traductions qui passe par le PAES est extrêmement modeste, l'empressement des éditeurs à traduire un ouvrage savant déclinant même depuis les années 1980.

Sur l'empressement des éditeurs à publier des traductions, les dynamiques disciplinaires l'expliquent peut-être moins que des considérations financières. Beaucoup regrettent que la subvention prévue par la Fédération ne leur permette tout simplement pas d'envisager de tels projets, d'autant plus à présent que le Conseil des arts du Canada ne finance plus la traduction des essais non littéraire.

Nous n'avons pas fait de demande de subvention de traduction auprès du PAES car le fonds n'est pas assez important pour couvrir le coût de la traduction. [...] Si les livres savants doivent être traduits au Canada, nous avons besoin du PAES pour couvrir les coûts réels de la traduction des livres¹.

En somme, le PAES ne constitue que faiblement aux échanges intellectuels entre les communautés linguistiques du Canada. Pour un éditeur (presse universitaire), l'alternative est « *ou bien le CRSH assume pleinement ce rôle et le finance comme il se doit, ou bien la Fédération se retire de ça* ».

Les éditeurs ont suggéré que la subvention de traduction atteigne 20 ou 25 000 \$. Ou encore que la Fédération calcule son subventionnement comme le fait le Conseil des arts, soit 0,18 \$ le mot, à quoi doit s'ajouter le montant de base (8 000 \$ actuellement).

Soutenir les livres savants alternatifs

Les livres sont aussi ce par quoi la recherche sort de l'université et part à la rencontre d'un autre public. Cette volonté d'encourager le transfert des connaissances et de faire bénéficier la société des fruits de la recherche - qu'elle finance - est clairement affichée par le CRSH. C'est aussi une volonté des universités et des chercheurs eux-mêmes. Ainsi certains auteurs se tournent-ils vers des maisons d'édition plus grand public pour diffuser leurs travaux, ou souhaitent-ils donner à leur livre une tournure plus populaire.

Les auteurs universitaires qu'on publie, c'est des auteurs qui ont le souci de rejoindre un public plus large et de contribuer un peu au changement social, qui sont engagés. C'est sûr que ce n'est peut-être pas le profil de l'ensemble des auteurs du CRSH. [...] Ça arrive qu'on nous demande des lettres de recommandation, pour décrire l'impact qu'a eu leur livre, ça fait partie de leurs dossiers de chercheur, et nous ça nous fait plaisir quand ça arrive. (éditeur spécialisé)

Le PAES peut rester un programme « élitiste », exclusivement tourné vers l'excellence scientifique et la communication savante entre pairs, ou élargir sa mission en soutenant

¹ Ndt : fournie à l'origine en anglais

aussi des essais moins exclusifs dans leur public ou dont la forme et les propos sont moins académiques.

Ceci permettrait à davantage d'éditeurs d'essais de postuler au concours, une ouverture bienvenue étant donné la nouvelle politique du Conseil des arts du Canada. Mais ceci viendrait également soutenir et récompenser les efforts des presses qui, sans rien céder de leur rigueur, souhaitent à l'occasion de certains projets s'adresser à un lectorat plus vaste et encourager de approches plus originales :

Nous nous sommes souvent retrouvés coincés, sur le plan éditorial, entre le fait de pousser vers l'accessibilité de l'écriture et de l'approche et vers la perception d'un manque de rigueur savante, ce qui est une fausse dichotomie¹. (presse universitaire)

Le principe d'un financement de la communication savante qui vise aussi à toucher un plus large public pour augmenter l'impact social et culturel de la recherche a été réaffirmé en 2017 par le Groupe de travail sur l'édition savante au Canada, dont faisaient notamment partie le CRSH, la Fédération et l'ACUP/APUC :

Une approche coordonnée nationale de financement doit tenir compte de tous les coûts associés à la diffusion de l'information savante au plus vaste auditoire possible, au sein de la communauté universitaire et à l'extérieur de celle-ci, afin de tirer profit du plein potentiel de l'incidence de l'investissement initial dans la recherche sur l'accès au savoir et la culture. (Groupe de travail sur l'édition savante au Canada, 2017, p. 18)

Il s'agit donc ici de reconnaître et de soutenir l'intérêt du livre comme véhicule de transfert des savoirs, de reconnaître les efforts que font les éditeurs pour conserver au livre ce rôle, et d'encourager les chercheurs eux-mêmes à le réinvestir comme tel :

La monographie savante spécialisée n'a ni plus ni moins de valeur que le savant qui écrit un livre pour un public qui va au-delà de sa discipline, de ses collègues et de ses étudiants diplômés, mais les savants utilisent aussi le livre en grand nombre (et sont activement encouragés par de nombreux éditeurs savants à considérer le genre comme une forme flexible qui peut apporter le meilleur d'un domaine ou d'une recherche à un public varié) pour contribuer à des débats publics critiques, mettre leur travail à la disposition d'un grand nombre de citoyens et concrétiser un véritable bien social en écrivant un livre. Il est décevant de constater que certaines parties des communautés savantes semblent avoir perdu la foi dans le livre en tant que forme, du moins comme moyen de mettre en avant les réalisations de leur discipline². (presse universitaire).

Il se peut également que cette mesure vienne corriger la sous-représentation du français au PAES (voir Partie I, section Représentation linguistique) en encourageant d'éditeurs spécialisés ou généralistes à soumettre davantage de titres au concours. Il semble en effet que les universitaires francophones se tournent volontiers vers ceux-ci pour se faire publier, les historiens notamment (Chenier et al., 2015, p. 294).

Dans le cas où la mission du PAES serait élargie, les livres pourraient être soumis au concours dans deux catégories : livres savants / vulgarisation et innovation. Les consignes destinées aux deux évaluateurs seraient adaptées pour refléter les spécificités et les objectifs de chacun de ces deux genres.

¹ Ndt : fournie à l'origine en anglais

² Ndt : fournie à l'origine en anglais

Le volet « vulgarisation et innovation » pourrait-il bénéficier d'un financement complémentaire externe au CRSH, en compensation de la désaffectation du Conseil des arts du Canada?

À MOYEN TERME : DÉSAMBIGUÏSER LA MISSION DU PAES

Comme on l'a vu, l'influence du PAES sur l'édition savante provient moins de son financement granulaire, au titre, que de l'agrégation de ce financement granulaire qui finit par former une subvention à l'édition pour plusieurs éditeurs (Tableau 14). Le PAES souffre à ce titre d'ambiguïté : il est un prix d'auteur et une subvention de fait. Mais une subvention, distribuée de manière inefficace - qualifiée de « à l'ancienne¹ » par une presse - et qui ne relève pas la qualité de la production éditoriale, voire qui lui nuit (voir dans la Partie IV, l'avis des éditeurs sur le programme).

Les éditeurs rencontrés ont tous à l'exception d'un seul (sur 10) ou plaidé spontanément pour une transformation du PAES en subvention globale ou répondu favorablement à cette proposition. Les autres suggestions comme la création d'une bourse d'écriture ou de fonds destinés à soutenir les activités de promotion ou le paiement des évaluateurs ont reçu moins d'intérêt.

Notons qu'en 2004 la subvention globale - ici limitée aux presses - faisait déjà partie des « options possibles pour le futur » proposées en conclusion de l'évaluation du programme menée alors. Sa pertinence dépendant du sens dans lequel le CRSH souhaiterait désambiguïser la double identité de son programme :

À la lumière de ces conclusions et des objectifs plutôt généraux fixés pour le programme, le CRSH pourrait souhaiter définir plus précisément les objectifs du PAES et ajuster la conception et les mécanismes de prestation du programme en conséquence. Voici des options que le CRSH pourrait envisager dans son évaluation :

- *Si le PAES est principalement un programme pour les auteurs [...]*
- *Si le but principal du programme est de soutenir le développement des presses savantes canadiennes, il pourrait être plus efficace en tant que programme de subventions globales aux presses savantes. Cette option est particulièrement privilégiée par les éditeurs². (Goss Gilroy Inc., 2004, p. 55-56)*

Le programme qui s'appelait alors « Aid to Scholarly Publications Program / Programme d'aide à l'édition savante » a certes été rebaptisé en 2012 « Awards to Scholarly Publications Program / Prix d'auteurs pour l'édition savante », tendant à souligner sa mission de soutien aux auteurs, l'ambiguïté de fait est néanmoins restée.

Une subvention globale pour une meilleure édition savante

La subvention globale est plébiscitée pour le temps qu'elle ferait gagner, mais surtout la flexibilité qu'elle autorise dans l'allocation des montants obtenus. Elle permettrait aux

¹ Ndt : fournie à l'origine en anglais

² Ndt : fournie à l'origine en anglais

éditeurs d'être plus innovants, de concentrer plus de moyens - en temps et en argent - à s'adapter aux mutations en cours dans leur milieu, à innover sur le plan technique (voir notamment la Partie II, section sur la découvrabilité et l'accessibilité) et éditorial :

Nous essayons de nouvelles méthodes et de nouveaux moyens pour répondre à un marché dynamique et diversifié. Nous bénéficierions d'une plus grande flexibilité pour explorer de nouveaux modèles, publier différents types de publications dans des modes de diffusion variés, etc. Je comprends que le PAES ne peut pas simplement dire "Voilà, voici l'argent", mais un financement global serait un excellent premier pas pour promouvoir l'agilité et la créativité dans un domaine de l'édition qui cherche désespérément à se connecter à son public et à trouver de nouvelles façons (ainsi que les anciennes) de le faire¹. (presse universitaires)

Une option serait d'envisager un programme entièrement nouveau. Le gouvernement fédéral reconnaît l'importance de l'innovation. Un programme qui soutiendrait efficacement l'innovation en rendant le contenu canadien largement accessible aux bibliothèques universitaires, collégiales et publiques serait conforme aux objectifs du gouvernement. Un tel programme nécessiterait un nouveau financement, mais dans le contexte de nombreuses initiatives gouvernementales, il s'agirait d'un investissement relativement modeste². (presse universitaire)

Cela permettra aux universitaires et aux éditeurs de travailler ensemble pour innover avec agilité dans nos domaines d'expertise professionnelle - la forme, l'examen des pairs, la diffusion et la possibilité de découverte générale - afin de répondre aux besoins des communautés savantes, d'éditeurs et de lecteurs que nous servons tous³. (presse universitaire)

Il s'agit ici de laisser aux éditeurs les coudées plus franches pour réinventer les anciennes façons de faire - *legacy model* (Gatti et Mierowsky, 2016a) - dans lesquelles le PAES, par son financement au titre, maintient les éditeurs, et dont on a pourtant vu qu'elles répondent mal à la demande et aux besoins de ses publics.

En décomplexant la production éditoriale livres (s'autoriser à recevoir des évaluations plus critiques et donc plus constructives) et grâce à sa flexibilité (un montant dont ils disposeront librement) et à sa légèreté (une seule demande de financement par an), la subvention globale aurait pour les éditeurs l'avantage de :

- Libérer des ressources qui pourront être investies dans le travail éditorial et créatif, dans l'accompagnement des auteurs, dans les activités de promotion, etc., qui apportent une vraie valeur ajoutée aux livres ;
- Autoriser une programmation plus réactive, plus en phase avec l'actualité, donc plus éclairante pour les débats sociaux, en ne suspendant plus le calendrier de production aux décisions du PAES ;
- Laisser la possibilité de publier des ouvrages aux formes moins canoniques, plus originales, qui susciteront potentiellement plus de débat et plus d'intérêt extra-académique ;
- Donner plus de champ à l'innovation, incluant :

¹ Ndt : fournie à l'origine en anglais

² Ndt : fournie à l'origine en anglais

³ Ndt : fournie à l'origine en anglais

- La recherche des nouvelles formes de communication savante et d'évaluation par les pairs,
- La mise en place des outils, des processus, facilitant la transition vers un livre numériquement mieux référencé, mieux distribué, plus accessible,
- La recherche de nouveaux modèles économiques, la conclusion de partenariats,
- L'innovation dans la promotion et la communication,
- Le développement d'outils de suivi et de métriques.

Critères d'admissibilité et calcul des montants

Puisque la Fédération et le CRSH ne peuvent effectivement pas dire « *Tenez, voilà l'argent¹* » (presse universitaire), les critères d'admissibilité à la subvention et la grille de calcul des montants devront être établis avec précaution et certainement en consultation avec les éditeurs - presses universitaires et non-presses.

Les critères d'admissibilités actuels n'ont pas été critiqués par le milieu, ils pourraient sans doute être conservés comme tels avec quelques ajustements. Par exemple, dans les critères d'admissibilité des éditeurs², le point 6 des concernant la participation financière des auteurs serait à réviser ou à reformuler étant donné que cette pratique est courante dans les presses.

Il serait également judicieux de définir ce qu'il faut entendre par « livre » puisque, l'idée étant d'ouvrir la porte à l'innovation, les formes de publication sont appelées à se transformer ou à se multiplier - des ouvrages prenant la forme d'applications ou de sites web, par exemple. Le livre admissible pourrait devoir répondre à des critères de longueur (respect de l'actuelle norme de minimum 40 000 mots, y compris les références), de finitude (un texte qui n'est plus appelé à évoluer) et de dépôt légal³. On pourrait envisager un ratio maximum, dans les titres financés, d'ouvrages aux formes expérimentales par rapport aux livres plus classiques, ceci afin d'assurer une certaine stabilité du milieu tant que l'on n'a pas assez de recul sur la réception de ces formes nouvelles par le public. On pourrait également définir un ratio pour les ouvrages de vulgarisation si l'idée d'ouvrir la subvention à cette catégorie était adoptée.

La distribution des subventions pourrait s'inspirer de la méthode autrefois en vigueur au Conseil des arts du Canada qui se basait sur les rapports de production des éditeurs

- L'éditeur remettrait :
 - La liste des titres admissibles qu'il a publiés pendant l'année,
 - La catégorie de chacun des titres (classique, expérimental, vulgarisation),
 - La preuve qu'ils ont fait l'objet d'une évaluation par les pairs,

¹ Ndt : fournie à l'origine en anglais

² <https://www.idees-ideas.ca/sites/default/files/sites/default/uploads/aspp/aspp-eligibility-criteria-publishers-fr.pdf>, consulté le 14 sept. 2018 [page inexistante; disponible au <https://www.federationhss.ca/fr/paes>].

³ Le dépôt légal des publications numériques en HTML, XML, PHP, etc. est d'ores et une possibilité déjà prévue par BANQ (http://www.banq.gc.ca/services/depot_legal/depot_numeriques/index.html), le dépôt à BAC se fait au cas par cas (<http://www.bac-lac.gc.ca/fra/services/depot-legal/Pages/publications-numeriques-internet.aspx>).

- Le détail des coûts de production associés à chaque titre,
- Une présentation de sa programmation éditoriale passée et à venir, accompagnée de quelques indicateurs permettant d'évaluer l'impact qualitatifs et quantitatifs de sa production (une liste d'indicateurs pourrait être fournie par la Fédération),
- La présentation d'autres actions entreprises pour contribuer à la diffusion des savoirs et à la vitalité de la communication savante.
- La Fédération par l'entremise de son Comité des publications jugerait :
 - De l'admissibilité des titres soumis,
 - De la qualité globale de la production de l'éditeur et de ses activités : excellence, contribution au développement des savoirs, originalité, pertinence, cohérence...
- Le montant de la subvention serait calculé sur la base des dépenses de production et pondérée par des « points de mérite » reflétant la qualité de la contribution de la maison d'édition à la communication savante canadienne.
- Un montant maximal serait déterminé pour éviter que quelques gros éditeurs ne vident la subvention.

Cette façon de faire reconnaît à la fois la qualité des livres produits et la qualité du travail fourni par les éditeurs, qu'ils soient des presses universitaires, des éditeurs spécialisés ou des généralistes :

Oui, ça serait intéressant. Ça serait une subvention globale pour les presses universitaires et nous ça nous permettrait de soumettre quelques titres. Et ça nous laisserait la possibilité de soumettre les autres titres au Conseil des arts. (éditeur spécialisé)

Pour la Fédération, l'avantage est double. D'une part, une simplification administrative. Et d'autre part, surtout, une meilleure faculté d'évaluer et de soutenir l'excellence de l'édition savante :

La transition du programme vers une subvention globale permettrait une évaluation globale d'un programme d'édition et de ses normes, plutôt qu'une évaluation granulaire sur une base de projet par projet, offrant la possibilité d'une plus grande flexibilité, rapidité et cohérence du soutien¹. (presse universitaire)

Cette solution réconcilierait les deux logiques qui traversent le PAES : la logique de soutien à l'excellence académique (logique de prix) et la logique de soutien à l'édition académique (logique de subvention).

À PLUS LONG TERME : ACCOMPAGNER UN ÉCOSYSTÈME EN RECONFIGURATION

On a vu que le livre savant est confronté à une infinité de défis et que les actions qu'il faudrait mettre en place pour les relever ne sauraient être menées par les éditeurs seuls. Ni même la réflexion sur les actions à mettre en place. La collaboration est

¹ Ndt : fournie à l'origine en anglais

requis pour réaliser une évaluation holistique de la situation, pour élaborer des stratégies et pour les mettre en œuvre. Mais l'édition savante canadienne a besoin d'une force de conviction et de rassemblement pour établir des actions communes. Les éditeurs se sont montrés ouverts au dialogue et à la collaboration.

Ils sont plusieurs à avoir désigné le CRSH et la Fédération comme les forces qui pourraient plaider pour la reconnaissance du livre, pour sa réhabilitation dans la communauté universitaire :

Il est décevant de constater que certaines parties des communautés savantes semblent avoir perdu la foi dans le livre en tant que forme, du moins comme moyen de souligner les réalisations de leur discipline. Il faut le critiquer, l'interroger, lui demander des comptes et le soumettre à des normes élevées, mais il faut aussi le célébrer plutôt que de le rejeter¹. (presse universitaire)

La Fédération et le CRSH pourraient aussi prendre la responsabilité d'organiser une grande consultation pour réfléchir aux meilleurs moyens d'accompagner le livre savant dans les mutations que la situation exige :

Les éditeurs et les universitaires ont besoin du programme du PAES et du CRSH pour les aider à créer un environnement durable pour la publication de documents savants. [...] J'aimerais que les presses universitaires soient des alliées dans le travail de création d'un environnement durable. [...] Peu de presses ont l'attention des doyens et des présidents à travers le pays, attention qui serait nécessaire pour un changement à l'échelle du système en matière de soutien à la communication savante. Peut-être qu'avec l'aide d'un organisme influent qui comprend le point de vue du gouvernement, comme la Fédération et le CRSH, nous pourrions nous réunir pour discuter de ces options, mieux comprendre le point de vue des uns et des autres et partager nos connaissances². (presse universitaire)

Une consultation pour réfléchir et dialoguer

Comme on l'a vu (Partie II), autant il est nécessaire que le livre canadien améliore et rationalise son existence numérique, autant les moyens pour y parvenir sont extrêmement compliqués à imaginer et à mettre en œuvre. Face à cette complexité et au manque de solutions matures sur différents plans (formats, outils d'édition, distribution, diffusion, la préservation, commercialisation, financement...) et pour trouver des solutions efficaces et durables, des consultations et des discussions doivent être entreprises, au niveau canadien.

On glisse ici vers des discussions qui concernent moins la dimension édition du métier d'éditeur (*editing*, faire des livres) et davantage ses dimensions de diffusion et de préservation (*publishing*, les rendre public), qui font partie des fonctions de base du métier d'éditeur (Bargheer et al., 2017, p. 208).

Il s'agit de bien comprendre les besoins, les implications et les conséquences pour tous les acteurs de la chaîne du livre, pas seulement des éditeurs, afin de prendre des

¹ Ndt : fournie à l'origine en anglais

² Ndt : fournie à l'origine en anglais

dispositions éclairées, prudentes et non contre-productives. Les acteurs de cette chaîne du livre sont :

- Les éditeurs,
- Les auteurs,
- Les chercheurs,
- Les usagers,
- Les bibliothèques,
- Les librairies, physiques et numériques, académiques et grand public,
- Les distributeurs,
- Les agences de subventionnement de l'édition et de la recherche,
- Les universités et les établissements d'enseignement et de recherche
- Les consortiums et les associations qui représentent ces acteurs
- ...

Il faut pour chacun d'eux se demander :

- Quels sont leurs besoins en matière de communication savante, de diffusion des connaissances, de contribution au savoir, de recherche,
- Si ces besoins sont compatibles entre eux ou contradictoires,
- Comment ses besoins peuvent être satisfaits,
- Comment les uns et les autres peuvent y contribuer,
- Et comment les contradictions peuvent être surmontées.

Cette consultation pourra mener à l'établissement d'une stratégie nationale pour l'édition savante, qui ne se limiterait pas à réfléchir sur l'avenir du livre mais inclurait les revues et les autres formes de communication savante qui se partagent un même écosystème. Elle rejoint le vœu déjà formulé par les bibliothèques de recherche par la voix de l'ABRC :

Il nous faut entreprendre une stratégie nationale canadienne dans le contexte international de l'édition savante [...] Le secteur de l'édition en milieu académique au Canada – les sociétés savantes et les éditeurs, les universités, les bibliothèques académiques, les organismes de financement, les fournisseurs d'infrastructure – possède l'expertise et la capacité nécessaire pour créer une solution authentiquement canadienne [...]. qui pourrait servir de modèle au reste du monde. Mais surtout, les universités ont la capacité de travailler ensemble et de déterminer la meilleure façon d'attribuer leurs ressources financières. [...] [Il faut é]laborer une stratégie globale [...] [l]es mêmes problèmes associés aux revues savantes se manifest[ant] également dans ces documents de publication [revues, monographies, manuels, ressources éducatives libres...] comme les solutions possibles : adoption de technologies, activités de collaboration et nouveaux modèles de viabilité. (ABRC et al., 2016, p. 14-17)

Les sujets particulièrement épineux qui devront être débattus concerneront probablement :

- Le financement des éditeurs et les modèles économiques, incluant les modèles partenariaux qui se développent avec les bibliothèques universitaires (à l'exemple de l'entente RCDR-Érudit pour les revues),

- La distribution numérique, notamment l'opportunité de créer une plateforme de diffusion canadienne pour les livres, afin d'en améliorer la découvrabilité et l'accessibilité,
- Le libre accès.

Accompagner le libre accès

La diffusion du livre savant en libre accès pourrait participer à améliorer sa découvrabilité et son accessibilité et donc à lui rendre une meilleure place dans les activités de recherche – voire à améliorer ses ventes (cf. Partie II). En plus de satisfaire à l'éthique de l'ouverture qui veut que les fruits de la recherche profitent à l'ensemble de la société et soient accessibles à tous « sans barrière financière, légale ou technique autre que celles indissociables de l'accès et l'utilisation d'Internet¹ ».

Les éditeurs ne sont pas défavorables au principe du libre accès, tant s'en faut et plusieurs presses pratiquent déjà le libre accès, pour tout ou partie de leurs collections. Lorsque nous les avons consultés, en 2018, ils étaient déjà persuadés que la Politique des trois organismes sur le libre accès aux publications² finirait tôt ou tard par s'étendre aux livres. Ils craignaient toutefois la prescription et de demandaient à être consultés, entendus et associés à l'éventuelle extension de l'accès libre aux livres, pour que ni le gouvernement et ni les universités ne prennent de décisions qui viendraient déséquilibrer leur fragile édifice économique et hypothéquer leur survie.

Je crains que ce qui est arrivé aux revues financées par le CRSH au cours des dernières années soit un bon exemple des conséquences imprévues d'une mauvaise consultation et d'une mauvaise compréhension du résultat final de la poussée d'un modèle d'édition qui ne reconnaissait pas ou ne comprenait probablement pas les différentes pressions exercées sur les revues canadiennes et leurs divers systèmes de soutien à l'édition³. (presse universitaire)

Ces craintes d'un manque de consultation dans l'avancée vers le libre accès exprimées en 2018 se sont avérées. En 2019, l'Association des presses universitaires publiait une déclaration « exige[ant] la consultation de TOUTES les parties prenantes, et la prise en compte de TOUS les impacts dans le cadre de changements de politique aussi importants » (APUC, 2019).

Toujours est-il que le Fédéral a affirmé en 2020 sa volonté de soumettre à l'obligation de libre accès l'ensemble des publications savantes issues de recherches qui ont bénéficié de son soutien, et donc les livres également. La quatrième recommandation de sa « Feuille de route pour la science ouverte » publiée en février 2020 « vise à réaliser le libre accès par défaut sans période d'attente. Elle s'applique aux nouveaux articles scientifiques publiés dans des revues savantes universitaires à compter de janvier 2022, ainsi qu'aux nouvelles publications scientifiques fédérales publiées à compter de janvier 2023 ». La feuille de route précise encore que « Lorsqu'un projet de recherche et la

¹ Initiative de Budapest pour l'Accès Ouvert (2002),

<https://www.budapestopenaccessinitiative.org/translations/french-translation>, consulté le 16 sept. 2018.

² http://www.science.gc.ca/eic/site/063.nsf/fra/h_F6765465.html?OpenDocument, consulté le 16 sept. 2018.

³ Ndt : fournie à l'origine en anglais

publication qui en résulte ont reçu l'appui de plusieurs bailleurs de fonds, le gouvernement fédéral devrait respecter les politiques sur le libre accès les plus ouvertes » (Bureau du conseiller scientifique en chef du Canada, 2020).

Les éditeurs craignent aussi la polarisation des débats et d'être les victimes du procès en cupidité fait aux grands éditeurs académiques :

[...] l'accent mis sur le libre accès a transformé les choses en un débat austère : c'est soit noir soit blanc. [...] la distinction la plus claire à faire est celle entre les grands éditeurs universitaires à but lucratif et les presses universitaires et autres éditeurs à but non lucratif¹. (presse universitaire)

Trop souvent, les presses universitaires sont jetées dans les conversations sur les éditeurs commerciaux². (presse universitaire)

Les discussions sur le libre accès devraient également intégrer les bibliothèques d'enseignement et de recherche pour évaluer comment, techniquement, le libre accès peut effectivement répondre à une meilleure accessibilité (formats, plateformes, indexation...). Ainsi que les distributeurs académiques et commerciaux pour évaluer les modalités et les coûts de la diffusion. Comment, par exemple, articuler la présence d'un même titre sur un double marché, gratuit et commerciale (Wright, 2018, p. 185)? Comment, concrètement, se ferait le lien entre le livre imprimé et son clone numérique?

Les bibliothèques et les institutions dont elles dépendent devraient également, tout comme les entités subventionnaires, faire partie du débat sur le modèle économique qui permettrait de soutenir la gratuité. Il faudra dans ce débat définir un « juste » montant, qui couvrirait le manque à gagner et permettrait de libérer le livre du besoin de se vendre. Mais comment le calculer, les livres de SHS connaissant des ventes difficilement prévisibles et s'étalant sur de longues périodes?

La Fédération pourrait ici jouer le rôle qu'elle s'est donné « de promotrice et facilitatrice des projets de publication de monographies en libre accès » (Fédération des sciences humaines, 2015).

L'énorme travail de consultation mené par le UK Research and Innovation (UKRI, agence de financement britannique) pour définir sa nouvelle politique en matière d'accès libre est à cet égard un modèle³. Publiée en août 2021, les modalités de sa mise œuvre effective, en avril 2022 pour les revues et en janvier 2024 pour les livres (accès libre après embargo de 12 mois, diffusion sous licence CC BY, licences NC et ND tolérées⁴), sont également définies en concertation avec les parties prenantes⁵.

¹ Ndt : fournie à l'origine en anglais

² Ndt : fournie à l'origine en anglais

³ « Over the past 18 months, UKRI has engaged with publishers, learned societies, researchers, academic library services and other interested stakeholders to inform policy development on OA monographs, book chapters and edited collections. UKRI's proposed policy position draws on this engagement, recognising the distinct space the academic monograph occupies as a way of communicating long-form research » (UK Research and Innovation, 2020, paragr. 91). Pour un aperçu de l'ensemble du processus, voir <https://www.ukri.org/our-work/supporting-healthy-research-and-innovation-culture/open-research/open-access-policies-review/>, consulté le 16 janv. 2022.

⁴ Sur les licences Creative Commons, voir <https://creativecommons.org/licenses/?lang=fr>, consulté le 16 janv. 2022.

⁵ <https://www.ukri.org/news/ukri-announces-new-open-access-policy/>, consulté le 16 janv. 2022

Un OAPEN-CA?

Le Canada pourrait organiser une étude sur le modèle des études pilotes menées sous l'égide de la Fondation néerlandaise OAPEN - Open Access Publishing in European Networks¹ - aux Pays-Bas (OAPEN-NL), au Royaume-Uni (OAPEN-UK) et en Suisse (OAPEN-CH) (Collins et Milloy, 2016; Ferwerda et al., 2013, 2018b). Ces études qui concernent les livres en SHS essentiellement visent une comparaison des résultats au niveau européen et sont donc relativement standardisées. Elles analysent :

- Les perceptions des auteurs et des éditeurs sur le libre accès,
- Les coûts de production des livres,
- L'effet de l'accès libres sur les ventes et les consultations en comparant les livres en libre accès à des groupes témoin de livre non diffusés en libre accès,
- L'impact du libre accès sur le milieu académique.

Les mesures prises à cette occasion nous informeraient sur la situation du livre savant canadien, qu'il soit ou pas distribué en libre accès. Elles incluraient notamment et sur une période de plusieurs années :

- Les ventes en unités par titre et en chiffre d'affaires,
- Ventilées selon :
 - Leur géographie (domestique, internationale),
 - L'acquéreur (différents types de bibliothèques, particuliers),
 - Le circuit de distribution (académique, commercial, vente directe),
 - Le format,
- Les statistiques de téléchargement, de consultation et d'emprunts, aussi selon leur provenance, géographique notamment,
- Les caractéristiques de discipline et de langue des ouvrages,
- L'année de publication des titres pour évaluer les effets de longue traîne,
- Les données bibliométriques et des mesures d'impact alternatives (*altmetrics* et autres).

Nous sommes persuadés que plusieurs éditeurs participeraient volontiers à une telle étude. Certains ont en effet déclaré qu'ils documentaient déjà les comportements et les coûts des livres qu'ils publient en libre accès. Quant aux autres acteurs qui prendraient part à l'étude (auteurs, usagers, bibliothèques...), leur l'engagement suscité par leur participation à un projet pilote du type OAPEN- crée un terrain favorable à l'adoption de nouveaux paradigmes.

À cette condition d'une meilleure connaissance des conditions et des effets du libre accès, le Canada pourra aller de l'avant, ou attendre, pour la mise en application d'une politique que d'autres gouvernements ont déjà choisi d'instaurer, la Suisse ou la France²

¹ La fondation se dédie à l'accès libre aux livres savants définis comme des livres révisés par les pairs. OAPEN administre entre autres la OAPEN Library et le Directory of Open Access Books (DOAB) qui prend modèle sur le Directory of Open Access Journals (DOAJ).

² La France, par exemple, a décidé de « Rendre obligatoire la publication en accès ouvert des articles et livres issus de recherches financées par appel d'offres sur fonds publics ». Il s'agit même de la première mesure du Plan

par exemple. C'est d'ailleurs sur base de l'étude OAPEN-CH que le Fonds national suisse a mis en place en 2017 son Règlement relatif à l'encouragement des publications en libre accès¹.

national pour la science ouverte rendu public par le Gouvernement en juillet 2018 (Ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation, 2018, p. 5)

¹ Le règlement est entré en vigueur le 1^{er} oct. 2018, http://www.snf.ch/SiteCollectionDocuments/OA_Policy_Reglementstext_FR.pdf, consulté le 13 juin 2018.

BIBLIOGRAPHIE

- ABRC, Owen, B. et Whitehead, M. (2016). *Universités canadiennes et édition pérenne: un livre blanc*. Repéré à http://www.carl-abrc.ca/doc/Univ_can_editions_perennes_2016.pdf
- Acfas (2021), Portrait et défis de la recherche en français en contexte minoritaire au Canada. Rapport rédigé par St-Onge, É. Forgues, V. Larivière A. Riddles et V. Volkanova, juin 2021. Repéré à https://www.acfas.ca/sites/default/files/documents_utiles/rapport_francophonie_final.pdf
- Anderson, R. (2014a, 19 mai). University Presses: « Under Fire » or Just Under the Gun (Like the Rest of Us)? *The Scholarly Kitchen*. Repéré à <https://scholarlykitchen.sspnet.org/2014/05/19/university-presses-under-fire-or-just-under-the-gun-like-the-rest-of-us/>
- Anderson, R. (2014b, 23 juin). How Important Are Library Sales to the University Press? One Case Study. *The Scholarly Kitchen*. Repéré à <https://scholarlykitchen.sspnet.org/2014/06/23/how-important-are-library-sales-to-the-university-press-one-case-study/>
- Association of Canadian University Presses / Association des presses universitaires canadiennes. (2014). *Monograph Publishing in an Open Access Context: A review for the Association of Canadian University Presses*. Repéré à <http://acup-apuc.ca/wp-content/uploads/2017/07/ACUP-report-open-access.pdf>
- Association of Canadian University Presses / Association des presses universitaires canadiennes. (2019), *Déclaration sur le libre accès et le Programme d'auteurs pour l'édition savante*. Repéré à <http://acup-apuc.ca/fr/2019/10/18/la-declaration-de-lapuc-acup-en-reponse-a-un-mandat-eventuel-de-libre-acces-du-prix-dauteurs-pour-ledition-savante-paes/>
- Bargheer, M., Dogan, Z. M., Horstmann, W., Mertens, M. et Rapp, A. (2017). Unlocking the digital potential of scholarly monographs in 21st century research. *LIBER Quarterly*, 27(1). doi:10.18352/lq.10174
- Bielstein, S. (2015). Lettre de l'éditeur : changements de climat dans l'édition d'histoire de l'art. *Perspective. Actualité en histoire de l'art*, (2), 188-194. doi:10.4000/perspective.6178
- Bradley-St-Cyr, R. (2018). Special Section on the Future University Press in Canada. *Journal of Scholarly Publishing*, 49(2), 145-152. doi:10.3138/jsp.49.2.145
- Bureau du conseiller scientifique en chef du Canada. (2020). Feuille de route pour la science ouverte. Repéré à https://science.gc.ca/eic/site/063.nsf/fra/h_97992.html#8
- CARL/ABRC et Haigh, S. (2018). *A Guide to Canadian Research Libraries' Spending on Content: A response to INDU Committee questions from the Canadian Association*

of Research Libraries. Canadian Association of Research Libraries. Repéré à http://www.carl-abrc.ca/wp-content/uploads/2018/08/Library_Expenditures_Memo.pdf

- Chenier, E., Chambers, L. et Toews, A. (2015). Still Working in the Shadow of Men? An Analysis of Sex Distribution in Publications and Prizes in Canadian History. *Journal of the Canadian Historical Association / Revue de La Société Historique Du Canada*, 26(1), 291-318. doi:10.7202/1037205ar
- Collins, E. et Milloy, C. (2016). *OAPEN-UK final report: A five-year study into open access monograph publishing in the humanities and social sciences*. Repéré à <http://oapen-uk.jiscebooks.org/files/2016/01/OAPEN-UK-final-report-single-page-view.pdf>
- Crossick, G. (2015). *Monographs and Open Access: A report to Higher Education Funding Council for England* (Higher Education Funding Council for England). Repéré à <http://www.hefce.ac.uk/pubs/rereports/year/2015/monographs/>
- Daniel, K., Esposito, J. et Schonfeld, R. (2018). *Library Acquisition Patterns: Preliminary Findings*. Ithaca S+R. doi:10.18665/sr.307940
- Deegan, M. (2017). *The Academic Book and the Future Project Report: A Report to the Arts and Humanities Research Council and the British Library* (p. 105). London : AHRC & the British Library. Repéré à https://academicbookfuture.files.wordpress.com/2017/06/project-report_academic-book-of-the-future_deegan3.pdf
- Epron, B. et Vitali-Rosati, M. (2018). I. Pour une définition de l'édition à l'ère numérique. Dans *Repères* (p. 5-33). La Découverte. Repéré à <https://www.cairn.info/l-edition-a-l-ere-numerique--9782707199355-page-5.htm>
- Fast, E. (2018). *Open Access and the ASPP: Report to the Federation of Humanities and Social Sciences*. Federation of Humanities and Social Sciences.
- Fédération des sciences humaines. Le libre accès et le PAES: Énoncé de principes (2015). Repéré à <http://www.idees-ideas.ca/sites/default/files/oa-aspp-policy-position-fr.pdf> [page inexistante; disponible au <https://www.federationhss.ca/fr/paes>]
- Ferwerda, E., Snijder, R. et Adema, J. (2013). *OAPEN-NL - A project exploring Open Access monograph publishing in the Netherlands : Final Report*.
- Ferwerda, E., Snijder, R., Arpagaus, B., Graf, R., Krämer, D. et Moser, E. (2018a). *Open-Ch – Impact De L'Open Access Sur Les Monographies Scientifiques En Suisse. Un Projet Du Fonds National Suisse (Fns)* (p.). Zenodo. doi:10.5281/zenodo.1220597
- Ferwerda, E., Snijder, R., Arpagaus, B., Graf, R., Krämer, D. et Moser, E. (2018b). *OAPEN-CH – Impact de l'Open Access sur les monographies scientifiques en Suisse. Un projet du Fonds national suisse (FNS)*. Berne : Zenodo. doi:10.5281/zenodo.1220597

- Fitzpatrick, K. (2018, 19 avril). Kathleen Fitzpatrick on Open Scholarship, Humanities Commons, and more: Interview by Jeroen Sondervan. *Open Access in Media Studies*. Repéré à <https://oamediaudies.com/2018/04/19/interview-kathleen-fitzpatrick/>
- Frederick, J. K. et Wolff-Eisenberg, C. (2020). *Ithaka S+R US Library Survey 2019*. Ithaka S+R. doi: 10.18665/sr.312977
- Gatti, R. et Mierowsky, M. (2016a). Funding open access monographs: A coalition of libraries and publishers. *College & Research Libraries News*, 77(9), 456-459. doi:10.5860/crln.77.9.9557
- Gatti, R. et Mierowsky, M. (2016b). Funding open access monographs: A coalition of libraries and publishers. *College & Research Libraries News; Vol 77, No 9 (2016): OctoberDO* - 10.5860/crln.77.9.9557. Repéré à <https://crln.acrl.org/index.php/crlnews/article/view/9557/10902>
- Goss Gilroy Inc. (2004). *Formative Evaluation of the Aid to Scholarly Publications Program (ASPP), I-II-III*. Ottawa, Ont.
- Greco, A. N. et Spendley, A. M. (2016). The Price of University Press Books, 2012–14. *Journal of Scholarly Publishing*, 47(2), 106-120. doi:10.3138/jsp.47.2.106
- Greco, A. N., Wharton, R. M. et Sen, F. (2012). The Price of University Press Books: 2009-2011. *Journal of Scholarly Publishing*, 43(4), 363-380. doi:10.1353/scp.2012.0020
- Groupe de travail sur l'édition savante au Canada. (2017). *Groupe de travail sur l'édition savante au Canada: Rapport final*. Repéré à http://www.carl-abrc.ca/wp-content/uploads/2017/07/GTEPC_rapport_final_FR.pdf
- Harvey, J. (2011). Conseil des Arts du Canada. Dans *The Canadian Encyclopedia*. Repéré à <https://encyclopediecanadienne.ca/fr/article/conseil-des-arts-du-canada-1/>
- James, S. (2011). Flogging a Dead Book?: Prospects for the Scholarly Book and the University Press in Australia. *Journal of Scholarly Publishing*, 42(2), 182-204. doi:10.1353/scp.2011.0008
- Jones, E. A. et Courant, P. N. (2014). Monographic Purchasing Trends in Academic Libraries: Did the 'Serials Crisis' Really Destroy the University Press? *Journal of Scholarly Publishing*, 46(1), 43-70. doi:10.3138/jsp.46.1.003
- Jubb, M. (2017). *Academic Books and their Future*. London : AHRC & the British Library. Repéré à https://academicbookfuture.files.wordpress.com/2017/06/academic-books-and-their-futures_jubb1.pdf
- Kwan, A. (2011). *Open Access And Scholarly Monographs in Canada* (Faculty of Communication, Art and Technology, Master of Publishing, Simon Fraser University). Repéré à <https://publishing.sfu.ca/2013/08/open-access-and-scholarly-monographs-in-canada/>
- Larivière, V., Archambault, É., Gingras, Y., et Vignola-Gagné, É. (2006). The place of

serials in referencing practices: Comparing natural sciences and engineering with social sciences and humanities. *Journal of the American Society for Information Science and Technology*, 57(8), 997-1004.

- Larivière, V., Beth, S., van Bellen, S., Delmas, E., et Paquin E. (2021) *Les revues savantes canadiennes en sciences humaines et sociales. Portrait quantitatif et qualitatif*, Consortium Érudit. Repéré à https://www.erudit.org/public/documents/Revues_canadiennes_shs_2021.pdf
- Larrègue, J., Mongeon, P., Warren, J. P., Sugimoto, C. R., et Larivière, V. (2019). Reciprocity in book reviewing among American, British and Canadian academics. *The Canadian Journal of Sociology/Cahiers canadiens de sociologie*, 44(1), 95-114.
- Lefebvre, B. (2018) *État de l'édition savante francophone en sciences humaines et sociales au Québec*, DOI:10.13140/RG.2.2.23823.92322. Repéré à https://www.researchgate.net/publication/355934186_Edition-savante-SHS-Quebec
- Little, G. R. (2018). Old Traditions and New Technologies: Creating Concordia University Press. *Journal of Scholarly Publishing*, 49(2), 213-230. Repéré à <https://muse.jhu.edu/article/683782>
- Maron, N., Schmelzinger, K., Mulhern, C. et Rossman, D. (2016). The Costs of Publishing Monographs: Toward a Transparent Methodology. *Journal of Electronic Publishing*, 19(1). doi:10.3998/3336451.0019.103
- Ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation. Plan national pour la science ouverte (2018). Repéré à https://www.soundofscience.fr/wp-content/uploads/2018/07/SO_A4_2018_05_leger.pdf
- Mongeon, P. et Paul-Hus, A. (2016). The Journal Coverage of Web of Science and Scopus: a Comparative Analysis. *Scientometrics*, 106(1), 213-228. doi:10.1007/s11192-015-1765-5
- Mudditt, A. (2017). Opening the Monograph: Lessons from Luminos. *Journal of Scholarly Publishing*, 49(1), 41-52. doi:10.3138/jsp.49.1.41
- Nagaraj, A., et Reimers (2021). Digitization and the Demand for Physical Works: Evidence from the Google Books Project (April 12, 2021). Available at SSRN: <https://ssrn.com/abstract=3339524> or <http://dx.doi.org/10.2139/ssrn.3339524>
- Nelson, E. L. (2018). Subsidy Landscapes and the Organizational Sociology of Scholarly Publishing. *Journal of Scholarly Publishing*, 49(2), 166-174. Repéré à <https://muse.jhu.edu/article/683779>
- Nordhoff, S. et Kopecky, F. (2018). Full Disclosure: Open Business Data and the Publisher's Cookbook. Dans *ELPUB 2018*. Toronto, France. doi:10.4000/proceedings.elpub.2018.8
- Ozaygen, A., Montgomery, L., Saunders, N. et Pinter, F. (2017). *Exploring Usage of Open Access Books via the JSTOR Platform*. UCL Press, University of Michigan Press, Cornell University Press, University of California Press. Repéré à

<http://www.kuresearch.org/news7.htm>

- Poissenot, C. (2016). Les Collections à l'épreuve des emprunteurs. *Bulletin des bibliothèques de France*, (9), 80-95. Repéré à <http://bbf.enssib.fr/consulter/bbf-2016-09-0080-009>
- Quinn, L. et Innerd, C. (2018). The Evolution(s) of Wilfrid Laurier University Press: Toward Library–University Press Integration. *Journal of Scholarly Publishing*, 49(2), 153-165. doi:10.3138/jsp.49.2.153
- Research Information Network. (2015). *Patterns of scholarly communication in the humanities and social sciences: a literature review. Annex 3 to the Report of the HEFCE Monographs and Open Access Project (2015)* (p. 18). Repéré à file:///Users/Delphine/Desktop/2014_monographs3.pdf
- Roberts, K., Stephenson, C. et Guignard, T. (2015). *eBook Collection Practices: A Report to the Canadian Publishing Community on Trends and Issues in Canada's Public, University, and College Libraries* (p. 76). eBound Canada. Repéré à https://www.eboundcanada.org/wp-content/uploads/2015/09/FINAL_FINAL_ReportoneBookCollection.pdf
- Samson, N. (2016, 9 mars). Standing out in the world of scholarly publishing. University Affairs. Repéré à <https://www.universityaffairs.ca/features/feature-article/standing-out-in-the-world-of-scholarly-publishing/>
- Sherer, J. (2022). Does Open Access Cannibalize Print Sales for Monographs? The Scholarly Kitchen, Guest Post, 2022, J27 janv. 2022. <https://scholarlykitchen.sspnet.org/2022/01/27/guest-post-does-open-access-cannibalize-print-sales-for-monographs/>
- Snijder, R. (2014). The Influence of Open Access on Monograph Sales. *Logos*, 25(3), 13-23. doi:10.1163/1878-4712-11112047
- Speicher, L. (2018). A New Approach to Open Access Monograph Publishing. *Choice360*. publishing unit at the Association of College & Research Libraries, a division of the American Library Association. Repéré à <http://www.choice360.org/blog/university-press-forum-a-new-approach-to-open-access-monograph-publishing>
- Stebbins, R. A. (2001). The Aid to Scholarly Publications Programme: Contributions to Canadian Sociology. *The Canadian Journal of Sociology / Cahiers canadiens de sociologie*, 26(3), 453-468. doi:10.2307/3341896
- Sugimoto, C., J. Sugimoto, T., Tsou, A., Milojevic, S. et Larivière, V. (2016). Age stratification and cohort effects in scholarly communication: a study of social sciences: doi:10.1007/s11192-016-2087-y
- Tenopir, C. et Volentine, R. (2012). *UK Scholarly Reading and the Value of Library Resources: Summary Results of the Study Conducted Spring 2011* (p. 139).
- UK Research and Innovation. (2020). *Open Access Review: Consultation. Published: 13*

February 2020, updated: 25 March 2020. Repéré à <https://www.ukri.org/wp-content/uploads/2020/10/UKRI-231020-OpenAccessReview-Consultation25Mar20.pdf>

- Warren, J.-P. (2016). La traduction en sciences humaines et sociales au Canada Dynamiques générales et impact du PAES. Dans *L'université en contexte plurilingue dans la dynamique numérique: actes du colloque annuel de l'Agence universitaire de la francophonie, organisé en partenariat avec l'Université Cadi Ayyad (Marrakech) les 12 et 13 novembre 2015* (Éditions des Archives contemporaines, p. 237-244). Paris : Serge Borg, Maria Cheggour, Nadine Desrochers, Laurent Gajo, Vincent Larivière, Monica Vlad, et Jāmi'at al-Qāḍī 'Ayyād,. Repéré à http://www.bibliotheque.auf.org/doc_num.php?explnum_id=893
- Watkinson, C. (2018). Extra Views or Fake News: Understanding Open Access Ebook Usage. *Choice360*. publishing unit at the Association of College & Research Libraries, a division of the American Library Association. Repéré à <http://www.choice360.org/blog/university-press-forum-extra-views-or-fake-news-understanding-open-access-ebook-usage>
- Wolff, C., Rod, A. B. et Schonfeld, R. C. (2016). *Ithaka S+R US Faculty Survey 2015*. Repéré à <http://www.sr.ithaka.org/publications/ithaka-sr-us-faculty-survey-2015/>
- Wright, J. (2018). Open Access for Monograph Publishing: Operational Thoughts and Speculations. *Journal of Scholarly Publishing*, 49(2), 175-192. doi:10.3138/jsp.49.2.175